

PROCEZ

VERBAL

De l'Assemblée Extraordinaire de Mes-
seigneurs les Archevêques & Evêques,
tenuë en l'Archevêché de Paris, aux
mois de Mars & de May 1681.

*Avec les Brefs de N. S. Pere le Pape Innocent XI.
& quelques Arrêts du Parlement necessaires
pour l'intelligence du present Procez-verbal.*



A PARIS ;

Chez FEDERIC LEONARD, Impr. ordin du Roy, & du
Clergé de France, rue S. Jâques, à l'Ecu de Venize.

M. DC. LXXXI.

Avec Privilege de Sa Majesté.



PROCEZ V E R B A L
de l'Assemblée extraordinaire de Messie-
gneurs les Archevêques, & Evêques, te-
nuë en l'Archevêché de Paris, aux mois de
Mars & de May, 1681.

Monseigneur l'Archevêque de Paris,
 Président.

L'AN mil six cens quatre-vingt un,
 le Mercredy dix-neuvième Mars,
 Messieurs les Archevêques &
 Evêques qui étoient à Paris pour
 les affaires de leurs Diocèses, ayant
 été convoquez en la maniere accou-
 tumée, & suivant les Reglemens du Clergé, se sont
 rendus sur les deux heures de relevée chez Monsei-
 gneur l'illustrissime & Reverendissime Messire
 François de Harlay Archevêque de Paris, Duc &
 Pair de France, Commandeur des Ordres du Roy,
 Proviseur de Sorbonne, qui étoit le plus ancien de

A ij

ceux qui se sont trouvez en cette Ville; Illustriſſi-
mes & Reverendiſſimes Seigneurs Meſſires Jean de
Montpezat de Carbon Archevêque de Sens, Pri-
mat des Gaules & de Germanie; Charles Maurice Le
Tellier Archevêque Duc de Reims, Premier Pair
de France, Legat né du S. Siege Apoſtolique, Pri-
mat de la Gaule Belgique; Charles Brulart de Gen-
lis Archevêque & Prince d'Ambrun; François Rou-
xel de Medavi Archevêque de Rouën & Primat de
Normandie; Michel Amelot Archevêque de Tours;
Hyacinthe Serony Premier Archevêque d'Alby;
Louis d'Anglure de Bourlemont Evêque de Carcaſ-
ſonne, nommé à l'Archevêché de Bordeaux; Clau-
de Auvry ancien Evêque de Coûtances; Henry de
Laval Evêque de la Rochelle; Denys Sanguin Evê-
que de Senlis; Michel Tubeuf Evêque de Caſtres;
François de Neſmond Evêque de Bayeux; François
de Bataillier Evêque de Bethléem; Gabriel de Ro-
quette Evêque d'Autun, Comte de Saulieu, Pré-
ſident né & perpetuel des E'tats de Bourgogne;
Edouïard Valot Evêque de Nevers; Charles Fran-
çois de Lomenie de Brienne Evêque de Coûtan-
ces; Jacques Benigne Boſſuet ancien Evêque de
Condom, cy-devant Precepteur de Monſieur le
Dauphin, & Premier Aumônier de Madame la
Dauphine; Louis de la Vergne Montenard de
Treſſan Evêque du Mans, Premier Aumônier de
Monſieur Frere unique du Roy; Guy de Seve
Evêque d'Arras; Louis Anne Aubert de Vil-
leſerin Evêque & Seigneur de Senez; Louis Ma-

tie Armand de Simianes de Gordes Evêque Duc
 de Langres, Pair de France, Conseiller du Roy
 en ses Conseils, & Premier Aumônier de la Reyne;
 Louis de Thomassin Evêque & Seigneur de Ven-
 ce; Paul Philippe de Chaumont Evêque d'Acqs;
 Jean Louis de Fromentieres Evêque d'Aire; Anne
 Tristan de la Baume de Suze, ancien Evêque de
 Tarbes; Jacques Potier Evêque de Cisteron; Jean
 Baptiste de Beaumanoir de Lavardin Evêque de Ren-
 nes; Charles le Goux de la Berchere Evêque de
 Laval; François de Bouthillier Evêque de Troyes;
 Louis Antoine de Noailles Evêque Comte de
 Châlons, Pair de France; Gilles de Bauvau Evê-
 que de Nantes; Pierre Dulaurent Evêque du Bel-
 lay; Pierre de la Broûe Evêque de Mirepoix; Jean
 Baptiste d'Estampes nommé à l'Evêché de Marseil-
 les; François de Poudenx nommé à l'Evêché de
 Tarbes; Louis Joseph de Grignan nommé à l'E-
 vêché d'Evreux; Hippolite de Bethune nommé à l'E-
 vêché de Verdun; Henry Guillaume le Jay nom-
 mé à l'Evêché de Cahors; Humbert Ancelin nom-
 mé à l'Evêché de Tulles; Louis Habert de Mont-
 mort nommé à l'Evêché de Perpignan; & Antoi-
 ne le Comte nommé à l'Evêché de Grasse.

Tous ayant pris leurs rangs & leurs séances dans
 l'ordre ordinaire, Monseigneur l'Archevêque de
 Paris presidant (après avoir fait la priere du Saint
 Esprit) a dit que plusieurs affaires importantes à
 l'Eglise Gallicane, avoient obligé Messieurs les
 Agens de demander au Roy permission de tenir

A iij

cette Assemblée; Et Sa Majesté l'ayant permis, il leur avoit donné l'ordre de faire la convocation; en conséquence de quoy, tous Messieurs étant assemblez, il étoit nécessaire d'entendre ce quel'on avoit à proposer à la compagnie, pour prendre ensuite tous ensemble les résolutions que l'on trouveroit justes & raisonnables; que pour cet effet il estimoit nécessaire de commencer par la lecture du Memoire présenté au Roy, & d'entendre les Agens.

Après quoy Monsieur l'Abbé de Besons Agent a fait la lecture du Memoire suivant.

*M E M O I R E
P R E S E N T E' A V R O Y,
par les Agens Generaux du Clergé de
France, contenant leurs plaintes, de ce qui
a été fait en Cour de Rome, & que l'on a
tenté d'exécuter en France depuis six mois,
contre la disposition des Canons, contre les
Libertez de l'Eglise Gallicane & les loix du
Royaume.*

QUELQUE respect qu'ayent lesdits Agens pour l'autorité du S. Siege, & la personne de nostre S. Pere le Pape, ils ne peuvent s'empê-

cher, sans trahir leur devoir, de faire connoître à Sa Majesté, qu'il a paru plusieurs Brefs sous le nom de nôtre S. Pere le Pape Innocent XI, qui ont été inspirés à Sa Sainteté par des personnes mal-intentionnées, dans lesquels il se trouve plusieurs choses contraires aux Maximes, aux Loix, & aux Libertez de l'Eglise Gallicane, aux Canons qui s'y observent, & au Concordat qui doit y estre gardé.

Le Bref du 18 Decembre, qui censure & qui condamne au feu l'Arrest du Parlement de Paris, du 24 Septembre 1680, dans lequel Arrest sont expliquées les Maximes & les Loix du Royaume pour la défense de l'autorité des Evêques.

Les Brefs adressez à Sa Majesté pour empêcher l'exécution des deux dernieres Déclarations données sur la Regale, qui sont conçûs dans des termes durs & menaçants, lesquels Brefs donnèrent lieu à la dernière Assemblée d'en témoigner à Sa Majesté un déplaisir, tres sensible ; Ce qui ayant attiré contre elle depuis ce temps-là plusieurs libelles injurieux, excite le zèle desdits Agens à procurer la réparation de ces outrages.

Tous les autres Brefs donnez sur l'affaire de Pamiez, & envoyez, soit à feu M. l'Evêque de Pamiez, soit à M. l'Archevêque de Toulouse ; mais particulièrement les deux derniers, dont l'un datté du 23 Septembre confirme l'Electiion des prétendus grands Vicaires établis par le Chapitre, le siege étant vacant, avec injonction de les reconnoître sous les dernieres peines de l'Eglise ; & l'autre donné le

premier de l'année courante , par lequel Sa Sainteté prononce une excommunication actuelle contre M. de Toulouse , sans garder aucune des formalitez observées dans le Royaume ; lequel Bref a été affiché de nuit dans Toulouse , avec une prétenduë Ordonnance du Frere Jean Cerle , soy disant grand Vicaire du Chapitre de Pamiez , injurieux à l'Episcopat , & également préjudiciable à l'Eglise & à l'E'ltat.

Les Brefs donnez en l'affaire de Charonne.

Le Bref du 18 Decembre dernier , qui condamne le livre des Causes Majeures , composé par le sieur Gerbais Docteur de la Societé de Sorbonne , comme contenant une Doctrine Schismatique , suspecte d'Herésie , & injurieuse au saint Siege , qui défend de le retenir , & le lire , sous peine d'excommunication reservée , hors le cas de mort , & qui ordonne aux Evêques de le faire brûler.

Dans tous lesquels Brefs , ceux qui ont tâché de broüiller le Pape avec le Roy , & de semer la mesintelligence entre ces deux Puissances , ont travaillé à ruiner les Canons reçûs & observez en France , & à détruire le Concordat : car tout leur dessein a été d'engager Sa Sainteté à juger sur de simples relations , sans aucune appellation , *omisso medio* , & dans son Tribunal à Rome confirmer de son pur mouvement , & par le seul motif de sa plenitude de puissance , des elections nulles & invalides , priver des Evêques de leur autorité ordinaire , des Archevêques & des Primats de leur jurisdiction

jurisdictions Ecclesiastiques.

Pour arrêter le cours de ces maux , lesdits *Agens généraux* estiment qu'il est nécessaire ; & qu'il est de leur obligation d'assembler Messieurs les Prelats qui sont auprès de sa Majesté pour la poursuite des affaires de leurs Eglises , afin que par leur prudence singuliere , ils trouvent les moyens de remettre les choses dans l'ordre , en gardant ce qu'ils doivent au Saint Siege , à nôtre Saint Pere le Pape , au Roy , à l'Estat , à leur dignité , & à leur jurisdiction.

Après la lecture de ce Memoire , Monseigneur l'Archevêque de Paris ayant demandé à Messieurs les Agens s'ils avoient quelques remontrances à faire à la Compagnie sur ces chefs ,

Monseigneur l'Abbé Desmarests a représenté , que Monsieur l'Abbé de Besons & luy , avoient regardé l'honneur que la dernière Assemblée leur avoit fait de les charger du soin des affaires du Clergé , comme un avantage d'autant plus grand pour eux , qu'ils avoient le bonheur de commencer à travailler dans un temps où le Roy donnoit à l'Eglise les marques les plus éclatantes , qu'elle ait encore reçues de sa pieté , & du zèle que Sa Majesté a toujours eu , pour luy procurer toutes sortes d'avantages.

Qu'en effet la dernière Assemblée s'étoit trouvée dans une heureuse nécessité de changer en de très-humbles actions de grâces , les remontrances que les Assemblées précédentes faisoient autrefois ,

B

les Assemblées precedantes faisoient autrefois ; pour obtenir de sa Majesté qu'il luy plût de contenir ceux de la R. P. R. dans les bornes des Edits , & les empêcher d'y contrevenir par toutes les entreprises qu'ils faisoient continuellement au mépris des loix & au scandale de l'Eglise.

Que ce n'étoit pas icy le lieu de rappeler toutes les Declarations, les Edits , & les Arrests qui ont été donnez pour en arrêter le cours , faciliter aux Heretiques le moyen de se convertir , proteger ceux à qui Dieu a fait cette grace contre les insultes , & les mauvais traitements , qui leur sont faits en haine de leur conversion , & enfin pour empêcher les Catholiques de se pervertir.

Qu'un nombre presque infini de Temples abatus , d'exercices de la R. P. R. interdits , d'Heretiques convertis ; des Predicateurs de l'Evangile envoyez dans les parties de la terre les plus éloignées , & aux Nations du monde qui ont le moins de connoissance de nôtre sainte Religion : ces Missions soutenues par la liberalité de ce grand Prince , le soin qu'il a toujours pris d'étouffer toutes les nouveautez dans leur naissance : Enfin tant d'autres actions connues de toute la terre , (& dont une seule suffisoit autrefois pour faire l'éloge des Princes les plus Religieux) étoient autant de témoignages publics de sa pieté , dont l'Eglise ne pouvoit assez luy marquer sa reconnoissance , & qui luy attireroient éternellement le respect & la veneration de tous les peuples Chrétiens.

Qu'aussi la dernière Assemblée ayant eu connoissance de ces Brefs écrits à sa Majesté par nôtre saint Pere le Pape en termes durs & menaçants , elle avoit crû qu'il étoit de son devoir de donner en ce rencontre des marques publiques du déplaisir qu'elle ressentoit de voir le Fils aîné de l'Eglise , & le seul Prince qui soit aujourd'huy en état de la protéger , traité comme ceux qui en ont usurpé les droits.

Que depuis on avoit vû paroître dans le Royaume plusieurs Brefs , dans lesquels il se trouvoit plusieurs choses , qui paroissent directement contraires aux Maximes , aux Loix , & aux Libertez de l'Eglise Gallicane , & tres prejudiciables à l'autorité des Ordinaires , & à la juridiction supérieure des Metropolitains , & des Primats.

Que quelque respect & soumission qu'ils aient pour le saint Siege , & pour la personne de Sa Sainteté , ils avoient crû être indispensablement obligés , par le devoir de la charge , dans laquelle la dernière Assemblée leur a fait l'honneur de les recevoir , d'en donner avis à Messieurs les Prelats qui sont presentement à Paris , & de leur remettre les pieces entre les mains ; afin qu'en ayant une connoissance exacte , ils puissent prendre les résolutions qu'ils estimeront nécessaires.

Et après avoir exposé en peu de paroles ce qui est contenu dans toutes ces pieces , il a dit , qu'ils ne rapporteroient pas ce que les Evêques de France avoient fait , lorsque l'Eglise Gallicane avoit été

B ij ,

attaquée par de semblables entreprises ; & à fini par ces paroles de Nicolas premier à Hincmar Archevêque de Reims : *Videte si hac Ecclesia Christi non præjudicent : videte si tolerabilia valeant estimari ; considerate si debeatis Ecclesie Sanctæ Dei istas derogationes ingerere.*

Cette remontrance faite, Monseigneur l'Archevêque de Paris a dit, que l'on avoit assez reconnu par la lecture du Memoire & par la remontrance qui venoit d'être faite, l'importance des affaires qui avoient obligé de convoquer cette Assemblée, qu'il n'étoit pas nécessaire d'en faire presentement une plus grande explication, & qu'il n'y avoit qu'à prendre les avis de la compagnie ; ce qui a été fait à l'instant : & dans les avis chacun a témoigné que le Clergé de France ayant toujours conservé un grand respect pour le saint Siege, une fidelité inviolable au Roy, une fermeté inébranlable pour la conservation des Droits & des Libertez de l'Eglise Gallicane ; il falloit demeurer dans cet esprit, qui avoit toujours rendu l'Eglise de France si auguste. Et Monseigneur l'Archevêque de Paris a été prié par une deliberation unanime, de remercier tres humblement le Roy d'avoir bien voulu donner son approbation à l'Assemblée, de supplier Sa Majesté de luy continuer sa protection ; & par la même deliberation Mondit Seigneur l'Archevêque de Paris a été prié de nommer six Commissaires, pour examiner conjointement avec luy les actes & pieces, concernant

les affaires presentes ; le livre du sieur Gerbais , & celui du sieur David , intitulé , *Des Jugemens Canoniques des Evêques* , imprimé à Paris en 1671. pour faire du tout leur rapport à l'Assemblée, dans le temps qu'ils le trouveront à propos. Ensuite de quoy Monseigneur le President à nommé pour Commissaires , Messieurs les Archevêques de Reims , d'Ambrun , & d'Alby , & Messieurs les Evêques de la Rochelle , d'Autun , & de Troyes.

DU PREMIER MAY 1681.

A deux heures de Relevée.

Monseigneur l'Archevêque de Paris
President,

L'ASSEMBLEE ayant été de nouveau convoquée conformément à la premiere deliberation ; Messieurs les Archevêques & Evêques cy-dessus nommez (à l'exception de quelques-uns qui pour leurs affaires pressantes s'en étoient retournés dans leurs Diocèses) & encore Illustrißimes & Reverendißimes Seigneurs Messires François Faure Evêque d'Amiens ; Armand de Bethune Evêque du Puy, Suffragant immediat de l'Eglise Romaine Charles de Pradel Evêque de Montpellier ; André Colbert Evêque d'Auxerre , & Jean d'Elrées nommé à l'Evêché de Laon se sont rendus dans la Salle de l'Archevêché de Paris ; où ayant pris

B iij

leurs Seances, & fait la priere accoutumée; Monseigneur le President a dit, que Messieurs les Commissaires & luy s'étant assemblez plusieurs fois, avoient travaillé avec toute l'exacritude possible, sur les affaires presentes, & qu'ils étoient prêts de rendre cõte de tout ce que l'on avoit fait dans ladite Commission, & même de déclarer l'avis qu'ils avoient jugé convenable de proposer à l'Assemblée, ce qu'ils feroient presentement si la Compagnie l'avoit agreable; ce qui ayant été approuvé, Messieurs les Commissaires ont pris le Bureau, & Monseigneur l'Archevêque Duc de Reims a dit:





MESSEIGNEURS,

Nous n'avons pû lire les trois Brefs que le Pape a écrits au Roy sur la Regale , sans être étonnez de l'aigreur qui y est répandue , & sans admirer la moderation avec laquelle Sa Majesté les a reçûs : après les avoir bien examinez , & avoir fait des reflexions tres serieuses sur la chaleur avec laquelle on a engagé Sa Sainteté dans cette affaire , Nous sommes demeurez persuadez que nôtre caractere & nôtre naissance nous obligent indispensablement à employer tout ce qui dépendra de nous , pour prevenir les suites de cette contestation , qui ne peuvent être que tres dangereuses. C'est pour cela qu'avant que d'examiner la matiere qui a attiré ces Brefs ; c'est à dire , les deux nouvelles Déclarations du Roy sur la Regale , je croy devoir vous faire part des reflexions , que j'ay entendu faire à Messieurs Vos Commissaires , sur la maniere dont ces Brefs sont écrits.

10. Février

16.

11. Avril

1675.

Celuy qui les a composez ne peut pas ignorer à quel point le Roy a porté sa Puissance ; & cette seule consideration l'auroit dû obliger à se moderer , quand il les a écrits ; mais il ne sçait pas sans doute , que Sa Majesté ne l'employe ja-

mais plus volontiers, que lors qu'Elle trouve des occasions de donner des marques publiques de son zele pour la Religion. Si ceux qui ont l'honneur d'approcher le Pape, sçavoient comme Nous, que le Roy nous accorde touûjours sa protection, quand nous y avons recours pour le bien de nos Diocèses ; qu'il previent souvent les justes demandes que nous luy pourrions faire, & qu'on faisoit autrefois inutilement pour les affaires generales de l'Eglise ; qu'il s'applique de luy-même à ruiner l'Herésie dans ses Estats, avec tant de succès, qu'on peut croire sans se flater, que si Dieu nous conserve ce grand Prince aussi longtemps que tous les gens de bien le doivent desirer, il achevera d'étouffer ce monstre dans son Royaume: s'ils étoient, dis-je, bien informez de cette heureuse situation de l'Eglise de France : ces trois Brefs que Vous avez lûs, n'auroient pas été conçus en des termes si forts & si durs ; le dernier ne donneroit pas à entendre à toute la Chrétienté, que le Pape croit le Roy capable d'abuser de la grandeur de sa Puissance contre le Chef de l'Eglise ; & il ne seroit pas plein de menaces, dont les anciens Papes ne se sont pas même servis quand ils ont crû estre obligez à défendre l'Eglise contre des Princes qui étoient entierement opposez à sa Doctrine, & qui s'élevoient avec toute leur autorité contre les décisions des Conciles.

Ce qui Nous a touché d'avantage dans cette occasion,

occasion, est que ces Brefs s'étant répandus dans toute l'Europe, où on a affecté de les publier, les Etrangers jaloux de la gloire du Roy & de ses prosperitez, croiront volontiers qu'il se sert de son autorité pour affoiblir nos Droits & nos privileges: Quand la posterité-même verra le Fils aîné de l'Eglise, qui a fait la Loy à toute l'Europe conjurée contre luy, menacé dans ces Brefs du plus grand malheur qui luy puisse arriver, par un Pape aussi digne de l'être que celuy que nous avons; elle demeurera persuadée que ce grand Roy aura imposé sur le Clergé une servitude insupportable, & qu'ayant fait naître des scandales dans le Sanctuaire, il se sera attiré avec un présage si affreux ces terribles paroles, *cum Christo, non nobiscum, tibi negotium erit in posterum*. Quoyque ces fausses idées soient clairement combatuës par la conduite que Sa Majesté tient dans les affaires de l'Eglise; elles pourront néanmoins séduire les esprits foibles, & faire des impressions dangereuses, si Nous ne marquons publiquement la douleur que nous avons de voir traiter dans tout le monde, comme un usurpateur des Droits de l'Eglise, un Prince qui n'a jamais refusé sa protection à ses Pasteurs, & qui nous donne sur cela tous les jours de nouveaux sujets de le remercier & de l'admirer.

Je sçay bien que c'est un Pere qui écrit à son Fils, que c'est le chef de tous les Evêques, qui à prétendu défendre la liberté de quelques Eglises de France, qu'on luy a représentées comme assu-

jetties à des servitudes nouvelles & dangereuses ; & que dans cette vuë il seroit de nôtre devoir de remercier Sa Sainteté des offices qu'Elle a voulu rendre aux Eglises des quatre Provinces , si ses Brefs n'avoient plutôt l'air de monitions canoniques , que de remontrances paternelles : Je sçay que le Pape se plaint par le dernier , qu'on n'avoit pas fait de réponse au second , qu'on n'avoit point d'égard à ses prieres , n'y à ses exhortations : Nous n'ignorons pas que Sa Sainteté étoit accablée de Lettres , qui étoient fabriquées à Rome par les gens de feu M. de Pamiez , qui abusans de sa facilité avoient porté avec eux des blancs-signe de ce Prélat. Ces seditieux n'avoient garde de représenter au Pape , comme des gens de bien l'auroient fait à leur place , que le Roy n'avoit été quelque temps sans luy faire réponse , que parce qu'il avoit de la peine à se résoudre à en faire une qui ne pouvoit être agreable à Sa Sainteté : Ils aimoient bien mieux mettre tout en œuvre pour l'échauffer sur cette matiere ; ils employoient toutes choses pour porter les affaires à la dernière extrémité ; ils n'ont pas même rougy de représenter à Sa Sainteté l'usage de la Regale , que les Conciles & les Papes ont approuvé en plusieurs occasions , comme un monstre , & comme une espece d'herésie capable de ruiner dans l'Eglise de France toute la pureté de la Religion. Ces esprits violens n'ont pas épargné l'artifice & le mensonge ; ils ont fait des propositions horribles , que le Pape a toujours

rejetées ; & ils ont tenu cette conduite dans l'esperance que la verité ne dissiperoit jamais les nuages , dont ils tâchoient d'enveloper cette affaire auprès de Sa Sainteté ; *Romani cum mendaciorum suorum merce navigaverunt* , disoit autrefois S. Cyprien , *quasi veritas post eos navigare non posset , quæ mendaces linguas rei certa prolatione convinceret.* Epiſtola 55.

Je ne peux icy m'empêcher, MESSIEIGNEURS, de vous faire remarquer le tort que ces François dénaturez ont osé faire au Clergé de France, en faisant entendre au Pape que les plus grands & les plus zelez Prélats du Royaume parloient à Sa Sainteté par la bouche de M. de Pamiez , quoy que pour éviter de se commettre , ils se contentassent de faire des protestations & des diligences secrètes pour implorer la protection du S. Siege ; ce sont les propres termes que j'ay extraits d'un Memoire qu'on a donné à tous les Cardinaux qui sont presentement à Rome, depuis que M. le Cardinal d'Estrées y est arrivé : Sa Sainteté s'étoit expliquée dans le même sens par son troisiéme Bref : Peut-Elle croire sans nous faire une injure extrême , que le nombre de ces Prélats , qu'Elle traite de *Viri fortes , & divine legis ac libertatis Ecclesiasticæ zelatores* , se reduise à deux ou trois de nos Confre-res , auxquels on impute sur cela une conduite dont je ne les accuse pas , parce que je les estime trop , pour vouloir même les en soupçonner.

Cette conduite seroit assurément insoutenable , car si ces Prélats étoient persuadez , comme on l'a

supposé à Sa Sainteté , qu'un Evêque des quatre Provinces ne pouvoit pas obeïr aux Déclarations de 1673, & de 1675, sans manquer à son devoir ; les auroient-ils dû executer ? & s'y étant publiquement soumis, s'ils s'étoient contentez de faire des protestations secretes, meritoient-ils d'être appelez par le Pape *Viri fortes* ? Ne pourrois-je pas leur appliquer avec plus de fondement ces paroles de S. Cyprien, *Fallaces in excusatione prestigias queritis ; nam qui vult videri propositis edictis satisfecisse, hoc ipso jam paruit, quod videri paruisse se voluit* ? Si la resistance de M. de Pamiez avoit réveillé leur zèle , auroient-ils dû s'en tenir à n'écrire qu'en cachette ? N'étoient-ils pas obligez de reparer leur faute prétendue , en se joignant genereusement à ce Prelat , pour défendre la liberté commune de leurs Eglises ; quand ils ne l'auroient fait , que pour éviter par là les reproches qu'on leur pourroit faire presentement, de n'être entrez dans cette affaire, que par un esprit de cabale , qui est plus criminel dans un Evêque , que dans tout le reste des sujets du Roy ?

Les Eglises des quatre Provinces sont gouvernées par des Prelats considerables , & distinguez par leur vertu & par leur capacité , dont quelques-uns le sont même par la pourpre du Cardinalat ; ils ont tous , à l'exception de feu M. de Pamiez, executé les Déclarations ; parce qu'ayant tout pesé au poids du Sanctuaire, ils ont crû que des gens sages devoient obeïr dans cette occa-

sion , étant persuadez avec Hincmar mon Pre-
 decesseur , *esse à talibus abstinendum* , undè inter tom. 2. Hinc-
 mari, Episto-
 la 41. ad
 Hadrianum
 Papam.
*Episcopalem auctoritatem & Regalem potestatem , in-
 ter Ecclesiam & Rempubicam tantum scandalum possit
 oriri , quod facile , ac sinè dispendio Religionis , vel
 detrimento rerum Ecclesiasticarum postea non possit
 sedari.* Leurs Confreres qui remplissent les Sieges
 des Eglises qui sont sans contestation sujettes à
 la Regale , ont approuvé leur conduite ; mais si
 nous avons été persuadez que leur condescen-
 dance eût été criminelle , *non defuissent* , pour me
 servir encore une fois des termes du troisiéme
 Bref , *viri fortes , & divinæ legis ac libertatis Eccle-
 siasticæ zelatores* , qui auroient pris le party de l'E-
 glise avec une fermeté vraiment Episcopale ; & ils
 en auroient défendu les Droits d'une maniere qui
 auroit fait voir que nous ne meritions pas le ré-
 proche qu'on nous fait , d'avoir eu dans cette oc-
 casion une lâche complaisance , qui nous rendroit
 d'autant plus coupables , que nous avons un Roy
 si juste & si Religieux , qu'il n'exige rien de nous
 contre nôtre devoir , & qu'il mépriseroit mê-
 me ceux de nôtre Ordre , qui seroient capa-
 bles de manquer à la moindre de leurs obliga-
 tions.

Le Pape étoit sans doute prevenu des impres-
 sions que ces esprits emportez , dont je viens de
 vous parler , luy avoient données , lors qu'il com-
 manda qu'on drefsât son troisiéme Bref : ceux
 qui ont executé sur cela les ordres de Sa Sain-

Ann. 871.

tomo 2.
Hincmari,
Epistola 43.
Caroli Cal.
vi nomine
ad Hadria-
num Pa-
pam.

reté, oubliant qu'ils alloient faire parler un Pape aussi distingué du reste des hommes par ses grandes vertus, que par sa haute Dignité; & animez du même esprit qui conduisoit ceux qui travailloient sous Adrien second, dans le temps du grand differend que ce Pape eut avec Charles le Chauve, ont remply ce Bref d'aigreur, en se servant d'expressions éloignées de la moderation naturelle de Sa Sainteté; parcequ'ils ne sçavent pas, *Sanctam Sedem cum modestia & discretione corripere, & salubriter corrigere, secundum uniuscujusque personam & ordinem, solitam semper fuisse.* Mais dès que le Pape sera pleinement instruit de la conduite & des interêts du Roy par M. le Cardinal d'Estrées, qu'on aura découvert & dissipé tous les artifices, dont on s'est servi pour luy dérober la connoissance de ce qui se passoit dans le Royaume, qu'on luy aura fait voir que l'usage de la Regale n'est pas onereux aux Eglises qui y sont assujeties depuis plusieurs siecles, qu'il ne consultera que son cœur plein d'estime & de tendresse pour le Roy, & qu'il voudra bien se souvenir, que les affaires de l'Europe sont en tel état, qu'il ne peut esperer que de ce grand Prince, tout le secours qui luy est nécessaire pour l'exécution des grands desseins qu'il forme en faveur de l'Eglise, au bien de laquelle nous voyons avec admiration, que sans écouter la chair ny le sang, il consacre avec un zèle infatigable tous les précieux momens de son Pontificat; il y a lieu d'esperer que Sa

Sainteté animée par l'exemple d'Adrien second écrira au Roy dans les mêmes termes , dont ce Pape se servit en écrivant à Charles le Chauve, pour réparer la blessûre que ce Prince pretendoit avoir reçûe par les lettres de ce Souverain Pontife ;

Si quædam litteræ delatæ vobis sunt aliter se habentes in superficie , vel subreptæ , vel à nobis extortæ , vel à qualibet persona confictæ , durius aut acrius mordaciter sonantes , non oportet ad sonum , sed ad votum respicere ; scimus enim quod sis justus , amator , exaltator , & illustrator specialis in orbe terrarum , & permaximus Ecclesiarum Dei.

tom. 1. Conc.
Gallia in
Concilio
Duziacensi,
Epistola 29.
Hadriani
secundi ad
Carolus
Calvum.

Les Evêques de France assemblez dans mon Diocèse à Douzy village situé delà la Meuse près de Sedan , avoient instruit Adrien second des grandes qualitez de leur Roy , de la justice qu'il faisoit rendre , & qu'il rendoit luy-même à ses sujets ; & luy ayant sur tout fait connoître qu'il ne manquoit jamais de donner sa protection à leurs Eglises , ils portèrent ce Pape à changer de conduite , & à adoucir par cette lettre la dureté & l'aigreur dont les precedantes étoient pleines. Si nous imitons , MESSIEIGNEURS , la conduite prudente & zélée de ces grands Prelats, dont nous occupons les Sieges , nous devons esperer que Sa Sainteté , selon cette belle expression de S. Cyprien , *Consilium veritatis admittet* : Je ne doute pas même que nous n'ayons la consolation de voir bientôt une parfaite intelligence entre un grand Pape & un grand Roy , qui étans bien unis , sont

Epist. 71.

capables de faire plus de bien à l'Eglise, que tous leurs Predecesseurs.

Après ces considerations generales, sur lesquelles j'ay crû devoir un peu m'étendre, j'entre dans la matiere de la Regale, qui a attiré les Brefs, dont je viens de vous rendre cômte.

Il faut supposer que nos Roys sont il y a tres-long-temps en possession du droit de Regale: Alexandre III, Innocent III, Clement IV, Gregoire X, le second Concile de Lyon, & Gregoire XI, nos Predecesseurs mêmes dans l'Assemblée de Bourges l'ont reconnu & approuvé: On ne peut donc s'élever contre ce Droit en general, sans combattre l'autorité de ce Concile, & celle de ces grands Papes; ainsi le fondement de la Regale ne pouvant être contesté par des gens éclairés, il ne s'agit presentement que de son extension.

Cette question n'est pas si aisée à décider en nôtre faveur, qu'on l'a voulu persuader au Pape: le Droit de la Regale est considéré par le Roy & par ses Officiers, comme un Droit de sa Couronne; Il a été traité de *jus Regium*, depuis le Regne de Philippe le Bel: nos Roys ne l'ont jamais soumis à aucun tribunal Ecclesiastique; ils ne pretendent pas même être obligez de se conformer sur cette matiere à la Police & à la discipline de l'Eglise. On voit par les anciens Arrests du Parlement de Paris, que cette Compagnie a toujours jugé sur ces principes; & ces maximes sont communes

communes dans les Auteurs qui ont écrit sur la Regale. Le Parlement de Paris, par son Arrest du 24 Avril 1608, a donné lieu à la contestation présente ; voicy les propres termes de cet Arrest, *La Cour déclare le Roy avoir Droit de Regale en l'Eglise du Bellay, comme en toute autre de son Royaume, fait inhibitions & défences aux Avocats de faire aucune proposition au contraire.* Le Clergé s'étant plaint au Roy Henry IV, de cet Arrest, qui étoit donné contre les termes précis de la Déclaration de 1606, qui venoit d'être enregistrée ; ce grand Prince évoqua l'affaire à luy & à son Conseil, où l'Instance qui a depuis été jugée, fut liée dès ce temps là : Si les Prelats qui s'élevèrent avec raison contre cet Arrest du Parlement, après avoir obtenu de Henry IV, une surseance à son execution, avoient crû pouvoir suivre l'exemple de Pierre Bertrand Evêque d'Autun, qui dans la défense qu'il entreprit en 1329, de la Jurisdiction Ecclesiastique, devant Philippe de Valois, en présence du Clergé de France, & d'une grande partie des Barons du Royaume, déclara dans le commencement de son discours, qu'il ne parloit pas *ad finem subeundi quodcumque judicium, sed solum ad Domini Regis & aliorum assistentium conscientiam informandam* ; s'ils avoient, dis-je, crû pouvoir suivre cet exemple, ils en auroient sans doute profité ; mais ils n'ont pas pû se défendre de reconnoître la Jurisdiction du Conseil ; parce qu'ils étoient persuadez, comme

Enregistrée
sans modification
le 29
Feurier
1608.

Tom. 14. Biblioth. Par.
pag 87.

nous le sommes avec tout le reste du Royaume, qu'il n'y en a aucune autre, où cette affaire pût être traitée : Cela est si vray que les Assemblées du Clergé n'ont jamais pretendu qu'elle dût être portée à un tribunal Ecclesiastique. Sur ce principe les Evêques des quatre Provinces ont produit leurs titres ; ils ont été examinez par les gens du Conseil les plus éclairez, tellement qu'il est vray, que le jugement que le Roy a rendu, est contradictoire.

*Tome premier des
premières des
Libertés de
l'Eglise
Gallienne,
page 611.
Ibidem page
632.*

Philippe de Valois par son Ordonnance du mois d'Octobre 1334, vulgairement nommée la Philippine, a décidé de grandes difficultez excitées dans son Regne sur cette matiere. Louis Onzième par sa Déclaration du 24 May 1463, a défendu à tous ses sujets de proceder pardevant aucuns Juges Ecclesiastiques, même en Cour de Rome, sur la Regale, sans que nous voyions que les Papes Jean XXII, & Pie II s'en soient plaints. La Bretagne qui n'est réunie à la Couronne qu'en 1532, a été soumise à la Regale par un Arrest du Parlement de 1598, sous le Pontificat de Clement VIII, qui n'en a fait aucune plainte, pas même au Cardinal d'Osset, qui étant pour lors auprès de Sa Sainteté, reconnoît dans une de ses lettres, que le Roy pouvoit étendre la Regale sur tous les Evêchez de son Royaume.

Lettre 289.

Nous avons d'un autre côté toujours été persua-

dez que le Droit de Regale est une servitude, qui principalement en ce qui regarde la collation des Benefices, ne peut être imposée que par l'Eglise-même, ou de son consentement: C'est sur ce principe que le second Concile de Lyon ayant toléré l'usage de la Regale dans les lieux où elle étoit pour lors établie, & défendu en même temps de l'étendre davantage sous peine d'excommunication, il faut convenir que les Eglises qui y étoient assujetties en 1274, n'ont pas dû réclamer, comme elles n'ont jamais réclaté en effet, & que celles qui s'étoient conservées jusques là dans leur liberté naturelle & Canonique, ont eu raison de se défendre jusqu'à la Déclaration de 1673, qui soumet indifféremment toutes les Eglises du Royaume à la Regale.

Ceux qui ont l'honneur de servir le Pape, n'ont pas assurément une idée juste de ce Droit; puisque Sa Sainteté dans un de ses Brefs au Roy en parle comme d'une affaire, *in quâ non solum Gallicana, sed totius Ecclesia dignitas, salusque vertitur*: Il est pourtant constant qu'il ne consiste que dans la jouissance des fruits des Evêchez vacants, & dans la collation des Dignitez & des Prébendes qui vacquent dans les Eglises, jusqu'à ce que les Sieges en soient remplis.

Que ces revenus soient regis par les Officiers du Roy, par l'Oeconome de l'Eglise, ou par l'Evêque-visiteur, qui étoit autrefois envoyé par le Metro-

politain ; que les Benefices soient conferez par le Roy ou par le Chapitre , ou reservez à l'Evêque Successeur ; c'est une matiere qui n'est que de pure discipline, sur laquelle l'Eglise a varié en des occasions bien plus importantes. Les Evêques , par exemple , ne choisissoient-ils pas autrefois tous les Beneficiers de leurs Diocèses , & ne les instituoiient-ils pas dans les tîtres ? Ce Droit dont ils ont joiüy pendant plusieurs siecles , n'a pas empêché que dans la suite , pour gratifier ceux qui ont contribué aux fondations & au rétablissement des Eglises , on leur ait accordé le privilege de presenter aux Benefices. Les peuples dans l'ancienne Eglise avoient suffrage dans les élections des Evêques : Le Clergé de la Ville, & celuy de la Campagne y étoient appelez : les Chapitres des Eglises Cathedrales se sont depuis vûs seuls dans la possession de faire ces élections : Un Concile & le S. Siege ont pourtant donné dans le dernier siecle à nos Roys, en abrogeant les Elections, ce beau Droit de nommer les Evêques , qui charge autant leurs consciences, qu'il honore leur Couronne. Ces differens changemens ne regardent pas le fonds de la Religion ; ce sont matieres de discipline , qui ne peuvent alterer, ny affoiblir les veritez & les maximes de la foy Catholique , lesquelles seules ne peuvent jamais souffrir aucun changement : *Regula fidei* , disoit autrefois Tertullien , *sola irreformabilis est ; cetera correctionem novitatis admittunt.*

De Virgini-
bus velan-
dis.

Le Pape s'appuye principalement sur le Reglement du second Concile de Lyon, que Sa Sainteté veut faire executer. Il est constant que ce Concile a toujours été respecté dans le Royaume comme un Concile general, & que les Evêques de France y ont assisté; mais nous apprenons d'un grand Evêque qui a travaillé aux Reglemens de cette sainte Assemblée, que ce Canon a été fait principalement sur les plaintes, que firent quelques Evêques du Royaume, de la maniere scandaleuse dont les Officiers du Roy dégradoient les biens des Evêchez vacans; & il nous apprend en même temps que ce Reglement ne fut pas executé, & que l'Eglise de France en tira peu d'avantage. Philippe le Bel dans sa fameuse contestation avec Boniface VIII au commencement du 14^{me}. siecle, ne défendit pas par le Concile de Lyon la Regale, que ce Pape attaqua, mais sur l'exemple de S. Louis son ayeul, qui étoit mort quatre ans avant la tenuë de ce Concile. Ne seroit-il donc pas surprenant qu'on voulût exciter presentement des divisions, pour procurer l'execution d'un Canon, qui n'a pas même été executé dans un temps où il devoit avoir plus de force, & d'un Concile, qui n'auroit pas apparemment fait des défenses si expressees d'étendre la Regale, si elle avoit été en ce temps là dans l'état où elle a été depuis réduite par la moderation & par la pieté de nos Roys.

*Guillaume
Durand
Evêque de
Mandes.*

*Histoire de
ce differend,
page 94.*

D iij

Ce que je dis de la moderation de nos Roys me fait faire une reflexion importante : C'est, MESSIEIGNEURS, que quand même le Roy jugeroit à propos de se rendre aux remontrances du Pape, Sa Majesté voulant ensuite user de son Droit dans toute son étendue, Elle pourroit, sans qu'on eût aucune raison de s'en plaindre, au lieu de donner les fruits des Eglises vacantes qui sont incontestablement sujettes à la Regale, aux nouveaux Evêques ; Elle pourroit, dis-je, en suivant l'exemple de ses Predecesseurs devant Charles VII, les faire porter à son Epargne ; ce qui seroit assurément d'un plus grand prejudice à l'Eglise, que le nouveau joug que le Pape dit qu'on luy veut imposer.

Nous ne pouvons trop admirer le zèle vraiment Apostolique, avec lequel Sa Sainteté travaille à rétablir l'ancienne discipline de l'Eglise : Elle nous donne même un grand exemple, duquel nous devons essayer de profiter, pour la reforme de nos Diocèses : Nous ne devons pourtant pas pretendre de renouveler tous les anciens Canons, ny attendre un si grand bien des saintes intentions du Pape ; car si Sa Sainteté l'entreprendoit, tout ce qu'Elle pourroit faire sur cela, se reduiroit selon la pensée de S. Augustin à des efforts tres dangereux : *Ipsa quippe mutatio consuetudinis, quæ adjuvat utilitate, novitate perturbat.* Si nous voulons examiner exactement ce qui se

*Epist. 118. ad
LANNATINUM.*

fait , & ce que nous sommes obligez de tolerer, nous demeurerons assurément persuadez, que nous sommes bien éloignez de pouvoir rétablir la discipline des Conciles de Nicée & de Calcedoine; puisqu'on ne peut pas même exiger une entiere execution des Conciles de Latran , & de celui de Trente , qui quoy qu'assemblé quasi dans nos jours, n'a pas encore pû être publié en France , quelques instances que les Papes ayent faites sur cela à nos Roys : il ne faut donc pas s'échauffer pour un Canon du Concile de Lyon , dont l'intelligence n'est pas claire , & qui n'a pas été executé, pendant qu'on se voit obligé à souffrir qu'un si grand nombre de Reglemens des Conciles , qui ont precedé & suivy celui de Lyon, demeure sans execution.

Vous jugerez aisément, MESSIEIGNEURS, de tout ce que j'ay eu l'honneur de vous dire, que les principes du Pape , & ceux des Officiers du Roy sur la Regale, sont directement opposez : le Pape croit que la Regale est un Droit émané de l'Eglise; le Roy la regarde comme un Droit Royal, temporel, & inseparable de sa Couronne: le Pape se fonde sur le second Concile de Lyon, que Sa Sainteté regarde comme des bornes sacrées qu'il n'est pas permis de passer; le Roy qui avec raison ne prétend pas être soumis à un Concile pour un Droit purement temporel, ne reconnoît point par conséquent sur cela l'autorité de

celuy qu'on luy oppose ; Sa Majesté au contraire soutient que ses Predecesseurs n'ont pû préjudicier à ses Droits ; & que s'ils ont eu des raisons pour conserver les Privileges des Eglises des quatre Provinces , Elle en a eu de plus puissantes, pour y faire revivre ce Droit de Regale , qui y avoit été suspendu par ces pretendus Privileges , ou par la negligence de leurs Officiers ; que les Evêques, comme je l'ay déjà remarqué, l'ont reconnû pour juge , & qu'ayant prononcé un jugement, Elle n'est obligée d'en rendre cômte qu'à Dieu seul.

Voilà , MESSEIGNEURS , une disposition à une grande division entre les deux Puissances ; qui jugera ce differend ? le Pape fera des procédures ; les Parlemens les déclareront abusives ; on les traitera comme des entreprises sur le temporel du Roy ; & la plupart des Officiers de Sa Majesté, pendant cette contestation, acheveront de ruiner la juridiction Ecclesiastique, qui est presque ancantie, & effaceront insensiblement de l'esprit des peuples le respect qu'ils ont pour leurs Pasteurs : Ainsi les desordres qui accompagneront indubitablement cette division, ne peuvent jamais être comparez avec les Privileges des Eglises des quatre Provinces, qu'on veut sauver ; & tous les efforts que le Pape fera pour rétablir leur prétendue liberté , bien-loin d'être de quelque utilité, attireront beaucoup de veritables

tables maux sur l'Eglise de France. Nous estimons donc qu'il y va de nôtre honneur, & qu'il est de nôtre devoir de faire connoître à Sa Sainteté, que quoyque nous ne puissions trop louer le zèle & la fermeté, avec laquelle nos Predecesseurs ont défendu la liberté des quatre Provinces jusqu'aux Déclarations de 1673, & de 1675; nous avons pourtant eu des raisons tres fortes pour nous y soumettre, & que par ces mêmes raisons, dont nous espérons que la pitié du Pape sera touchée, nous croyons être obligés dans cette occasion à faire tout ce qui dépendra de nous, pour rétablir entre Sa Sainteté & le Roy une parfaite correspondance, *finè quorum concordia*, selon ces belles paroles d'Yves de Chartres, *res humane nec tute possunt esse, nec inco-* Epistola 60.
lumes.

Nous sommes d'autant plus volontiers entrez dans ce sentiment, qu'il est assurément conforme à l'esprit du Concile de Lyon, où le Pape Gregoire X présidoit à plus de 500 Evêques, qui penetrez de l'obligation qu'on avoit aux Roys de France, qui avoient tout récemment délivré l'Eglise de l'Herésie des Albigeois, & connoissans d'ailleurs qu'ils ne pouvoient résister au Roy Philippe le Hardy, sans exposer cette même Eglise à de grands malheurs, prirent le party de donner à la posterité un grand exemple de moderation, en autorisant par un Decret de

E

cette Sainte Assemblée ce qui étoit en usage sur la Regale ; quoyque cet usage se fût introduit contre la disposition des Conciles précédents.

Je croy , M E S S E I G N E U R S , ne pouvoir mieux finir ce que Messieurs vos Commisaires m'ont chargé de vous dire sur cette matière , que par ces admirables paroles du même Yves de Chartres , dans lesquelles toutes les réflexions que nous avons faites sur une affaire si importante , sont renfermées en abrégé : *Dicent forsitan fortiores fortiora , meliores meliora ; nos pro mediocritate nostra sic sentimus , non legem in talibus prescribentes , sed propter vitanda majora pericula Ecclesia , necessitati temporum , si commodius fieri non potest , cedendum esse intelligentes.*

Epistola
171.



MONSEIGNEUR l'Archevêque de Reims ayant achevé le Rapport de ce premier chef de la Commission, à dit, que Messieurs les Commissaires avoient examiné suivant l'ordre de la Compagnie, les livres des Sieurs Gerbais & David ; que dans l'examen qu'ils avoient fait du premier, l'ayant trouvé plein d'une bonne Doctrine & de beaucoup d'érudition, ils avoient estimé devoir en former leur jugement par écrit ; ce qu'ils avoient fait, pour le soumettre à celui de l'Assemblée avec tout le respect qu'ils luy devoient.

Qu'ils n'avoient pas été si edifiez de la Doctrine de celui dudit Sieur David, laquelle leur avoit paru dangereuse ; qu'ils l'avoient réduite à cinq chefs, auxquels tous ses sentimens se pouvoient rapporter ; que cet Auteur ayant été averti des plaintes qu'on avoit faites contre son livre en l'Assemblée du 19 Mars dernier, il avoit crû devoir prévenir le jugement que l'Assemblée auroit sans doute porté sur son ouvrage, en déclarant ses veritables sentimens sur la Doctrine qu'on luy imputoit ; que dans cet esprit il avoit remis entre les mains de Messieurs les Commissaires un écrit signé de sa main, contenant les éclaircissements sur son livre ; que Messieurs les Commissaires avoient examiné cet écrit, & qu'ils en avoient été très-satisfaits.

E ij

Que si la Compagnie le trouvoit bon, Monseigneur l'Evêque de Troyes feroit la lecture du jugement de Messieurs les Commissaires sur le livre du Sieur Gerbais, & de l'Eclaircissement donné par le Sieur David ; afin qu'après cette lecture faite, l'Assemblée pût prendre sur ces deux livres, telle résolution qu'elle jugeroit à propos.

Et en même temps Monseigneur l'Evêque de Troyes a lû les deux pieces suivantes.



A PRES avoir examiné le livre qui a pour titre ,
 Differtatio de Causis majoribus ad caput
 Concordatorum de Causis , imprimé en mil six cent
 soixante dix-neuf , composé par M^e Gerbais Docteur
 de Sorbonne , par l'ordre de l'Assemblée de mil six cent
 soixante-cinq ; Nous croyons que le zèle que ledit Sieur
 Gerbais a témoigné en prenant la deffense des maximes
 fondées sur les anciens Canons , auxquels l'Eglise de France
 a toujours été inviolablement attachée , merite la pro-
 tection de l'Assemblée ; qu'elle doit en suivant l'exemple
 de celle de mil six cent soixante & dix , louer dans cette
 occasion son travail , & avoir de l'estime pour son érudition ,
 particulièrement en ce qu'il a écrit (en conformité
 de la relation imprimée par l'ordre de l'Assemblée de mil
 six cent cinquante-cinq , des deliberations du Clergé de
 France sur la Constitution d'Innocent X , de l'année
 mil six cent cinquante trois) pour justifier le droit que nous
 avons de décider des matieres de Foy & de Discipline ,
 & d'opposer l'autorité que nous avons reçue immediate-
 ment de JESUS-CHRIST , aux nouveautez qui se
 pourroient élever dans nos Diocèses & dans nos Provin-
 ces , que Saint Augustin a estimée si puissante , qu'il a
 crû qu'elle suffisoit pour imposer silence aux Pelagiens ,
 qui demandoient un Concile General ; Haud verò
 Congregatione Synodi opus erat , ut aperta pern-
 icies damnetur ; quasi nulla hæresis aliquando , ni-
 si Synodi Congregatione , damnata sit ; cum po-
 tiùs rarissimæ inveniantur , propter quas damnan-

Lib. 4. ad
 Bonifacium ,
 cap. ultimo.

dis necessitas talis extiterit ; multóque sint atque incomparabiliter plures , quæ ubi extiterunt , illic improbari , damnarique meruerunt , atque indè per cæteras terras devitandæ innotescere potuerunt.

Les preuves que le Sieur Gerbais a employées dans ce livre , pour établir que l'Eglise Gallicane ne s'est pas éloignée de la discipline du Concile de Sardique , dont les Conciles & les anciens Papes ont si souvent recommandé l'exécution , selon laquelle les Evêques doivent estre jugés en premiere Instance par leurs Confreres dans leurs Provinces , sont aussi dignes de l'estime de l'Assemblée , qui se sentant animée du même esprit qui porta celle de mil six cent cinquante , à faire signifier le vingt-troisième Novembre de la même année à M. le Nonce du Pape cette celebre protestation que nous avons dans nos Procès Verbaux , doit selon nostre pensée déclarer qu'elle ne peut se départir en aucune maniere des genereux sentimens de nos Predecesseurs , qui parroissent par cette protestation , & par la Lettre que la même Assemblée écrivit à Innocent X.

Ces deux maximes sont si Canoniques , si conformes à l'esprit de l'Eglise , & aux Saintes Regles , établies dans les anciens Conciles & autorisées par le Saint Siege , que nous ne pouvons pas nous persuader que l'intention du Pape ait été de les condamner , ny même que Sa Sainteté ait crû que sa Censure du 18 Decembre dernier pût y donner aucune atteinte.

Quoy que ce Bref , n'étant point revêtu de toutes les

formes qui sont en usage dans le Royaume ; ne puisse y être exécuté , le profond respect que nous avons pour le Saint Siege , & pour la personne de nôtre tres-Saint Pere le Pape , nous ayant obligé à chercher ce qui a pû porter Sa Sainteté à le faire expédier , nous avons crû que certaines expressions , qui ont échappé à l'Auteur , occupé à refuter les objections qu'on opposoit à une si Sainte Police , ont donné lieu à cette Censure : ainsi nous sommes persuadés qu'après avoir luë l'application dudit Sieur Gerbais , & son Zèle à défendre ces deux maximes , qui sont si importantes à l'Eglise de France , l'Assemblée doit luy ordonner de faire travailler à une seconde édition de son livre , dans laquelle il corrigera ce qui luy sera marqué par Nosseigneurs les Commissaires , qui ont lu & examiné son livre avec une grande application. Ainsi Signé ,

FR. Archevêque de Paris.

CHARLES M. LE TELLIER ; Archevêque Duc de Reims.

CHARLES , Archevêque d'Ambrun.

HYACINTHE , Archevêque d'Alby.

HENRY DE LAVAL, Evêque de la Rochelle.

GABRIEL, Evêque d'Autun.

F. BOUTHILLIER, Evêque de Troyes.





E' C L A I R C I S S E M E N T
sur mon Livre des Jugemens Canoniques
des Eveques.

JE croyois avoir pris toutes les precautions necessaires, non seulement par la Preface de mon Livre, mais encore par plusieurs protestations faites dans le corps de mon Ouvrage, pour me mettre à couvert de toute sorte de reproches; & je croyois qu'un Auteur qui s'explique continuellement sur ce qu'il ne veut établir aucune doctrine, ny aucune regle de discipline, bornant toutes ses meditations dans le simple examen des faits, sans vouloir jamais passer dans le droit; Je croyois, dis-je, qu'un Auteur qui parle de la sorte, ne seroit jamais obligé à défendre sa doctrine.

Mais ayant été informé que dans l'Assemblée de Messieurs les Prelats du 19 Mars dernier, où presidoit Monseigneur l'Archevêque de Paris, mon Diocésain, l'on s'étoit plaint que dans mondit Livre, il y avoit des maximes qui pouvoient choquer les Libertez de l'Eglise Gallicane, & quelques expressions par lesquelles on avoit fait entendre que j'avois manqué de respect à quelques-uns des plus grands Prelats de l'Eglise; ce qui est aussi éloigné de mes intentions que de mon devoir. Comme je n'ay dans le cœur que des sentimens de respect pour un Corps

F

aussi auguste, & une déference tres-respectueuse pour ceux que Dieu a preposés sur moy en qualité de mes supérieurs Ecclesiastiques ; je les supplie d'agréer que je leur explique mon sens sur les propositions suivantes, avec toute la soumission Canonique que je leur dois.

Les sentimens qu'on impute à mon Livre, suivant ce qui m'en a été communiqué, se reduisent à cinq chefs ; à sçavoir,

1°, Que les causes des Evêques doivent être traitées en premiere instance pardevant le S. Siege.

2°, Que les Papes ont droit de retenir pardevers eux, ou de renvoyer dans les Provinces, les causes des Evêques de France.

3°, Que les Conciles ne peuvent rien, ny pour la foy, ny pour la discipline, sans la participation du Pape.

4°, Que le S. Siege est la source du Sacerdoce.

5°, Que le Pape est infaillible dans le fait.

Pour détruire le premier de ces sentimens, qu'on m'attribuë dans les reflexions qui m'ont été communiquées, il n'y a qu'à lire mon Livre ; & l'on verra que je n'ay d'autre but dans cet Ouvrage, que de me renfermer dans le cas d'un Appel interjetté au S. Siege, de la Sentence renduë contre un Evêque par le Synode de la Province : Et quoy que ie n'aye point voulu examiner dans tout mon Livre, si le Pape avoit droit de déposer un Evêque en premiere instance ; je me suis néanmoins formellement déclaré pour le contraire, ayant dit en termes exprés, dans la page 21,

que le Synode de la Province doit être nécessairement le premier Juge des Evêques ; laquelle doctrine est répandue dans toute la suite de mon Livre.

Pour répondre au second chef, dont on m'accuse, qui est d'enseigner que les Papes ont droit de terminer par eux, ou de renvoyer dans les Provinces, les causes des Evêques de France, il ne faut que lire les trois protestations que j'ay faites, & que je repete icy en propres termes. La premiere est page 698 : mais avant que d'entrer dans cet examen particulier, ie dois prevenir icy le Lecteur, que mon intention n'est pas de soutenir que quelque conduite qu'ayent pu garder ces anciens Papes, pendant leur vie, lorsqu'il a fallu instruire le Jugement de quelque Evêque de France ; voire même que quelque droit qu'ils ayent pretendu sur cela, mon intention, dis-je, n'est pas de soutenir que cet usage, ou que cette pretension puissent être tirez à consequence, pour le temps present, ny qu'ils doivent servir de préjugé, ny faire maintenant aucune loy. Je me déclare icy formellement ; & mon dessein n'est pas d'entrer en aucune maniere dans la question du droit present ; je me borne entierement dans une simple question de fait ; je poursuis pas à pas mon Auteur ; j'examine avec luy ce qui s'est passé sous les Pontificats de ces Papes, & quelle a été l'interpretation qu'ils ont donnée aux Canons du Concile de Sardique : Je montre quelles ont été leurs pretensions, lors qu'ils ont parlé, ou qu'ils ont agy, pour faire le procès à quelque Evêque, & si je tire des consequences de ces exemples, c'est

pour les opposer aux conséquences qu'en a voulu tirer l'Auteur, sans pretendre pourtant qu'elles doivent servir de regles pour le temps present. En effet ie sçay que dans un fait de discipline, comme celuy-cy, les dernieres loix peuvent déroger aux plus anciennes. En un mot ie suis François, & l'amour de la verité, aussi bien que de la patrie, m'engage à soutenir nos veritables Libertez.

La seconde est page 750. Je ne sçauois me lasser de repeter icy la déclaration que j'ay faite plusieurs fois dans le chapitre precedent, touchant la fin que je me suis proposée dans cet Ouvrage; parce que je serois tres-fâché qu'elle fût mal expliquée, & que pour ne la connoître pas, on voulût d'une question de fait & de critique toute pure, en faire une question de Droit. Je répète donc icy une troisième fois, que mon intention n'est pas d'établir des regles pour la Discipline presente de l'Eglise de France; je ne prétens pas même en apporter des préjuges, & je me renferme entierement dans l'examen des points d'histoire que l'Auteur a rapportez, & des reflexions qu'il en a tirées, sans que mon dessein soit d'entrer en façon quelconque dans la question de Droit.

Et la troisième est dans la page 852. Je suis obligé par la qualité de la matiere que je vais traiter, de renouveler une dernière fois les protestations que j'ay faites aux chapitres precedens; afin que personne ne doute de la droiture de mon intention. Elle n'est donc pas d'agiter icy la question, si les Papes peuvent juger dans Rome-même les causes de nos Evêques,

ou s'ils en doivent renvoyer la connoissance sur les lieux: Il n'y doit point avoir sur cela de question à mon égard; & l'avantage que j'ay d'avoir été nourry dans le sein de l'Eglise de France, m'engage trop fortement dans ses interests pour pouvoir conspirer contre les Libertez, dont elle a toujours été si jalouse. Je sçay qu'une des principales consiste en ce que les sujets du Royaume ne puissent point être traduits hors de France, pour y être jugez: Ainsi c'est assez pour moy de connoître sa Loy, pour m'y soumettre avec une entiere dépendance. Je conviens donc que les Papes doivent renvoyer devant les Juges de France la connoissance des causes qui regardent les Evêques de ce Royaume, &c.

Il me paroît qu'après de telles déclarations, on ne peut pas avec justice m'attribuer un sentiment contraire aux droits du Royaume, & aux veritables Libertez de l'Eglise Gallicane; & je n'ay jamais eu dessein de rien écrire dans mon Livre, qui fût contraire à ces trois protestations.

Bien loin que j'aye enseigné dans mon Livre, que les Conciles ne puissent rien, ny pour la Foy, ny pour la Discipline, sans la participation des Papes, comme on me l'attribuë, on peut dire, ainsi que je l'avois crû jusqu'à présent, que tout mon Livre est une preuve du contraire; car à moins que d'être insensé, on ne peut pas prouver que le Pape peut connoître par appel des Jugemens rendus contre les Evêques par les Conciles Provinciaux, sans attribuer en même temps aux Conciles Provinciaux l'autorité de juger & de

condamner les Evêques en premiere instance, sans la participation du Pape: Et ainsi tout ce que je prétens dire dans les endroits, d'où l'on a voulu inferer cette doctrine, n'est autre chose si ce n'est que le concours & la participation du Chef de l'Eglise Universelle est necessaire, afin que l'Ordonnance d'un Concile Provincial serve de Regle pour toute l'Eglise; déclarant icy nettement que l'on ne peut contester aux Evêques, qu'ils ne soient dans les Conciles, soit particuliers, soit generaux, les veritables Juges des matieres de Foy, ou de Discipline, qui s'y traitent; de sorte que dans la page 491, où il est porté que le S. Siege a une Puissance Judiciaire sur toute l'Eglise, avec une autorité de casser, ou de confirmer les Jugemens de tous les Synodes, au lieu du mot de *sur*, il faut mettre *dans*, qui exprime mieux mon veritable sentiment: & par les mots de *tous les Synodes*, je n'ay entendu parler que *des Synodes particuliers*.

La quatrième proposition, par laquelle on veut que j'aye dit que le S. Siege soit la source du Sacerdoce de JESUS-CHRIST, est uniquement fondée sur les paroles de S. Cyprien, que j'ay rapportées dans la page 9 de mon Livre; *Vnde unitas Sacerdotalis exorta est*, qui s'y lisent traduites d'une maniere à faire entendre que le S. Siege est la source du Sacerdoce de JESUS-CHRIST; mais la page 228 du même Livre, où les mêmes paroles de S. Cyprien sont encore rapportées, corrige l'erreur de l'Imprimeur, qui avoit ômis dans la page 9 le mot d'*unité*, qui se lit dans la page 228. Car il faudroit être dans des sentimens

bien differens de ceux dans lesquels je suis , & ay toujours été , pour vouloir que l'Episcopat n'eût pas son origine immediate de JESUS-CHRIST ; puisque je n'ay jamais revoqué en doute que l'Episcopat ne soit de Droit divin , aussi bien que la Primauté du S. Siege accordée par JESUS-CHRIST à S. Pierre & à ses Successeurs.

Quant au cinquième & dernier reproche qu'on me veut faire , sur ce qu'on prétend que j'aye avancé des maximes dans mon Ouvrage , d'où l'on infere , que je veux établir l'infailibilité du Pape dans le fait ; j'avoue que je n'ay pû lire cette remarque sans quelque étonnement , de ce qu'on voudroit m'attribuer un sentiment si extraordinaire ; puisqu'il ne peut pas tomber dans la pensée d'un homme de bon sens d'attribuer au Pape une infailibilité , quine peut pas être attribuée à toute l'Eglise Universelle. FAIT à Paris ce 24^e jour d'Avril , 1681. Signé , DAVID.

Cette lecture étant faite , Monseigneur l'Archevêque Duc de Reims a continué son Rapport , & a dit :

CE qui nous reste , MESSEIGNEURS , des affaires que vous nous avez ordonné d'examiner , se réduit aux deux Brefs que le Pape a écrits aux Religieuses de Charonne , à celui qui a ordonné la suppression de l'Arrest du Parlement du 24^e Septembre dernier , & à ceux que Sa Sainteté a fait adresser en des temps differents à M. l'Archevêque de Toulouse , à feu M. l'Evêque de Pamiez , & au Chapitre de cette

Eglise depuis la mort de son Prelat. Messieurs vos Commissaires ont executé vos ordres avec tant d'application, qu'en profitant de leurs lumieres & de leur travail, comme je l'ay déjà fait sur l'affaire de la Regale, il ne me sera pas difficile de vous rendre de celles-cy un cōte tres-exact.

Je commence par celle de Charonne: Ce Monastere qui est de l'Ordre de S. Augustin de la Congregation de nôtre Dame, fut fondé en 1643 par feu Madame, Duchesse d'Orleans, tante du Roy; cette Princeesse demanda au Pape que la premiere Superieure fust perpetuelle; ce qui luy fut accordé par Sa Sainteté: cette premiere Superieure étant decedée, le Roy nomma à ce Monastere une Religieuse de l'Ordre de S. Benoist, qui étant morte avant que d'avoir obtenu ses Bulles, donna lieu à une nouvelle nomination de sa Majesté, en faveur de Sœur Marie Angelique le Maistre, Religieuse de l'Ordre de Saint Bernard, que M. l'Archevêque de Paris jugea à propos d'établir Superieure de ce Convent en 1679.

Ce que j'ay eu l'honneur de vous dire de ce fait, MESSIEURS, n'est pas, comme vous le pouvez croire, pour examiner en aucune maniere la procedure que M. de Paris a faite dans cette occasion; nous n'en sommes pas les juges, & si nous l'étions nous ne pourrions pas prononcer sur cette matiere, qu'après avoir fait nous mêmes des procedures, qui nous missent en état de porter un jugement. Nous sommes persuadez que M. de Paris n'a fait un changement si considerable dans cette maison, que
parce

parce qu'il n'a pas trouvé d'autre moyen de pourvoir à tous les besoins, & que dans toute cette affaire il n'a rien fait que suivant les regles Canoniques, dont il est parfaitement bien instruit.

Les Brefs que le Pape a écrits à ces Religieuses, sont conçûs d'une telle maniere, & leur disposition est si prejudiciable à nos Droits, que quand même M. de Paris auroit en cela tout le tort qu'on a supposé à Sa Sainteté, ces procedures qui blessent nos maximes, nous engageroient également à prendre la défense de nôtre autorité, qui y est visiblement intéressée.

Le premier de ces Brefs est dû 7^e Aoust de l'année passée; il casse tout ce qui a été fait pour établir Supérieure à Charône sœur Marie Angelique le Maître; il ordonne aux Religieuses de ce Convent d'élire une autre Supérieure, & leur défend d'obéir à celle que M. de Paris leur avoit donnée. Ces filles au lieu de l'avertir, & de prendre ses ordres, comme elles y étoient obligées par le chapitre 7^e de leurs Constitutions, & par le Bref-même, qui leur enjoignoit de proceder à l'élection d'une Supérieure triennale, *juxta Regularum præscriptum*, élurent en execution de ce Bref sœur Angelique Catherine Levesque, avec une precipitation scandaleuse.

La nouvelle de cette election ayant été portée à Rome, les Officiers du Pape y expedierent le 15^e Octobre suivant, un second Bref plus irregulier que le premier; car parce qu'on connoissoit bien que cette election avoit été faite contre toutes les re-

gles, on supplée par ce Bref le manquement de toutes les formes ; on confirme l'élection de Sœur Levesque, & en cas même qu'il fût nécessaire, le Pape l'élit pour trois ans. Ainsi vous voyez, MESSIEIGNEURS, qu'on casse par ces deux Brefs, sur la simple relation des Religieuses, dans leur propre cause, tout ce que leur Archevêque a fait, sans l'appeller & sans l'entendre, sans qu'il y ait eu sur cela aucune instance portée à Rome par appel, ou sur un dény de justice : le Pape juge cette affaire *omisso medio* ; comment M. l'Archevêque de Lyon en auroit-il pris connoissance ; puis qu'on ne s'est point adressé à luy, & qu'il n'en a jamais entendu parler, que par le bruit qu'elle a fait dans le Royaume ? Sa Sainteté n'en renvoie pas le jugement *in partibus*, comme Elle y étoit obligée par le Concordat, au titre de *causis*. Elle confirme *autoritate Apostolica* une élection qui a été faite dans un Convent sans la participation de l'Ordinaire, qui en est le Supérieur immédiat : Elle supplée toutes les formes, même celles qui sont essentielles, qu'on auroit pû ômettre. Par le moyen de cette clause inserée dans ce second Bref, on a pretendu que le Pape avoit le pouvoir de tout suppléer, jusqu'au manquement de la connoissance qu'on doit avoir d'une affaire, même par le droit naturel, devant que de la juger. Cela est insoutenable & d'une très-dangereuse consequence ; car ces principes étant une fois établis, que deviendroient les regles prescrites dans le droit Canonique pour les élections ? que deviendrait la juridiction legitime des Ordinaires

res : La blessûre qu'on y fait par ces Brefs, est trop considerable pour la dissimuler : Non , MESSIEIGNEURS, nous ne devons point souffrir sans nous plaindre, qu'on dépouille un de nos Confreres de son autorité, quand on n'a point rendu un Jugement Canonique contre luy, quand il n'est point legitiment suspendu de ses fonctions dans les formes qui sont en usage dans le Royaume , & quand nous voyons qu'il n'a point eu une negligence criminelle dans l'affaire qui fait le sujet de la contestation.

Le premier de ces deux Brefs ayant été mis par ordre du Roy, en original entre les mains de M. le Procureur General, il entra dans la Chambre des Vacations, où sur sa Requisition l'Arrest du 24 Septembre dernier, que vous avez entre les mains, fut rendu. C'est cet Arrest dont on a ordonné la suppression par un Bref en date du 18 Decembre suivant: Sa Sainteté par ce Bref, *Motu proprio & de Apostolica potestatis plenitudine*, en défend la lecture, sous peine d'excommunication, & Elle ordonne aux Evêques, ou aux Inquisiteurs de la Foy, d'en brûler tous les exemplaires, qu'Elle veut qu'on leur remette entre les mains.

On n'a jamais entendu parler dans des affaires, même plus importantes, d'un semblable événement : la memoire de Jean Chastel ne peut être renouvelée sans horreur ; l'Arrest prononcé contre ce parricide ne blessait pas moins la Cour de Rome, que celui du 24 Septembre ; on se contenta

pourtant de le mettre à l'*Index*. Si on toleroit cette conduite, on oublieroit à la fin nos maximes ; car en flétrissant ainsi les Arrests qu'on donneroit au Parlement pour les conserver, ou pour châtier les François qui auroient la hardiesse de les attaquer, on se mettroit insensiblement à Rome en possession de nous dépouiller d'un des plus fermes appuis qu'on ait dans le Royaume, pour se maintenir dans l'exécution des anciens Canons, & dans l'usage du Droit commun.

Nous devons même par nôtre propre intérêt prendre part à ce qui regarde cette Illustre Compagnie: Nôtre Jurisdiction n'y est-elle pas tous les jours conservée, de maniere que nous nous estimions heureux, si les autres Compagnies Souveraines suivoient dans les jugemens qu'elles rendent sur nos affaires dans leurs differents ressorts, l'exemple de ce premier Parlement du Royaume ? Ne tirons nous pas aussi en toute sorte d'occasions beaucoup de secours des grandes lumieres, & des bonnes intentions de M. le Procureur General, qui dans son Discours a tres-bien défendu nôtre Jurisdiction & nos Libertez ?

Les Brefs que le Pape a écrits depuis deux ans à M. l'Archevêque de Toulouse, à feu M. de Pamiez, & au Chapitre de son Eglise depuis qu'elle est vacante, ne doivent être regardez, que comme une même affaire ; puisque c'est la contestation de la Regale qui les a attirez.

Vous sçavez, MESSIEIGNEURS, que feu M. de

Pamiez n'ayant pas voulu se soumettre aux Déclarations de 1673, & de 1675, fit contre des Ecclesiastiques pourvus en Regale de quelques Prebendés de son Eglise, des procédures différentes, que M. de Toulouse cassa sur les appellations qui en furent interjettées devant luy. Ce Prelat étant decedé le 7^e Aoust de l'année dernière, les anciens Chanoines Reguliers de son Eglise élurent après sa mort des Officiers pour la gouverner : Ces nouveaux Officiers continuèrent contre les Regalistes les procédures que feu M. de Pamiez avoit commencées : M. de Toulouse leur Supérieur immediat les ayant cassées, ils porterent apparemment leurs plaintes au Pape, qui écrivit deux Brefs, l'un à M. de Toulouse, & l'autre au Chapitre de Pamiez.

Nous ne devons pas faire une grande attention sur ces deux Brefs : Le premier ne contient qu'une exhortation à M. de Toulouse, dont personne ne peut, ny ne doit contester le droit au Pape : On nous a assuré qu'il y a répondu avec tout le respect qu'il doit à Sa S^{te} : Et comme il croit n'avoir rien fait contre les regles, nous ne doutons pas qu'il n'ait pris la liberté de faire souvenir Sa Sainteté, qu'on lit, in *Apostolicorum virorum litteris raro & magna necessitate fiendas objurgationes*. Ce luy du 25 Septembre dernier, qui est adressé au Frere Michel d'Aubarede, & aux Chanoines de Pamiez, les anime à suivre les grands exemples de leur Evêque, qui venoit de mourir, & à conserver la liberté Canonique de leur Eglise.

Le Bref du 2 Octobre suivant, adressé au Cha-

G iiij

*Nincomarus
ad Nicolaum
primum a-
pud Flo-
doardum,
lib. 3. Histo-
ria Ecclesia
Remensis,
cap. 13.*

pitre & aux Chanoines Reguliers de l'Eglise de Pamiez, contient des clauses plus considerables : Le Pape confirme par ce Bref les Officiers nommez par le Chapitre, & il s'engage à confirmer ceux qui pourront être élus dans la suite; il défend d'en reconnoître d'autres : Il déclare nul tout ce qui sera fait par des Vicaires generaux, qui ne seront point élus par les anciens Chanoines; & il ordonne que ce Bref sera publié dans le Diocèse de Pamiez.

*Cent. Tri-
dent. sess.
24. cap. 16.*

Ceux qui l'ont dressé peuvent-ils ignorer qu'il y a des cas, dans lesquels un Archevêque doit par les regles Canoniques pourvoir au gouvernement d'une Eglise de sa Province, quand elle est vacante? Quand même M. de Toulouse ne les auroit pas exactement suivies dans le cours de cette affaire, & quand il auroit fait toutes les fautes que ses parties luy impurent; ne falloit-il pas l'appeller & l'entendre? pouvoit-on decider cette contestation sans examiner ses procedures? Et ne devoit-on pas prévoir qu'en luy liant les mains, comme on a voulu le faire par ce Bref, on exposoit ce Diocèse à demeurer sans Officiers qui le pussent gouverner; tous ceux que le Chapitre avoit nommez n'étant pas demeurés en état d'exercer leurs fonctions, par des evenemens auxquels M. de Toulouse n'a aucune part? Toutes ces procedures sont contre l'équité & contre toutes les regles de nôtre profession: Elles sont aussi contre la disposition expresse du Concordat; puisque sans commettre *in partibus*, on casse à Rome les Ordonnances que M. de Toulouse croit avoir

renduës en exécution des regles de l'Eglise.

Le Bref du premier jour de cette année est plus extraordinaire que tous les precedans : nous avons eu de la peine à comprendre comment on a osé le faire paroître sous le nom du Pape ; je dis, sous son nom ; parce que nous devons croire pour nôtre consolation, qu'il a esté expédié sans un ordre exprés de Sa Sainteté.

Ce Bref confirme une seconde fois les Officiers élus par le Chapitre, & déclare que le Pape confirmera ceux que ce Chapitre élira ; comme s'il étoit juste de croire ces anciens Chanoines infailibles, dans le temps que par l'effet de la prevention la plus extraordinaire, dont on ait jamais entendu parler, on traite leur Metropolitain d'une maniere si indigne de son caractère, qu'on condamne par avance les choses mêmes les plus justes qu'il pourroit faire. Sur ce principe on défend par ce Bref aux Chanoines Regalistes, qu'on traite d'intrus, & à M. de Toulouse, de nommer des grands-Vicaires ; on casse & on déclare nul tout ce que des grands-Vicaires par eux nommez pourroient faire ; on leur défend sous peine d'excommunication, de se servir de cette nomination ; & en cas qu'ils s'en servent, on les prive de leurs Benefices, & on les rend inhabiles à en posséder d'autres : On va plus loin ; car on excommunie d'une excommunication majeure, qu'on encourera de fait sans autre déclaration, tous ceux qui favoriseront ces grands-Vicaires & le Metropolitain-même : on ajoute, pour faire plus d'é-

clat, & pour remplir les fidelles de ce Diocèse de scrupules & d'inquietudes, cette dernière clause, *Monentes insuper utriusque sexûs fideles (de quorûm æterna salute solliciti esse debemus) invalidas esse ac fore confessiones, quas presbyteri seculares vel regulares vigore facultatis, a prædictis nullius electis vel deputatis Vicarijs audierint, vel in posterum audient; nulla & invalida matrimonia coram Sacerdote non Parocho canonicè ingresso contracta vigore licentiæ ab eis concessæ: ac proinde sic contrahentes in concubinato victuros; idemque de Parochijs, & alijs beneficijs per eos collatis decernimus & ordinamus; & de licentijs concionandi & de quocumque alio actu aut decreto per eos factò, vel faciendo.* Cette clause ne rend qu'à élever deux Autels dans le même Diocèse, & qu'à exciter dans celui de Pamiez un schisme & une division, dont on n'éteindra peut-être le feu dans la suite, qu'avec beaucoup de peine.

Celui qui a composé ce Bref, n'a pas sans doute fait reflexion sur la conduite de Jean VIII dans le jugement des affaires qui venoient à sa connoissance: *Nos qui Sacerdotum Domini*, dit ce Pape, *matura volumus esse judicia, nihil possumus in cujusquam partis præjudicium definire, priusquam universa, quæ gesta sunt, veraciter audiamus.* Il s'est bien éloigné de cette modération; puis qu'on fait casser au Pape par ce Bref le pouvoir des Officiers nommez par M. de Toulouse, sans les entendre, & sans examiner les motifs qui ont obligé ce Prelat à leur confier ce pouvoir; & on prive de leurs benefices des Ecclesiastiques, qui exercent une charge qui a pû en de certains cas leur

être

Tom. 9.
Concil. general. parte
secunda
Epist. 34.

être donnée par leur Métropolitain en execution des Canons : enfin on excommunié un Archevêque ; on prononce contre luy un jugement si terrible, sans le citer & sans l'entendre ; *grandis criminis*, disoit autrefois Saint Bernard en parlant d'un de mes Predecesseurs, *luit parnas, nullius confessus, nullius convictus*. M. de Toulouse ne se trouve-t. il pas presentement en état de faire au Pape les mêmes remontrances qu'Alberon Archevêque de Trèves faisoit autrefois à Innocent II, *Vires quas mihi subtrahitis, vobis minuitis, & contemptus meus ac dejectio mea redundat in vos ?* Et toute cette procedure se fait à Rome sans commettre in *partibus*, comme on y étoit obligé par le Concordat.

Epist. 146.

Inter Epist.
divi Bernardi
Epist. 177.

Quoy qu'on eust crû dans le Concile de Basse, & dans l'Assemblée de l'Eglise Gallicane tenue à Bourges en 1438, que le Pape pouvoit pour des raisons importantes, retenir quelques causes, & les juger à Rome ; Leon X renonça dans le Concordat à cette clause, qui étoit favorable au Saint Siege, & qui auroit pû servir de pretexte aux procedures qu'on a faites à Rome dans les affaires presentes. Ce Reglement qui prescrit que les affaires Ecclesiastiques seront jugées dans le Royaume, n'est pas une discipline qui soit particuliere au Concordat : nous voyons dans la session 40 du Concile de Constance, que cette sainte Assemblée avoit eu dessein de reformer les abus qu'on commettoit touchant le jugement des affaires qu'on attiroit à Rome de toutes parts, sous pretexte des appellations : le Concile de Basse

Tom. 4.
Concil. general. parte prima.Tom. 3.
Conc. general. parte secunda.

H

Tom. 4.
Conc. gene-
ral. part. 1.

dans la session 31, animé du même esprit executa ce que celui de Constance avoit projeté ; & nous avons le Canon de ce Concile tout entier sous le titre de *causis*, dans la Pragmatique Sanction.

Il nous est bien dur, MESSIEIGNEURS, de voir que l'Eglise de France reçoit dans nos jours un traitement si extraordinaire ; & nous en devons être d'autant plus touchés, qu'un exemple de cette nature, sous le Pontificat d'un grand Pape, pour lequel nous avons avec toute l'Eglise tant de respect & de veneration, nous feroit dans la suite un grand prejudice, si pour en arrêter le cours, nous ne prenions la liberté de supplier Sa Sainteté de faire reflexion sur ces paroles que 217 Evêques d'Afrique assemblez à Carthage adresserent autrefois au Pape Celestin ;

Tomoprino
Concilio-
rum gene-
ralium,
part. 1.

quia & nulla Patrum definitione hoc Ecclesia derogatum est Africana, & Decreta Nicana sive inferioris gradus Clericos, sive ipsos Episcopos suis Metropolitanis apertissime commiserunt ; prudentissime enim, justissimeque viderunt, quacumque negotia in suis locis, ubi orta sunt, finienda.

Tout ce qui blesse dans ces Brefs les Regles de l'Eglise vous paroîtra, MESSIEIGNEURS, encore d'une plus dangereuse consequence, quand vous aurez fait reflexion sur les maximes qu'on a avancées pour les soutenir.

L'Ecrit Italien, qui a paru comme une Apologie des Brefs de Charonne, & de celui qui ordonne la suppression de l'Arrest du Parlement, suppose que la connoissance de cette affaire appartenoit au Pape, parce que c'est une Cause majeure. On y parle du

Concordat, comme d'une pure grâce que Léon X a faite à François I, & on y soutient que la Cour de Rome ne seroit pas beaucoup interessée, si ce Traité mutuel entre le S. Siege & la France n'étoit plus executé; puisque les Papes auroient, comme en Allemagne, l'avantage de confirmer les élections. Cet Ecrivain va plus loin; car il traite d'Heretiques ceux qui soutiennent que nous tenons immédiatement nôtre autorité de J E S U S - C H R I S T, & non pas du Pape: & pour convaincre sur cela, dit-il, les plus incredules, il ne nous donne point d'autre preuve de sa proposition, que celle qu'il tire des termes dans lesquels sont conçûes nos Bulles; que nous ne prenons pourtant ordinairement à Rome, que depuis le Concordat.

Le Frere Cerle, ou plutôt ceux qui osent faire les Ordonnances & les Lettres seditieuses qui paroissent sous son nom, trouvent que cette doctrine leur est commode pour s'élever contre l'autorité legitime d'un Metropolitain. Pour justifier les entreprises qu'on a faites contre luy, ils assurent hardiment que le Pape n'est pas obligé à executer ce Concordat, qu'il peut luy donner l'interpretation qui plaît à Sa Sainteté; & ils établissent dans le S. Siege une autorité au dessus de celle de toute l'Eglise, contre les Decisions des Conciles de Con-

*Concil.
Constant.
sess. 4.
Concil.
Basil. sess. 1.
Pragmat.
Sanct. de
autorit.
Sanct. Con-
cil.*

stance & de Basle, reçues & autorisées par l'Eglise de France. Nous avons un beau monument de l'acceptation de la doctrine de ces deux Conciles dans une Lettre dattée de Trente en 1563, du grand

H ij

Memoires
pour le Con-
sile de
Trente, pa-
ge 556.

Cardinal Charles de Lorraine mon Predecesseur, où faisant gloire dans sa plus grande elevation d'avoir esté nourry en l'Université de cette Ville, il ne fait point de difficulté de representer au Pape Pie IV, que les François étoient tellement attachez à cette doctrine, qu'il croyoit *plus aisé de les faire mourir, que de les obliger à aller au contraire.*

Le Pape est au dessus de tous les Evêques ; Il est le Chef de l'Eglise, le Centre de l'unité, & il a sur nous une primauté d'autorité & de juridiction, que JESUS-CHRIST luy a donnée dans la personne de S. Pierre. Si on ne convenoit pas de ces veritez, on seroit Schismatique ; je puis même dire, Heretique : mais on soutient une verité Catholique, quand on dit que l'Episcopat tire son autorité & sa juridiction de la même source, & que JESUS-CHRIST a donné immédiatement aux Evêques leur divin pouvoir dans la personne des Apôtres ; ce que S. Paul marque visiblement, lors qu'il assure qu'ils ont été établis dans l'Eglise par le S. Esprit ; *Attendite vobis & universo gregi, in quo vos Spiritus Sanctus posuit Episcopos, regere Ecclesiam Dei.*

J'abuserois, MESSIEIGNEURS, de l'honneur de votre Audience, si je voulois vous prouver la verité de cette proposition, comme il me seroit aisé de le faire par toute la Tradition. Je me contenteray donc de vous faire souvenir que Frere Bonaventure Chassaing Recollet ayant avancé la même doctrine sur la source de nôtre Jurisdiction, qui est contenuë dans l'écrit Italien, son Livre fut

censuré par l'Assemblée de 1650. Frere Jean Bagot Le 10 Decembre.
 Jesuite fut obligé d'expliquer ce qu'il avoit dit dans
 le même sens , sur la même matiere , dans son Li-
 vre qui a pour titre , *Défense du droit Episcopal* , pour
 éviter la Censure de l'Assemblée de 1655. La Facul-
 té de Theologie de cette Ville , ce Corps celebre ,
 dans lequel nous avons presque tous été élevez ,
 censura le 24 May 1664, dix propositions contenuës
 dans le Livre de Jacques de Vernan , qui renouve-
 loient cette doctrine , qu'elle avoit condamnée dans
 plusieurs occasions depuis l'an 1429. Voicy les termes
 de cette Censure , *Hæ propositiones , quarum duæ priores*
asserunt Apostolos non fuisse constitutos Episcopos à Christo ;
cætera verò , potestatem jurisdictionis ipsorum non esse imme-
diatè à Christo , falsa sunt , verbo Dei contraria , olim à sacra
facultate reprobata.

Les maximes de cet écrit Italien touchant l'ordre
 des procedures, ne sont pas moins irregulieres, que la
 doctrine par laquelle on a voulu justifier ces Brefs,
 qui n'a point d'autre fondement, que celui de l'igno-
 rance & de la flaterie.

Les causes majeures qui sont reservées par le Con-
 cile de Basle, par la Pragmatique Sanction, & par le
 Concordat, ne sont pas des affaires qui dépendent
 du caprice & de la legereté de ces Ecrivains; elles ne
 doivent pas même devenir majeures lors que le Pape
 le desirera; il faut qu'elles soient expressément con-
 tenuës dans le Droit Canonique; *Omnes quæcumque*
causæ, exceptis majoribus in jure expressè denominatis. L'Au-
 teur de cet Ecrit Italien, le Frere Cerle & ses Fauteurs

chercheront inutilement un Canon, ou une Decretale inserée dans le Droit Canonique, qui traite de Cause majeure une affaire de la nature de celles de Charonne & de Pamiez.

Leur ignorance n'est pas moins grossiere, lors qu'ils prétendent que le Concordat n'est qu'une grace de Leon X^e, que ses Successeurs peuvent affoiblir, quand ils y trouvent leur avantage. Le Concordat est un Traité fait entre Leon X^e & le S. Siege d'une part, & François I^{er} & son Royaume de l'autre, pour eux & leurs Successeurs, que le Pape a fait confirmer, comme il s'y étoit obligé par le Concile de Latran, qui étoit pour lors assemblé; & que le Roy a fait publier & enregistrer, ainsi qu'il s'y étoit engagé. On peut juger par la peine que François I^{er} eut à tenir sur cela ce qu'il avoit promis, de l'opinion qu'on avoit dans le Royaume, de ce Concordat, qu'on nous veut faire passer pour une grande grace de Leon X^e; comme si nous pouvions ignorer que le S. Siege en a tiré des avantages tres-considerables. L'usage des Annates, qui avoient été abolies par la Pragmatique Sanction & par le Concile de Basle, n'a-t'il pas été renouvelé ensuite de ce Traité? Les preventions pour la collation des Benefices n'y sont-elles pas tolerées, au grand préjudice des Ordinaires? Ny reserve-t'on pas au Pape la collation de plein droit de tous ceux qui vaqueront *in Curia*? Surquoy donc fonde-t'on l'idée qu'on nous veut donner de la grande liberalité de Leon X^e dans cette occasion? Et comment ose-t'on avancer que les Papes peuvent affoiblir ce qui étant

autorisé par les deux Puissances, est devenu une Loy de l'Eglise & de l'Etat ?

Quand cette maxime seroit veritable, on ne pourroit pas en inferer que les élections étant une fois rétablies, les Papes seroient en droit de les confirmer comme en Allemagne; car qui peut ignorer que ce qui se pratique sur cela en Allemagne, n'est fondé que sur le Concordat Germanique, fait en 1447, entre Nicolas V^e & Frederic III^e, qui est particulier à cette Nation ? Si par impossible les Papes avoient une fois aboli le Concordat en France, il faudroit en revenir à la Pragmatique Sanction, où nous avons le Titre des Elections, par la disposition duquel tout le monde sçait que le Pape étoit restreint à confirmer seulement les élections des Abbez exemts, & des Prélats qui luy étoient soumis immédiatement, ou dans l'élection desquels il y auroit eu des contestations, qui auroient été portées au S. Siege par degrez.

J'ajoute à tout ce que j'ay eu l'honneur de vous dire, que quand même, selon la prétension insoutenable de ces Ecrivains, le Pape seroit en droit de déroger au Concordat, il falloit, pour donner quelque couleur à sa procedure, mettre suivant le style de la Cour de Rome, dans ses Brefs une clause particuliere, par laquelle il parût que Sa S^{te} eût dérogé expressement au Concile de Latran, qui a approuvé le Concordat, & au Concordat même, selon la maxime d'Honoré III^e, qui est autorisée dans le Droit Canonique; *cum* Lib. 3. Decretal. tit. 17. de capot. lis Monn. *id obviet Lateranensi Concilio, de quo nulla est mentio in litteris antè dictis, fraternitati tuæ breviter respondemus, quòd*

chorum &
aliorum Re-
lig. cap. 3.

huiusmodi litteras ab Apostolica sede non credimus emanasse, quòd si per occupationem emanaverint, nolumus per hoc derogari Concilio supra dicto.

In collectio-
ne Romanæ
bispart.
Holsternij in
Epist. Cæ-
lest. ad
Episcopos
illyrij.

Si le Pape n'approuvoit pas la conduite de M. de Paris, & de M. de Toulouse dans les affaires de Charonne & de Pamiez, leurs fautes prétendues ne meritoient pas Sa Sainteté en droit de faire une injure à l'Eglise de France: Pour remettre ces Prelats dans les regles, Elle ne devoit pas en sortir; puisque rien ne nous peut porter plus efficacement que son exemple, à les executer; *dominentur nobis regula*, disoit autrefois le Pape Celestin I, *non regulis dominemur; simus subiecti canonibus, cum Canonum precepta servamus.*

Tam. 3.
Concil Gal.
lia in Epist.
Nicolas
primi ad
Hincmarum
Archie-
piscopum
Remensem,
pag. 611.

Nicolas I. ne traita pas Hincmar comme nos Confreres viennent de l'être: ce grand Pape ne voulut pas juger à Rome les plaintes qui luy furent portées contre cet Archevêque, par quelques Clercs de son Diocèse: il eut de la charité pour ces Ecclesiastiques, & honorant en même temps la dignité de Metropolitain, il renvoya l'affaire pour être jugée dans le Royaume: *Verum nos nec hos interim justificamus, nec per hoc quemlibet condemnamus, nec facile vocem istorum spernimus, nec reverentiam tuam improvidè reprehendimus: illud quidem, ne obrurare aures ad clamores pauperum, id est, humilium dignoscatur: hoc verò, ne de incognitis immaturè judicare quidpiam videamur.*

Lib. 1. de
considera-
tione cap.
2.

Ce n'est pourtant pas d'aujourd'huy qu'on a fait à Rome de semblables entreprises: S. Bernard dans son temps s'en plaignoit à Eugene II. *quousque murmur universa terra aut dissimulas, aut non advertis? quousque*

usque dormitas ? quousque non evigilât consideratio tua ad tantam appellationum confusionem atque abusioem , quæ præter jus & fas , præter morem & ordinem sunt ? non locus , non modus , non tempus , non causa discernitur , aut persona.

Les regles dont S. Bernard parloit à ce Pape, sont presque aussi anciennes que l'Eglise; cela est aisé à justifier par l'Epître 55 de S. Cyprien, par les Conciles de Nicée, d'Antioche, de Sardique, & de Calcedoine; les Papes les ont autorisées; elles sont publiées & exécutées dans tout le Royaume: Ainsi nous ne pouvons pas être insensibles aux blessures qu'on y vient de faire; nous devons même craindre qu'une doctrine aussi dangereuse que celle dont on se sert pour les attaquer, ne s'établisse peu à peu, & que le progrès qu'elle fera insensiblement, n'anime les Officiers de la Cour de Rome à entreprendre sans cesse sur notre Jurisdiction, & à renverser les regles Canoniques, qui sont le fondement de nos Libertez.

*Nican. can.
5.
Antiochen.
canon 6.
Sardic. can.
3. 4. & 7.
Chalced.
can. 9. &
17.*

Le Droit des Ordinaires est violé par ces Brefs; puis qu'on exerce une Jurisdiction immediate dans leurs Diocèses: On n'a pas eu plus d'égard à celui des Metropolitains; car on les prive de la connoissance de ce qui leur appartient, on les excommunie sans aucune forme, on casse leurs Ordonnances sans les entendre, & on déclare nul tout ce qui s'est fait par les Officiers qu'ils ont crû devoir établir en execution des Canons. Enfin tout le Royaume souffre visiblement dans ces procédures, par le Ju-

gement qu'on fait à Rome des affaires qui devoient être renvoyées *in partibus*, selon le Concordat, qui comme je l'ay déjà remarqué, est devenu une Loy de l'Etat.

Epist. 180.

Lorsque le Pape aura fait reflexion sur la confusion que ses Brefs peuvent introduire dans l'Eglise, & sur le tort que Sa Sainteté a fait à tous les Evêques du Royaume dans la personne de deux de leurs Confreres, nous devons esperer de sa pieté & de sa Justice, qu'Elle trouvera bon que nous la fassions souvenir de ce que S. Bernard mandoit autrefois dans une de ses Lettres à Innocent II : *hoc solet habere præcipuum Apostolica sedes, ut non pigeat renocare quod à se fortè deprehenderit fraude elicitum, non veritate promeritum. Res plena æquitate, & laude digna, ut de mendacio nemo lucratur; præsertim apud sanctam & summam Sedem* : Et que dès que nos plaintes seront parvenuës à son Trône, Elle aura la bonté d'y répondre dans le sens de ces belles paroles d'Alexandre III ; *Patienter sustinebimus, si non feceritis quod pravà nobis fuerit insinuatione suggestum.*

Lib. 1. Decret. tit. 3. de rescriptis, cap. 5.

Vous avez entendu, MESSIEIGNEURS, dans le Rapport que j'ay eu l'honneur de vous faire, les reflexions de Messieurs vos Commissaires sur tout ce que vous leur aviez ordonné d'examiner : Il ne me reste plus qu'à vous expliquer les resolutions qu'ils ont estimé qu'on pouvoit prendre dans une conjoncture si importante.

Nous avons considéré, que vous pourriez écrire une Lettre au Pape, comme on l'a fait en d'autres occasions, dans laquelle vous pren-

driez la liberté de luy représenter, que la matière de la Regale ne meritoit pas que Sa Sainteté portât les choses si avant, que la chaleur qui paroît dans ses Brefs, & l'éclat qu'ils ont fait, sont capables de former des divisions dangereuses, & de commettre l'autorité du S. Siege dans une affaire que tous les Officiers du Roy regardent comme temporelle, & qui par elle-même n'est pas d'une grande consequence pour l'Eglise; que par les Brefs adressez aux Religieuses de Châronne, & au Chapitre de Pamiez, on a troublé l'ordre des juridictions; qu'on a violé le Droit des Ordinaires, & celui des Metropolitains; qu'on s'est élevé au dessus des Constitutions Canoniques, & que ces entreprises sur les Règles les plus Saintes, sont capables, selon la pensée de S. Leon, d'affoiblir l'union que les Eglises de France doivent inviolablement conserver avec le S. Siege; *quoniam universa pacis tranquillitas non aliter poterit custodiri, nisi sua Canonibus reverentia intemerata servetur.* Epist. 62.

Nous avons crû que ces remontrances, quoy que tres-justes & fort bien fondées, ne seroient peut-être pas écoutées comme la voix de toute l'Eglise de France: ce n'est pas que nous ne sachions que les Evêques peuvent dans tous les lieux où ils se trouvent, être consultez sur les affaires de la Religion, qu'ils sont en droit de donner des réponses, de censurer des livres, de former des décisions, & de pourvoir aux besoins des Eglises qui implorent leur protection. Sans recourir sur cela à l'usage des autres

Eglises, & aux exemples que l'Histoire Ecclesiastique nous fournit, il est constant que ce qui a été fait dans nos jours touchant le livre de Janſenius, & que les premières resolutions qu'on a prises pour étouffer cette heresie, justifient le pouvoir d'une Aſſemblée comme la nôtre, auprès du Pape-même, qui ne pourroit pas blâmer nôtre conduite, ſi Sa Sainteté ne vouloit en même temps ſe déclarer contre ce qui a été pratiqué dans cette occaſion, & approuvé par ſes Predeceſſeurs.

Mais comme il s'agit preſentement de découvrir les bleſſûres qu'on vient de faire à l'Egliſe de France, de faire connoître dans tout le monde, & de repreſenter même à la poſterité les entrepriſes dont nous nous plaignons avec tant de juſtice; ceux qui par leurs artifices ont engagé le Pape à écrire tous ces Breſs, pourroient peut-être perſuader à Sa Sainteté, que tout ce que vous prendriez la liberté de luy écrire, vous auroit été ſuggeré par les impreſſions de la Cour, & que la flaterie auroit eu plus de part à vos resolutions, que les reflexions que vous auriez faites ſur vos obligations.

Quoy que d'ailleurs la charité Episcopale, qui unit ſi étroitement tous les Prelats du Royaume, pût porter nos Confreres qui ſont dans leurs Diocèſes, à approuver tout ce que vous auriez réglé dans vôtre Aſſemblée; comme les affaires preſentes ſont tres-considerables, & qu'ils y ſont également intereſſez, ils pourroient peut-eſtre trouver mauvais qu'on eût pris des resolutions ſans atten-

dre leurs avis , & sans leur consentement : Il me semble même que je les entends , & que pour nous faire connoître les motifs legitimes de leurs plaintes , ils empruntent l'expression d'une ancienne Assemblée d'Evêques : *non prerogativam vindicamus examinis , sed consortium tamen debuit esse communis arbitrij.*

In Appendice Codicis Theodosiani.

Si vôtre lettre n'avoit pas le succès qu'on devoit attendre de la justice de nôtre Cause, & de celle du Pape; qui seroit en état, MESSEIGNEURS, de suivre cette affaire? Vous retournerez incessamment dans vos Diocèses; la réponse qui viendrait de Rome tomberoit donc entre les mains de ceux de nos Confreres, qui se trouveroient en cette Ville, & qui auroient de la peine à se déterminer sur une affaire dont ils n'auroient pas vu les commencemens par eux-mêmes, & dans laquelle vos premieres démarches n'auroient pas été concertées avec eux: on peut encore ajouter, MESSEIGNEURS, que si les affaires s'échauffant davantage dans la suite, on continuë à Rome de faire des procedures si préjudiciables à nos Droits & à nôtre autorité, vôtre Assemblée, toute éclairée qu'elle est, ne seroit pas assez puissante, pour apporter des remedes efficaces à tout ce qui pourroit arriver dans le cours d'une affaire, qui peut avoir de grandes suites.

C'est sur ces raisons, MESSEIGNEURS, & particulierement sur cette maxime du Pape Celestin, qui est autorisée dans un Concile general; *quia omnes debent nosse quod agitur, quoribus omnium causa*

*Tome. 1.
Concil. General. par-
te 1. prima
parte Conc.
Ephesi.*

tractatur ; que nous avons crû dans nôtre Commis-
sion, que vous n'avez point d'autre party à pren-
dre dans cette occasion , que de demander au
Roy qu'il luy plaise vous permettre de vous assem-
bler dans un Concile National , ou du moins de
convoquer une Assemblée generale de tout le Cler-
gé du Royaume , où l'Eglise de France étant re-
présentée par ses Députez , pourra discuter les ma-
tières , élever sa voix , se faire entendre , prendre
des résolutions , & espérer qu'on aura égard à ses
plaintes & à ses remontrances.

Et afin que dans le public on ne vous impute
pas d'avoir manqué de fermeté dans une occa-
sion comme celle-cy , & qu'on puisse être per-
suadé à Rome & dans tout le Royaume , que
vous ne vous ferez déterminez à ce que nous pre-
nons la liberté de vous proposer , si vous croyez
le devoir faire, que parce que *plenitudinem Consacer-*
dotum nostrorum , *sicut ipsa necessitas exposcebat* , *non ha-*
buisitis : nous croyons que vous devez faire imprimer un Procès Verbal bien exact de tout ce qui
se sera passé dans les différentes Séances de
vôtre Assemblée , & ordonner à vos Agens de
l'adresser à tous les Prelats du Royaume , afin
qu'étant informez par ce Procès Verbal , des af-
faires qui vous ont été proposées , de votre condui-
te , & de vos sentimens , ils puissent se mettre plus
facilement en état de prendre dans le Concile , ou
dans l'Assemblée que vous demanderez au Roy ,
des résolutions avantageuses à l'Eglise & à l'Estat ,

Tom. 2.
Concil.
Gallie in
Conc. Pari-
sienf. cap.
16. ann.
819.

& dont le public & la posterité puissent être également édifiez.

Nous vous faisons d'autant plus volontiers cette ouverture , que nous voyons que nos Predecesseurs assemblez , dans des occasions semblables à celle qui se presente aujourd'huy , à Paris , à Aix - la - Chapelle , au Palais - Vernon , & à Cressy , pour des affaires importantes , sur lesquelles on les avoit consultez , ont demandé *plenitudinem Consacerdotum* , & qu'ils ont supplié les Roys dans leurs temps, d'assembler tous leurs Confreres , dont ils reconnoissoient que les avis & les lumieres leur étoient absolument necessaires; *Cum eis, sicuti cum Magistris & Patribus*, disoient ces grands Hommes, *tractare, & vestre dominationi consilium dare studebimus.*

Concil. Paris. ibid.

Concil. Aquisgr. 2.

c. 15. ann.

836. tom. 2.

Conc. Gallia.

Concil. Ver-

nenise 2.

can. 11. ann.

844. tom. 3.

Conc. Gall.

Carisfac.

cap. 15. ann.

858. tom. 3.

Conc. Gall.

Nos Roys ont pris le même party dans les grandes affaires , où ils ont crû que l'Eglise & l'Estat étoient également interessez : Philippe premier convoqua à Troyes une Assemblée des Evêques de son Royaume, pour prendre avec eux des mesures touchant les Lettres qu'Urbain second y avoit envoyées : Philippe le Bel dans le temps de son grand differend avec Boniface VIII, assemblea le Clergé de France à Paris : Charles VI, Charles VII*, & Louis XII**, prirent dans leurs Regnes la même resolution, pour donner la paix à l'Eglise de France pendant le Schisme, pour y

Epist. 46.

Yvenis Car-

not.

Histoire de

ce differend,

page 85.

Charles vi.

Histoire du

Schisme de

du Puy, pa-

ges 255. &

350.

* Charles VII, in *proemio Pragmatica Sanctionis.*

** Louis XII, tome 2. des *Preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane*, page 770.

Tome 1. des
preuves des
Libertez de
l'Eglise
Gallicane,
page 299.

Tome 1. des
preuves des
Libertez
de l'Eglise
Gallicane,
page 457.

établir une discipline uniforme après le Concile de Basle, & pour opposer un remede salutaire aux procedures violentes de Jules second. On voit dans l'Instruction que François premier donna en 1532, aux Cardinaux de Tournon & de Grammont, qu'on luy avoit demandé le même secours, pour délivrer l'Eglise Gallicane de plusieurs servitudes, que la Cour de Rome luy avoit imposées. Enfin François second procura la continuation du Concile de Trente par la resolution qu'il prit en 1560, d'assembler l'Eglise de France, pour resoudre ce qu'on jugeroit à propos de proposer à ce Concile general, & pour reformer cependant, & en attendant qu'on l'eût rassemblé, *les abus qui s'étoient introduits dans la Maison de Dieu.*

Si dans une occasion aussi importante que celle-cy vous suivez tant de grands exemples, nous espérons, MESSEIGNEURS, que Dieu benira vôtre resolution, & que ce que vous ferez, ne pouvant manquer d'être approuvé de tout le monde, pourra même selon la pensée d'un ancien, servir d'exemple à nos successeurs; *Et quod hodie exemplis tuemur, inter exempla erit.*

Messeigneurs les Cômmissaires ayant ensuite parlé avec une grande érudition sur les mêmes matieres, Monseigneur l'Archevêque de Reims a été remercié par toute la Compagnie, d'avoir expliqué avec tant de netteté & de doctrine, d'éloquence & de dignité, une matiere aussi étendue & aussi importante. Messigneurs

seigneurs les Commissaires ont été aussi remerciez d'avoir travaillé sur ces affaires avec tant d'exaëtitude & de capacité, & d'avoir voulu communiquer sur ce sujet leurs lumieres à la Compagnie.

Etant prés de huit heures du soir, la Séance a été remise au lendemain huit heures du matin.

DU VENDREDY II MAY,
à huit heures du matin,

Monseigneur l'Archevêque de Paris
President.

CHacun s'étant rendu au lieu de l'Assemblée, ayant pris sa séance, & fait la Priere, plusieurs de Messieurs ont opiné avec une grande érudition: La Séance a duré jusqu'à midy, & l'Assemblée a été remise à deux heures.

DU MESME JOUR,
à deux heures de relevée,

Monseigneur l'Archevêque de Paris
President.

MESSEIGNEURS ont continué d'opiner tres-doctement: Apres quoy Monseigneur le Pre-

K

sident reprenant toute la matiere , a parlé avec tant de force , & une si profonde érudition , que chacun en a témoigné une satisfaction extraordinaire.

Messeigneurs ayant achevé d'opiner , l'Avis de Messeigneurs les Commissaires a été loüé, approuvé, & reçu , par une Deliberation unanime. Monseigneur le President, avec Messeigneurs les Commissaires ont été priez de rendre cõte au Roy de ce qui s'est passé, & de le remercier de la protection qu'il a donnée à cette Assemblée, luy en demander la continuation pour le Clergé, supplier Sa Majesté qu'il luy plaise de permettre aux Prelats de son Royaume de s'assembler en Concile National, ou de convoquer au moins une Assemblée generale du Clergé, composée de deux Députés du premier Ordre, & de deux du second de chaque Province: lesquels Députés du second Ordre seront choisis parmy les plus considerables par leur pieté, leur sçavoir & leur experience, & dont le merite sera le plus connu dans les Provinces: & attendu la qualité des matieres, ils n'auront dans cette Assemblée qu'une voix consultative: dans laquelle Assemblée on puisse prendre des resolutions convenables au bien de l'Eglise & de l'Estat. Et à l'égard des Livres des Sieurs Gerbais & David, la Compagnie a approuvé le Jugement que Messeigneurs les Commissaires ont porté de celui du Sieur Gerbais, & reçu l'Eclaircissement donné par le Sieur David. A été aussi unanimement resolu, qu'il seroit dressé un Procès-verbal de tout ce qui s'est fait & pas-

fé dans les différentes Séances de cette Assemblée, dans lequel sera inferé le Rapport de Monseigneur l'Archevêque de Reims (que la Compagnie l'a prié de donner) avec le Jugement de Messieurs les Commissaires sur le Livre du Sieur Gerbais, & les Eclaircissemens donnez par le Sieur David sur son Livre des Jugemens Canoniques des Evêques: Que le Procès-verbal ayant été dressé par Messieurs les Agens, & revû par Messieurs les Commissaires, il seroit signé par Monseigneur le President, & par toute la Compagnie, attendu l'importance de la matiere; en suite imprimé & envoyé à tous Messieurs les Prelats du Royaume: Et Messieurs les Commissaires ont été priez d'ordonner aux Agens ce qu'ils estimeront necessaire pour l'execution de la presente Déliberation. La Compagnie a aussi ordonné que le present Procès-verbal, & les pieces Originales y énoncées seront incessamment remises dans les Archives du Clergé.

DV IEVDT VIII MAT 1681,

à huit heures du matin;

Monseigneur l'Archevêque de Paris
President.

Messieurs s'étant rendus en la Salle de l'Archevêché, & la Prière faite, Monseigneur le President a dit, que suivant l'ordre de l'Assemblée,

K ij

Messeigneurs les Commissaires & luy avoient examiné & revû le Procès Verbal, que s'il plaisoit à la Compagnie, on en feroit la lecture; & la lecture ayant été faite, le Procès Verbal a été signé. FAIT à Paris au Palais Archiepiscopal, les jours & an que dessus. Ainsi signé en l'Original,

FRANÇOIS, Archevêque de Paris, President.

JEAN DE MONTPEZAT DE CARBON, Archevêque de Sens.

CHARLES M. LE TELLIER, Archevêque Duc de Reims.

CHARLES, Archevêque d'Ambrun.

MICHEL, Archevêque de Tours.

HYACINTHE, Archevêque d'Alby.

LOUIS, Evêque de Carcassonne, nommé à l'Archevêché de Bordeaux.

CLAUDE, ancien Evêque de Coûtance.

HENRY DE LAVAL, Evêque de la Rochelle.

FRANÇOIS, Evêque d'Amiens.

DENIS , Evêque de Senlis.

MICHEL , Evêque de Castres.

FRANÇOIS , Evêque de Bethléem.

ARMAND DE BETHUNE , Evêque du Puys.

GABRIEL , Evêque d'Autun.

EDOÜARD , Evêque de Nevers.

J. BENIGNE , ancien Evêque de Condom , nommé à l'Evêché de Meaux.

LOUIS , Evêque du Mans.

LOUIS ANNE , Evêque de Senez.

L. M. AR. Evêque Duc de Langres.

PAUL PHILIPPE , Evêque d'Acqs.

LOUIS , Evêque de Vence , nommé à l'Evêché de Cisteron.

CHARLES DE PRADEL , Evêque de Montpellier.

ANNE TRISTAN DE LA BAUME DE SUZE ,
ancien Evêque de Tarbes

JACQUES POTIER , Evêque de Cisteron , nommé à l'Evêché d'Evreux.

JEAN BAPTISTE DE BEAUMANOIR DE LAVARDIN ,
Evêque de Rennes.

CHARLES LE GOUX DE LA BERCHERE ,
Evêque de Laval.

ANDRE' COLBERT , Evêque d'Auxerre.

F. DE BOUTHILLIER , Evêque de Troyes.

LOUIS ANT. Evêque Comte de Chaalons.

PIERRE DULAURENS , Evêque du Bellay.

PIERRE Evêque de Mirepoix.

JEAN BAPTISTE D'ESTAMPES , nommé à
l'Evêché de Marseille.

FRANÇOIS DE POUDEX , nommé à l'Evêché de Tarbes.

HYPOLITE DE BETHUNE , nommé à l'Evêché de Verdun.

HENRY GUILLAUME LE JAY , nommé à
l'Evêché de Cahors.

LOUIS JOSEPH DE GRIGNAN , nommé à
l'Evêché de Carcassonne.

HUMBERT ANCELIN , nommé à l'Evêché de
Tulles.

LOUIS HABERT DE MONTMORT , nommé
à l'Evêché de Perpignan.

ANTOINE LE COMTE , nommé à l'Evêché de
Grasse.

JEAN D'ESTRÉES , nommé à l'Evêché de Laon.

Et plus bas ,

Par Mesdits Seigneurs,

L'ABBÉ DE BESONS, Agent general, &
Secrétaire de l'Assemblée.



Extrait du Privilege du Roy.

LE Roy par ses Lettres Patentés a permis à Federic Leonard son Imprimeur ordinaire & du Clergé de son Royaume, d'imprimer, vendre & debiter tous les *Edits, Declarations, Arrests, Remontrances, & generalement toutes les choses qui regardent le Clergé, ou qui luy seront baillées par les Assemblées generales ou par les Agens generaux du Clergé de France*, & ce pour le temps & espace de vingt ans; avec défences à tous autres de les imprimer, faire imprimer, contrefaire, ny d'en avoir d'autres que de l'impression dudit Leonard, à peine de six mille livres d'amende, confiscation des Exemplaires, dépens, dommages & interets, comme il est porté plus au long par lesdites Lettres. *DONNÉES* à S. Germain en Laye le 4. Decembre, l'an de grace mil six cens soixante quatorze. Et de nostre Regne le trente-deuxième. Par le Roy en son Conseil. Signé, DESYIEUX. Et scellées.



PREMIER BREF
DE NOSTRE S. P. LE PAPE
INNOCENT XI.
A U R O Y.

Du douzième Mars 1678.

INNOCENTIUS P. P. XI.

CARISSIMÉ in Christo fili noster, salutem & Apostolicam benedictionem. Jam pridem inaudivimus non deesse Majestati tue Consiliarios & Administros qui tibi persuadere niterentur, ut usum illum antiquum custodiæ fructuum vacantium Ecclesiarum, quod Regaliam vocant, ad eas quoque Regni tui Ecclesias extenderes, quas juri illi obnoxias numquam fuisse vel ex ipsis fisci Regii tabulariis liquidò constet; sed nos memoriâ repētentes omnem ea de re controversiam communi olim Catholica Ecclesiæ consensu & benignâ sedis Apostolicæ indulgentiâ providè sapienterque compositam fuisse in generali Concilio Lugdunensi, mi-

A

nimè ad credendum adduci poteramus , Majestatem tuam consiliis hujusmodi aures præbituram aliquando esse , multò minùs admoturam operi manum invitâ Synodo tantæ apud universam Ecclesiam autoritatis, & reclamantibus Constitutionibus & exemplis Regum majorum tuorum qui Constitutionem in eadem Synodo ad preces regias , Regiis Legatis præsentibus , in ipsa Gallia , & tota Gallica gente efflagitante sanctam , per integrum quatuor fermè sæculorum spatium certatim probarunt , observaruntque & præcipuo in honore semper habuerunt. Nec verosimile videbatur Majestatem tuam postquam tantum sibi apud Deum meriti, & apud homines gloriæ maximis pro Religione Catholica rebus gestis comparavit , ut nullius majorum tuorum Regum Clarissimorum memoriæ possis invidere , velle rem aggredi , quæ nulla vel urgente necessitate , vel æquitate suadente , magnum esset quamplurimis Galliæ Episcopis , eorumque Clero , incommodum , & justum dolorem allatura , non sine gravi Catholicorum omnium sensu , qui in Francorum Annalibus & in sacrorum Canonum statutis animadvertunt quantum id veteri consuetudini & Ecclesiæ libertatis ac disciplinæ rationibus adversetur ; unde plerique tum veteres tum recentes Galliæ scriptores quantumvis Majestatis tuæ & imperio subessent & auctoritati magnitudinique impensius studerent , in eos qui præfatam Regaliæ extensionem suadere ausi fuerant , tamquam in male perditæque causæ patronos , & favorem Aulæ captantes libera indignatione inveci styllum subinde strinxerunt. Nullus verò Gal-

fiæ Regum vel tentare id voluit, vel tentatum ex-
qui sustinuit, memor à sapiente præclare præcipi, ne
transiliamus terminos quos posuerunt patres
nostri. Illud præterea nos hujus periculi metu curâ-
que liberabat, quòd cum Majestas tua non multis ab
hinc annis, hujus sanctæ sedis liberalitate aucta or-
nataque sit, penè supra votum, indultis amplissimis,
præter ea quibus etiam Reges majores tui ejusdem
sedis benignitate gaudebant, nominandi ad Beneficia
Ecclesiastica, putavissemus ipsam sanctissimi sapien-
tissimique olim Gallie Regis exemplo cogitare potius
de se tam gravi periculosâque sarcinâ exonerando,
quàm de novis inveniendis rationibus Regie in sacros re-
ditus autoritatis amplificandæ: sed ubi allata ad nos
fuere bona memoria Nicolai Aletensis Episcopi lit-
tera, in quibus post debitas Religiosi in hanc sanctam
sedem obsequii & fidelis observantiæ significationes,
suas ad nos querelas, quas propè jam moriens postea
renovavit, ob Regaliæ usum in Diocesim suam que
ab eo libera semper fuit, nuper in vectum deferbat,
unâque appellationem à sententia Metropolitanæ Nar-
bonensis; deinde verò etiam edocti sumus idem Ap-
pamienſi Ecclesiæ pariter liberæ contigisse; ac tandem
vidimus ipsi Regium Majestatis tuæ Decretum, quo
omnes Gallici Regni Ecclesiæ hujusmodi oneri juben-
tur assuescere; mirati vehementer sumus Constitutio-
num Apostolicarum & generalium Conciliorum De-
cretis, ac tam certâ compertâque apud omnes veri-
tate & justitiâ potiores fuisse illorum conatus, qui
terrena potius & caduca quam cœlestia & eterna res-

A ij

picientes , dum Majestatis tuæ gratiam , potentiam
 amplificando , aucupantur , molestissimos tibi & valde
 periculosos conscientie terrores , quod Deus avertat ,
 in id tempus preparant , cum in districto Dei judicio
 mortales omnes , quocumque tandem potentie ac di-
 gnitatis loco sint , diligentem reddere debent omnis
 antea vite rationem. Nos itaque pro nostrâ non
 minus erga æternam , quæ magnâ nobis curâ & est &
 esse debet , Majestatis tuæ salutem , quàm erga incli-
 tum Clerum , & religiosissimos Galliæ Præsules , imò
 erga universam Ecclesiam , cujus in hoc negotio pro-
 cul dubio causa agitur , paterna charitate , serîo ad-
 monendum te & vehementer hortandum obsecran-
 dumque judicavimus , ut à tam injustis ac pernicio-
 sis consiliis animum abducas , prefatis Alecteni &
 Appamiarum , cæterisque Regni tui Ecclesiis quæ
 usui Regaliæ huc usque obnoxie non fuere , suis
 libertates & immunitates sartas rectasque relin-
 quas , nec eas de cetero ullò modo labefactari sinas ;
 sed quicquid in contrarium hætenus actum tenta-
 tumve est , reparari atque in pristinum statum resti-
 tui cures , neve cælestis beneficentia fontem , quem sub-
 dita tibi gentes pietatis imprimis , justitiæque tuæ me-
 rito , sicuti credere nos juvat , expertæ hucusque sunt ,
 secus nunc agendo , & Dei per quem regnas Ecclesiam
 tam graviter lædendo , obstruas ; qui scias hujus quo-
 que vite bonæ & Regnorum felicitatem & incre-
 menta à divina bonitate unice dari , expectandaque
 esse , sicuti innumera omnium gentium ac temporum
 exempla testantur. Nos sanè hos animi nostri sen-

ſus in ſinu tacitos continere non patitur; vel noſtri paſtoralis Officii ratio cui ſollicitudo incumbit omnium Eccleſiarum, vel juſtitia debitum quo omnibus ad hanc ſanctam ſedem ex veteri juſtoque more, quem à nulla humana poteſtate impediri fas eſt, recurrentibus juſ reddere, conſilium, opem, ac paternum patrocinium præſtare jubemur, vel denique neceſſitas occurendi ſcandalo, quo Chriſtiani late populi ad tantæ rei exitum converſi afficerentur, ſi à laicali poteſtate Eccleſia earumque Antiſtites & Miniſtri ſuis libertatibus atque immunitatibus earumque uſu & antiqua poſſeſſione contra generalium Conciliorum Decreta, & veterem inconcuſſamque obſervantiam ſpoliarentur, non alio prætextu quàm novæ atque inaudita opinionis, nullo jure nixæ, cui nonnulli poſtea acceſſerunt, non quòd aliquid novi invenerint, quod rei veritatem tam apertam poſſet in dubium revocare, ſed ut rem ſuam agerent, nihil ſolliciti ſi publicam perderent. Speramus Majeſtatem tuam cauſa juſtitia & æquitate cognitâ quæ patet ipſa per ſe, paternæ cohortationi ac precibus noſtris pro ſpectata animi tui pietate & ſapientia, perpetuâque in hanc ſanctam ſedem obſervantiâ auſcultaturam, noſque curâ non minùs moleſtâ quàm neceſſariâ inter tot alias quibus circumdamur, liberatam. Sanè ſi aliter ſuadentium conſilia Majeſtas tua paulò attentius excuſſerit, facile intelliget homines gratia ac fortunis inhiantes, obtentu regiæ poteſtatis, ſuam firmare velle, neque tam eſſe amplitudinis tue cupidos, quàm laudis inimicos; cùm autores tibi ſint,

ut qui longinquis non ita pridem expeditionibus & ad omnem posteritatis memoriam illustribus, Christiane Reipublicæ salutem tueri & religionem amplificare tantopere studuisti in alienis terris; nunc à te ipso quodammodo abiens Ecclesiæ libertatem auctoritatemque in tuis imminutam velis: quasi verò facile tibi persuaderi posse confidant æquum esse vel fieri posse ut nobilitetur & crescat ex Ecclesiasticis ruinis Imperium, quod religiosissimi fortissimique Reges majores tui mirifico in eandem Ecclesiam studio, & pari in Apostolicam Sedem pietate imprimis partum, tibi eorum vestigiis strenuè insistenti amplissimum reliquerunt. Tu Reges eos, fili carissime, vel potius te ipsum imitare, & eorum tuæque præclare facta sæpè in mentem revoca: hos quidem oblivisci non possumus Prædecessores nostros Romanos Pontifices, qui similibus de causis graves ac diuturnas pati ærumnas & immanes contentionum ac periculorum procellas, in eo confisi qui mari ventisque imperat, invicto animo subire non dubitarunt. Hæc ad Majestatem tuam inviti scribimus, qui in latiori argumento versari magnopere cuperemus; sed postquam Apostolicæ servitutis onus subeundo divina voluntati parvimus, liberum nobis jam non est exequi nostram, quæ tuæ obsecundare quacumque in re vellet, sicut in pluribus quas nobis ratio temporum & publicæ pacis studium hætenus indulgere permisit, cognoscere potuisti. Significavimus hæc ipsa Oratori Majestatis tuæ nobili viro Duci d' Estrées, ut ad te pluribus referret; itidemque venerabili fratri

7

Archiepiscopo Adrianopolitano, Nuntio apud te nostro, quem ut de tota re differentem diligenter ac benigne pro more tuo audire velis, vehementer à te petimus, ac Majestati tuae Apostolicam benedictionem amantissime impertimur, Datum Romae apud sanctum Petrum sub Annulo Piscatoris die duodecima Martii 1678. Pontificatus nostri anno secundo.

MARIUS SPINULA.

Carissimo in Christo filio nostro Ludovico
Francorum Regi Christianissimo.



SECOND BREF DE N. S. P. LE PAPE

INNOCENT XI.

A U R O Y.

Du vingt unième Septembre 1678.

INNOCENTIUS PP. XI.

C*arissime in Christo fili noster, salutem & Apostolicam benedictionem. Ex litteris quibus Majestas tua ad nostras quintâ Aprilis datas respondit, & ex iis quæ ad nos retulit venerabilis frater Archiepiscopus Adrianopolitanus, eò rem adductam videmus, ut nos vel officio nostro deesse, retinendo*

verbum in tempore salutis , vel tibi fortasè molesti esse cogamur. Sed dabis , Carissime fili , pastoralis officii debito , dabis paternæ sollicitudini , atque amorì in te nostro , si te malè consulentiū culpā , in summo aeternæ salutis periculo constitutum videntes , opportunè , importunè instamus & obsecramus elata voce clamantes , ut è tam præcipiti loco pedem referas. Duo imprimis tibi pro veris atque indubitatis affirmari cognovimus ex tuis litteris. Primum quidem Regaliæ jus , uti nuncupant , in Ecclesias Gallie universas Majestati tuæ competere , tamquam Regiæ coronæ insitum & innatum : Deinde clarissimos Reges majores tuos jus illud & exercuisse dum viverent , & ad te morientes hereditario ordine transmississe. Quibus à te creditis , minimè miramur si ad ea progressus fuisti quæ talium principiorum consuetanea erant ; Veruntamen illa tam aliena à vero sunt , ut nihil magis ; nemo enim sanæ mentis & doctrinæ ausit in dubium revocare , nullum sæculari potestati in res sacras esse jus , nisi quatenus Ecclesiæ indulget auctoritas : Hæc autem non solum Gallie Regibus non indulget , ut Regaliæ prædictam extenderent ad Ecclesias illi oneri non assuetas ; sed etiam id fieri aperte vetuit in generali Concilio Lugdunensi , quod Gallia imprimis veneratur & sanctum habet. Reges verò Prædecessores tuos , quotquot fuere , ejusdem Concilii dispositionem religiosè semper & per quadringentorum ferme annorum spatium custodivisse , & si quis eorum de illa infringenda cogitavit , remeliùs pensata ab incæpto desitisse , audimus in confesso

fesso esse apud omnes scriptores, præsertim Gallos, & regia ipsa tabularia ad oculum demonstrare. Quamobrem pati non possumus nec debemus Majestati tuæ obrudi errorem tam manifestum, tam conscientia tuæ, tam Gallie Regno, tam Ecclesiæ universæ perniciosum: semel enim admissio, licere Majestati tuæ adversus generalis Concilii Lugdunensis decreta, adversus Regum majorum tuorum exempla, adversus ipsam rerum sacrarum naturam & primigeniam Ecclesiarum libertatem, intehere jus Regaliæ in eas quoque Ecclesias, quæ hujusmodi oneri obnoxie nunquam fuere, idque palàm dissentiente & reclamante, & ineluctabilem cælestis iræ animadversionem multis cum lachrymis denunciante Romano Pontifice, ad quem sicuti vetus consuetudo poscebat, nonnulli Gallie Episcopi à Metropolitanorum sententiis appellarunt; nemo non videt quæ inde Ecclesiæ Catholicæ deformatio ac ruina, quæ sacrarum ac profanarum rerum confusio, sublato quodammodo inter spiritualementem ac sæcularem potestatem pariete medio, sit consecutura, non in Gallia solum, sed in omnibus aliis Christiani orbis provinciis, manante in dies latius exempli auctoritate. Accedet ad hæc, nisi error tam absurdus actam certus corrigatur, gravis jactura & periculum animarum in isto regno: Illi enim quos Majestas tua vacantium Ecclesiarum fructibus augebit, in quibus Ecclesiis jus illud locum non habet, cum progressu temporis vel monitu sacerdotum quibus arcana conscientia suæ detegunt, vel etiam ipsi per se (ut in re clara & aperta)

viderint, in quos se laqueos induerint, & in quod animam suam perditionis aeternae discrimen adduxerint, tot censuris, adeoque tot sacrilegiis obstricti, tot illicitè perceptis bonis Ecclesiae, quae restituere cogantur; incredibile dictum est, quae animi perturbatione, quibus conscientiae terroribus angentur, Regiam beneficentiam tuam magni infortunii loco habituri. quorum profectò malorum & discriminum culpam, nisi providè arceantur, Majestas tua haud dubiè indistricto Dei judicio sustineret. Vehementer itaque Majestatem tuam rogamus, ut pro eximia animi tui equitate & sapientia rem seriò perpendas; ac si innumeris amplissimi Regni tui negotiis impederis, quominus eam per te cognoscas, viros aliquos non tam doctrinà quae non adeo magna requiritur ad hujus causae cognitionem, quàm pietate fideque praestantes consulas, vel si placet, evolvas act. ipsa Cleri Gallicani nuper impressa, quae tibi rei veritatem luculenter aperient; quâ cognitâ, minimè dubitamus quin Majestas tua illicò declaret nihil sibi majori curae esse, quàm reddi Deo quae Dei sunt, à quo tantas opes, tam splendidum amplumque regnum, & omni regno potiora, tot praecleara animi corporisque bona accepisti. Longius fortasse quàm patitur vel evidens causae justitia, vel egregia virtus tua in hoc argumento immoramur; verum non ut confundamus te haec scribimus, sed tamquàm filium carissimum monemus, animo reputantes nihil prodesse homini si universum mundum lucretur, animae verò suae detrimentum patiatur. Speramus, Carissime fili, opus

non fore, ut novis eximiam religionem equitatemque tuam precibus in hoc negotio interpellemus. Ceteroqui ea est rei magnitudo & gravitas, in qua non Gallicana solum, sed totius Ecclesie dignitas salusque vertitur, ut pro Apostolici officii nostri munere extrema potius pati omnia, quam causam istam negligenter agere debeamus. Reliqua super hoc argumento accipies à prefato Nuntio nostro, ac tibi Apostolicam benedictionem perpetuò cum felicitatis tue voto conjunctam amantissimè impertimur. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris, die vigesima prima Septembris 1678. Pontificatus nostri anno tertio.

MARIUS SPINULA.

Carissimo in Christo filio nostro Ludovico
Francorum Regi Christianissimo.



TROISIE'ME BREF DE N.S.P. LE PAPE

INNOCENT XI.

A U R O Y.

Du ving-septième Decembre 1679.

INNOCENTIUS PP. XI.

*C*arissime in Christo Fili noster, binis jam literis fusè & luculenter ostendimus Majestati

B ij

tua, etiam ex concordia omnium ferè Gallie scriptorum testimonio, & ex ipsis Regii tabularii tui actis, quàm esset Ecclesiastica libertati injuriosum, omni humano divinoque juri contrarium & alienum à perpetuo Regum majorum tuorum more & exemplo, editum septem abhinc annis à te Decretum, quo consuetudinem illam custodiendi fructus vacantium Ecclesiarum, quam Regalium nuncupant, ad eas quoque Ecclesias extendi jubes, quæ ejusmodi oneri obnoxie numquam fuere: In quibus litteris vehementer à te, pro pastoralis Officii nostri debito, & pro paternâ quam gerimus æterna salutis tuæ curâ efflagitavimus, ut decretum ipsum, aliaque deinceps acta adversus jura & libertates Ecclesiarum abrogari abolerique mandares. Et sanè illud est causæ ipsius meritum, ea de regia animi tui equitate & magnitudine opinio nostra, ut certa spe duceremur Majestatem tuam, omnibus in locum pristinum quamprimum repositis, cor nostrum ab ulteriori tantæ rei sollicitudine, tot aliis in Catholica Ecclesia procuratione districtum liberaturam. Verùm post quamplurimum mensium spatium, quod longanimitati nostræ probandæ ab ultimis litteris effluxit, nullum adhuc neque ad eas responsum, neque ex iis fructum videmus: Quinetiam plurimorum litteris & sermone ad nos pro comperto assertur, omnia deteriore in dies loco esse, & prætextu Regaliæ hujusmodi, beneficiorum collationes & canonicas institutiones impediri, Episcoporum autoritatem pessumdari, Ecclesiasticam disciplinam ordinemque turbari, novam denique proxim

veteri Ecclesiæ praxi & divinæ institutioni contrariam invehî à seculari potestate ; neque ea clam aut timidè fieri , sed palàm & manu regia. Non repetimus hoc loco , ne actum agamus , quot scandala & querelæ , quot in Clerum Gallicanum incommoda nascantur , quod Ecclesiæ universæ à tali exemplo periculum , quæ tempestas immineat , quæ nomini atque honori tuo macula , quæ conscientiæ labes inuratur ; satis enim ea in superioribus litteris indicavimus , satis patent ipsa per se : non patitur tamen sincera ac planè paterna erga te Regnumque istud amplissimum charitas nostra , nos in tanta divinî honoris injuria , in tam gravi tui ipsius periculo , adhuc silere ; sed cogimur iterùm intimo cordis affectu , & in visceribus Jesu - Christi rogare obsecrareque Majestatem tuam ut memor ejusdem Christi verborum ad Ecclesiæ prepositos , qui vos audit me audit , nos potiùs qui tibi parentis , & quidem amantissimi loco sumus audire velis , vera & salutaria suadentes , quàm filios diffidentia , qui terrena tantùm sapiunt , quique consiliis in speciem utilibus , sed reverà perniciosissimis inclyti istius Regni fundamenta , in rerum sacrarum reverentia , & in Ecclesiæ autoritate juribusque tuendis posita convellunt ; qui quidem si ii esse vellent , quos esse ipsorum dignitas & officium , tuæque singularis in eos benignitas postulat ; imitari potiùs deberent integritatem fidemque eorum quos olim pari loco positos memoriæ proditum est , & in Gallicani Cleri acta nuper relatum , liberà aliquando voce in simili causa , monuisse Reges predecessores tuos , me-

minissent quid & qua jurisjurandi religione , ubi
 regni gubernacula susceperunt sacro chrismate inun-
 gerentur , polliciti Deo fuissent , se videlicet divinæ
 ejus gloriæ omni ope & studio inservituros , & pro
 Ecclesiæ sanctæ suæ juribus & libertate asserenda
 paratos fore semper sanguinem ipsum vitamque pro-
 fundere ; considerarent fluxam & fugacem esse mor-
 talium vitam , Regum præsertim & Principum , qui
 ubi ad districtum Dei judicium vocarentur , illuc ac-
 cederent sine custodibus , sine comitatu , sine ullis Re-
 giæ vel dignitatis insigniis , vel potentiæ præsidiiis ,
 nudi atque inermes , reddituri omnis antea vitæ
 rationem Judici scrutatori cordium , quem nulla res
 latet , apud quem non est acceptio personarum , qui
 potestatem habet mittere in gehennam , ubi potentes
 potenter tormenta patiuntur ; nec superiore sæculo
 defuit in Gallia Episcopus qui in frequenti aliorum
 Præsulum , Aulaque procerum coronâ , apud Hen-
 ricum Regem hujus nominis tertium , Cleri Gallicani
 causam in re non absimili orans Regi dixerit , obser-
 vatum fuisse numquàm regias in Gallia defecisse stir-
 pes , nisi ubi Reges indebitas ad beneficia nomina-
 tiones arrogare sibi cœpissent ; à quibus sanctus Lu-
 dovicus Rex Christianæ humilitatis gloriâ , quàm
 Regiæ dignitatis culmine sublimior , usque adeò ab-
 horruisset , ut ultrò etiam Pontificia auctoritate sibi
 delatas rejecerit. Fuit hæc quondam , fuit in Gallia ,
 immò ad hæc nostra tempora strenuè retenta est pe-
 nès Episcopalem ordinem , Apostolica loquendi li-
 bertas , nihil metuens , nihil sperans nisi à Deo : ne-

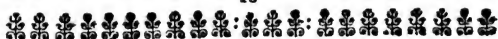
que id solum per Reges licuit, sed ita Episcoporum monita semper à Regibus accepta sunt, ut Episcopi ipsi & sibi meritam laudem, & causæ optatum exitum sint consecuti, manseritque propterea inviolata tamdiù, atque inconcussa sanctio œcumenici Concilii Lugdunensis; adeò ut nonnulli Gallie Reges impios & sacrilegos publico Decreto appellaverint eos, quicumque Regiam ad Ecclesias ei non assuetas extendere aliqua ratione tentarent; sicuti in vestris annalibus traditum reperitur. Hæc autem temporis præsentis infirmitas eò acerbior nobis accidit, quòd scimus Majestatem tuam nihil ducere inter Regii animi ornamenta præclarius zelo justitiæ & studio divini honoris, pro quo tam pia, tam salutaria Decreta nuper edidisti, ac tam multa, tanta cum nominis tui laude & bonorum omnium latitia in præsens agis destruendo synagogas & azylos hæreticorum; ut tibi non minora in cælo statuere videaris conservatæ propagatæque Religionis trophæa, quàm in terris relicturum speramus devicturum gentium barbararum. Cavendum tamen diligenter est, ne quod dextera, hoc est, ingenita pietas tua ædificat, destruat sinistra, hoc est, callida & iniqua consilia dicentium tenebras lucem, & lucem tenebras; cùm Apostolico moneamur oraculo, qui in uno delinquit, esse omnium reum. Non defuere hac etiam occasione in Gallia quidam, neque plures deessent ex fratribus nostris Episcopi, viri fortes & divinæ legis ac libertatis Ecclesiasticæ zelatores, qui gravissimam hanc & toti Franciæ Regno, immò Ecclesiæ universæ com-

munem causam pari constantia ac spiritu apud Majestatem tuam agerent : sed metu quodam , ut ipsis quidem videtur , justo ignoscendoque , ut nos autem judicamus , vano & non solum Episcopali officio , sed etiam magnanimitati equitatisque tuæ injurioso retenti silent , expectantes dum humilitas nostra à filiali tua in hanc sanctam Sedem observantia impetret , quod à Regia tua justitia Ecclesiis suis debitum poscere ipsi non audent. Itaque in eis litteris nostris illorum omnium justum dolorem & preces agnosce ; quinimò , Dei ipsius voluntatem ore te nostro alloquentis ac serio monentis ut prædictum decretum , & quidquid ejus occasione adversus Ecclesiæ libertatem & jura actum gestumque hætenus fuit corrigi , emendarique omnino cures. Alioquin magnopere veremur , ne subire aliquando debeas quam tibi aliis in litteris denuntiavimus , & nunc iterum ac tertio , inviti quidem , quantum pertinet ad sensum amoris in te nostri , sed Deo nos interius movente , aperte denuntiamus celestis iræ animadversionem. Nos sanè neque hoc negotium per litteras amplius urgebimus , neque desides erimus in adhibendis remediis quæ traditæ nobis divinitus potestati competunt , quæque in tam gravi & periculoso morbo omittere sine gravissima neglecti Apostolici muneris culpa non possumus. Neque tamen ullum inde incommodum aut periculum , nullam quantumvis sævam atque horribilem tempestatem pertimescimus : ad hoc enim vocati sumus , neque facimus animam nostram pretiosiores quàm nos , probe intelligentes non forti , sed etiam lato animo

animo subeundas tribulationes propter iustitiam, in quibus & in cruce Domini nos unice gloriari oportet. Causam Dei agimus, quærentes non quæ nostra sunt, sed quæ Jesu-Christi; cum eo propterea, non nobiscum, tibi negotium erit in posterum, cum eo scilicet adversus quem non est sapientia, non est consilium, non est potentia. Nos postquam ministerii nostri partes plantando & rigando, sicut oportet, impleverimus, expectabimus dum operi incrementum det Deus; à quo accurata prece flagitare non desinemus; ut verbis & hortationibus hisce nostris vim & robur infundat, Majestatis tuæ animum ad salubriora consilia flectendi; unde & mereri tu possis, & nos letari, res tuas omnes secundiore in dies cursu fluere, ac subditas Imperio tuo gentes perpetua atque opima pace florere, tibi que Apostolicam benedictionem amantissimè impertimur. Datum Romæ die 27. Decembris 1679.

Carissimo in Christo filio nostro Ludovico
Francorum Regi Christianissimo.





PREMIER BREF DE N. S. P. LE PAPE

INNOCENT XI.

A feu M. l'Evêque de Pamiez.

Du quatrième Janvier 1679.

INNOCENTIUS PP. XI.

*V*enerabilis frater salutem & Apostolicam benedictionem. Molestiarum & incommodorum quæ pro tuendis juribus Ecclesiæ tibi commissa sustinere te scribis, nos quoque maximam in partem venimus, ad quos imprimis pertinent damna & offensa quæ Christi Dei Ecclesiæ inferuntur. Gratulandum tamen potius quàm dolendum est fraternitati tuæ de hujusmodi adversis, ex quibus copiosa tibi seges enascitur exercenda virtutis & constantie pastoralis. Cui quidem magno incitamento & pari solatio esse non dubitamus Dei promissum, tribulationem pro ipsius causa patientibus cælestem opem ac tandem mercedem magnam nimis non defuturam. Quòd ad nos attinet, Regem Christianissimum per litteras diligentissimè scriptas rogavimus, ut non solum Appamiensis Ecclesiæ indemnitati consultum velit, sed etiam omnium aliarum Ecclesiarum, quæ cum juri, quod vocant Regalie, obnoxie nunquàm fuerint, recentibus tamen Regii Senatus Decretis contrà omnes bu-

mani divinique juris regulas , ac veterem inconcus-
samque observantiam , ejusmodi onus subire coactæ
sunt. Id ipsum omni contentione ac studio urgere non
desistimus , sicuti officii nostri ratio est imposita nobis
omnium Ecclesiarum sollicitudo postulat , confisi in
divina misericordiae thesauris aliquando fore , ut
idem Christianissimus Rex pro eximia atque arcta pie-
tate suâ , rei veritate melius cognita , alia consilia ,
aliâ mentem induat. Fraternitati interim tue Deum
totius consolationis propitium usque precamur , ac pe-
culiaris nostræ erga te charitatis indicem Apostoli-
cam benedictionem peramanter impertimur. Datum
Romæ apud sanctum Petrum , sub annulo piscatoris , die
4. Januarii 1679. M. SPINULA.

Venerabili fratri Francisco Episcopo Appa-
mienfi.

~~~~~

BREF DE N. S. PERE LE PAPE  
INNOCENT XI.

A M. l'Archevesque de Thoulouse sur l'af-  
faire des Urbanistes , & de la Regale  
de Pamiez.

Du dix-huitième Janvier 1679.

INNOCENTIUS PAPA XI.

*V*enerabilis frater. Delatæ nuper sunt ad nos que-  
relæ Monialium ordinis sanctæ Clare Urbani.

C ij

starum in Tolosanâ civitate graviter dolentium, & dolorem suum in paternum nostrum sinum multis cum lacrymis deponentium, ut afflictis ac penè perditis rebus suis præsentem opem, pro Apostolici muneris nostri debito afferamus; per hos enim dies ad illud Monasterium venisse Monialem quandam magno comitatu, militum etiam cohorte stipatam, ut abbattifatus perpetui possessionem invaderet, pretextu Regiæ nominationis, nullo jure aut consuetudine, nullo Apostolico indulto subnixa: se quidem ad inusitatæ rei spectaculum primò attonitas, mox collectis animis, & imploratâ cælesti ope, quacumque ratione licuit, restitisse, ne immunitati Ecclesiæ & instituto ordinis sui, Apostolicâ authoritate firmato, tam inaudita ac tam perniciosi exempli injuria inferretur; sed superante vi militum cedere tandem coactas, effraetisque foribus, ac pariete ipso, liberum multis secularibus aditum patuisse; cum quibus ingressos quoque milites violenter ibi & sacrilegè multa patrasse, magna cum totius civitatis indignatione & scandalo: fraternitate autem tuâ, quæ par omnino erat ut venientibus lupis pastorale pectus opponeret, non solum non repugnante, sed ultrò eos quodammodò invitante, & Monasterium; edito Decreto, per vim recludi jubente. Inhorruit ad tam indignæ rei nuntium animus noster, adeoque monstri similis visa est, ut quamvis aliunde quoque eadem afferrentur, vix tamen persuadere nobis potuimus Archiepiscopum Tolosanum, inspectantibus religiosissimis Gallie Episcopis, & Galliâ universâ, eò progressum fuisse, ut

dignitatis ac muneris sui oblitus , nullo horribilium  
 censurarum & celestis iræ metu , nullâ famæ reveren-  
 tiâ , tanto facinori , pro quo animam suam boni Pa-  
 storis exemplo ponere debuisset , non solum non re-  
 sisteret , sed etiam suffragaretur , nisi memoriâ tene-  
 remus quid duobus fermè ab hinc annis in negotio  
 Regaliæ , ut nuncupant , ubi de Appamiensi Ecclesiâ ,  
 Tolosane suffraganeâ agebatur , decernere ausus fue-  
 ris , contra manifestam causæ justitiam , contra omnes  
 divini humanique juris regulas , contra ipsius Eccle-  
 siæ totiusque Provinciae tuæ jura , & libertatem , &  
 contra morem prædecessorum tuorum aliorumque Gal-  
 liæ præsulum , qui in similibus casibus Regiæ volun-  
 tati atque indignationi , ne muneri suo deessent , ob-  
 viam fortiter eundo , & dei causam strenuè orando  
 lata & salutaria Ecclesiis responsa , ab ingenua  
 Christianissimorum Regum justitia & pietate retu-  
 lere . Officii itaque nostri esse duximus gravem ac  
 planè acerbum ea de re animi nostri sensum tibi ape-  
 rire , teque in Domino monere ut diligenter confide-  
 res quo in periculo sis experiendæ divinæ ultionis ,  
 quam facile provocabunt gemitus tot lætissimarum  
 Virginum , quarum vitæ innocentia & candor , at-  
 que assiduus divinarum laudum concentus , delitiae  
 quodammodò sunt cælestis sponsi , cui sacrosancto & in-  
 solubili vinculo conjunctæ fuere ; nisi quamprimum  
 emendatis quæ admissa sunt , misericordiarum patris  
 clementiam demereri studueris : alioquin Nos pro Vi-  
 caria Christi Domini in universam Ecclesiam potesta-  
 te quâ fungimur , quanquàm indigni immerentesque ,

Venerabili fratri Josepho Archiepiscopo  
Tolosano.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 104

## INNOCENT XI.

A feu M. l'Evêque de Pamiez.

*Du septième Juillet 1680.*

INNOCENTIUS P P. XI.

Venerabilis Frater, Salutem. & Apostolicam benedictionem. Quod plurimorum sermone nostris auribus dudum insonat, fraternitatis tue ad nos litteræ planè declarant, te scilicet in tribulationibus gloriantem, & inter affecta valetudinis incommoda, inter paupertatis & vexationum angustias crescentem quotidie magis in charitate Christi, magno fortique animo illius causam agere, & pergratum Deo hominibusque spectaculum exhibere. Magnum profectò ex tanta virtutis experimento dolori nostro solatium capimus, & pari obligationis nexu obstrin-

gimur tendendi supplices in cælum manus , ut uberes  
 profiteamur misericordiarum Patri gratias , quòd  
 difficillimo tempore suscitaverit sibi in isto regno sa-  
 cerdotem fidelem , qui in communi animorum conster-  
 natione & silentio , quasi tubam exaltet vocem suam,  
 & opponat murum pro domo Israël documentum il-  
 lustre ceteris , quos Dominus posuit regere Eccle-  
 siam quam acquisivit sanguine suo , quàm præclara ,  
 quàm gaudii plena res sit dignos haberi , qui pro Je-  
 su-Christi nomine contumeliam patiantur ; si contu-  
 melia dicenda est , ex qua vera & solida in hac quo-  
 que mortali vita oritur gloria , judicio sapientum.  
 Nos quidem quantum situm in nobis erit , nullo loco  
 deerimus virtuti tuæ , quamquàm , etsi deessent om-  
 nes , pro explorato tamen habemus , Deum causæ suæ ,  
 necessitati Ecclesiæ , constanti tuæ in ipsum fidei , assi-  
 duis & accuratis precibus nostris , bonorum denique  
 omnium votis non defuturum. Statueramus efficax  
 remedium adhibere his , quæ Archiepiscopus Tolosa-  
 nus contra Lugdunensis Concilii sanctionem , & con-  
 tra Appamiensis Ecclesiæ , vel potius Provinciæ Tolo-  
 sanæ jura libertatemque hucusque attentare ausus fuit.  
 Sed redditis Christianissimi Regis litteris , in quibus  
 ad ultimas nostras consuetæ cum filialis observantia  
 significatione respondens , se injunxisse significat di-  
 lecto filio nostro Cardinali d' Estrées , ut expedito iti-  
 nere ad urbem proficiscatur , regiam nobis mentem su-  
 per negotio Regaliæ declaraturus ; operæ pretium du-  
 ximus eidem remedio supersedere , dum Cardinalis  
 adveniat. Nobis enim persuademus Regem quoque

*ipsum interim curaturum, ut omnia in pristinum locum reponantur. Quod si secùs accadat, & prefatus Archiepiscopus, ab eoque causam habentes pergant in te tuisque canonicis aliisque Ecclesie tue beneficiatis vexandis, prætèxtu Juris Metropolitici; tue pastoralis sollicitudinis, & spectatae constantiae partes erunt, te tuamque Ecclesiam adversùs eorum attentata sacrorum Canonum, & Constitutionum Apostolicarum ope armisque deffendere. Ad nos enim quòd pertinet, omne tibi à Pontificia autoritate & à paterna charitate nostra præsidium polliceri debes. Tibique Apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ die 17. Julii 1680.*

Venerabili Fratri Francisco Episcopo Appamienfi.

BREF DE N.S. PERE LE PAPE

INNOCENT XI.

Au Frere Daubarede & au Chapitre de Pamiez, après la mort de feu M. l'Evêque de Pamiez.

*Du vingt-cinquième Septembre 1680.*

INNOCENTIUS PAPA XI.

**D***ilecti Filii, Salutem & Apostolicam benedictionem. Nihil accidere nobis tristius poterat nuntio,*

nuntio , quem cum rumore ipso publico vestrae litterae attulerunt ; decessisse bonae memoriae Franciscum Appamiensis Ecclesiae Episcopum , ea virtute , eoque pastoralis zelo , & invicta animi constantia praeditum , ut vir secundum cor Dei , & vere Apostolicus dici meruerit. Quod autem dolorem nostrum cumulat , eo tempore decessit , quod cum maxime vivere afflictæ ejusdem Ecclesiae conditio postulabat. Causâ enim vestrum , quos tam vigili Pastore , tam provido parente orbatos videmus , non mediocriter angimur. Omnem tamen doloris sensum ab animis nostris debet abstergere consideratio præmiorum , ad quæ illum , sicuti sperare fas est , tot pro sua Ecclesia exhausti labores , tot incommoda atque ærumnae pro causa Dei forti magnoque animo ad supremum vitae spiritum tolerata , ex hoc mortali carcere evocarunt. Unde spes alia oriri debet ; cum validiore in posterum patrocínio rebus vestris è cælo affuturum , neque passurum ut Appamiensis Ecclesiae disciplinam tam sapienter à se , tam salubriter restitutam quisquam mortalium invertat ; sed potius à misericordiarum Patre impetraturum , ut conversis in melius animis consiliisque aliter sentientium , pristina eidem Ecclesiae pax , tranquillitasque reddatur , & sponsæ sibi per tot annos ad extremum dilectæ , in præsens viduatæ , Præsulsi minus pari , simili tamen spiritu ac virtute contingat ; modò vos fideles inveniamini in canonica libertate ipsius Ecclesiae pro viribus tuenda , & in observandis sapientissimis constitutionibus , quas ab eo lucubratas , vobisque ad sanctioris vitae regulam pro instituti ve-

*stri sanctitate propositas, Nos non ita pridem Apostolica autoritate firmavimus : quas ut strenuè & constanter exequamini , utque istius Diœcesis Clerum in tradita ab ipso disciplina sedulò contineatis, supervacaneum ducimus adhortari ; cùm diuturno experimento perspecta virtus fidesque vestra plus etiã quàm à vobis petere æquum esset , polliceantur. Caterùm ex nostris ad eundem Episcopum litteris decimâ septimâ Julii datis cognoscere potuistis quàm præcipuum sibi locum inter Pontificias curas vindicet negotium Appamiensè , cum quo plurimarum Gallici Regni Ecclesiarum , vel potiùs totius Ecclesiæ Catholicæ causâ conjuncta est. Meritas interim rebus, ab excessu Episcopi, per vos piè ac fortiter gestis laudes tribuimus , utque in instituto itinere strenuè pergatis vos magnoperè hortamur , nihil omissuri eorum quæ ad prosperum rerum exitum conducere posse intelligemus. Speramus autem ac planè confidimus divinam bonitatem , vos atque Ecclesiam istam singulari cum vestra laude & proventu ab omni tribulatione , quam subire necesse est quicumque volunt piè vivere in Christo Jesu , quamprimum liberaturam. Lata interim vobis omnia assiduo cum divinæ gratiæ incremento apprecamur , & intimo paterni amoris sensu benedicimus. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die 25. Septembris 1680. Pontificatûs nostri anno quinto.*

MARIUS SPINULA.

Dilectis filiis Michaëli Daubarede Archidiacono , Bernardo Rech, Vicariis Generalibus , Sede vacante , Capitulo , & Canonicis regulatibus Ecclesiæ Appamiensis.

BREF DE N.S. PERE LE PAPE  
INNOCENT XI.

A.M. l'Archevêque de Toulouſe, contre les ordonnances par luy faites en l'affaire de M. de Pamiez & du Chapitre.

*Du deuxième Oâtobre 1680.*

INNOCENTIUS PAPA XI.

*V*enerabilis frater. Non possumus non vehementer mirari quod ad aures nostras pervenit; videlicet fraternitatem tuam veritam non esse passim absolvere eos, quos novo & injusto Regalie titulo, in Appamiensis diœcesis beneficia intrusos bonæ memoriæ Franciscus Episcopus declaravit adstrictos censuris à generali Concilio Lugdunensi inflictis; cùm præsertim non desint qui Parochiales quoque Ecclesias, rem antea inauditam, eo prætextu occupaverint. Admirationem verò nostram vehementer auget, quòd nihil statuere potes contra jura libertatemque Ecclesia Appamiensis, quin idem contra Tolosanam & universam provinciam istam statuas. Præterea ignorare non potes Episcopum ipsum Appamiensem à tuis sententiis ad nos & ad hanc sanctam Sedem appellasse, nosque appellationem hujusmodi admisisse; cujus rei vel umbra ipsa, si debitam eidem Sedi reverentiam in consilio habere voluisses, revocare te atque retrahere

D ij

*ab incæpto debuisset. Hæc scribenda ad fraternitatem tuam duximus , ut & ea quæ perperam egisti corrigas , & à similibus in posterum agendis abstineas ; atque interim conscientia tua consulas. Datum Romæ die secunda Octobris 1680.*

MARIUS SPINULA.

Venerabili fratri Josepho Archiepiscopo Tolosano.

SECOND BREF DE N. S. P. LE PAPE  
INNOCENT XI.

Au Chapitre de Pamiez après la mort de feu Monsieur l'Evêque de Pamiez.

*Du deuxième Octobre 1680.*

INNOCENTIUS PP. XI.

*D*ilecti Filii , Salutem & Apostolicam benedictionem. Præter omnem expectationem nostram accepimus ex vestris litteris quæ nuper isthic acciderunt de dilecto filio Michaële Daubarede Archidiacono , & Vicario Generali per vos verum & legitimum ejusdem Ecclesiæ Capitulum constituentes canonicè electo , exulare jussu ; deque admissis ad celebrationem divinorum officiorum iis , quos tanquam in Beneficiorum possessionem temerè ac violenter in-

trufos , bonæ memoriæ Francifcus Epifcopus vefter innodatos cenfuris à generali Concilio Lugdunenfi inflitit promulgaverat. Veftræ tamen pietatis ac fidei erit manere in ftatione , & locum in quo pofiti eftis , conftanter tenere , ficut facitis ; neque alios Vicarios Generales , fède vacante , agnofcere , quàm præfatum Michaëlem Daubarede , & alios à vobis electos vel eligendos , quos etiam , quatenus opus fit , autoritate Apoftolica confirmamus , & refpectivè confirmabimus ; mandantes Clero tam Sæculari quàm Regulari , & univerfo populo Appamiendi , ut neminem alium quàm quos diximus , Vicarium capitulare agnofcant , aut illi actum ullum obedientiæ præftent ; de quo etiam per vos , feu per electos à vobis Vicarios , moneri præfatos Clerum & populum volumus ac mandamus : alios enim , quicumque Vicarii Generalis autoritatem fibi , quocumque nomine ufurpare auderent , antequàm novum Epifcopum Appamiendi Ecclefiæ præferimus , nullum planè jus aut facultatem habere negotiis fe Ecclefiæ & Diœceſis iſtius immiſcendi , eaque omnia quæ Vicariatûs huiusmodi titulo per eos agi contingeret , irrita & inania , ac nullius momenti fore declaramus. Agende interim Divina miſericordiæ uberes gratiæ de occaſionibus , quibus virtutem ac fidem veſtram exercet , & de ſingulari conſtantia , quæ vos armat , ad omnia alacriter pro Chriſti nomine & cum gaudio ſuſtinenda. Nos paternum noſtrum , ob anguſtias veſtras dolorem , eâ interim conſideratione lenimus ; quod multæ ſunt tribulationes juſtorum , & de omnibus eis liberabit eos Dominus. Ac vobis , di-

*lecti filii, Apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die secunda Octobris 1680. Pontificatus nostri anno quinto.*

MARIUS SPINULA.

Dilectis Filiis, Capitulo, & Canonicis Regularibus Ecclesiæ Appamiensis.

\*\*\*

TROISIE'ME BREF DE N.S.P. LE PAPE  
INNOCENT XI.

Au Frere Cerle & au Chapitre de Pamiez.

*Du premier Janvier 1681.*

INNOCENTIUS PP. XI.

*D*ilecti filii, Salutem & Apostolicam benedictionem. Quoniam novas in dies prodire accipimus satane artes, & machinationes; ut quæ à pia recordationis Francisco Episcopo vestro, pro istius Ecclesiæ & diocesis utilitate salubriter statuta fuere, penitus evertat; & eorum quæ huc usque acciderunt, experientia nos admonet, non defuturos filios perditionis, errare facientes in viâ plurimos, qui miscere ac turbare nitantur omnia, perperam interpretando literarum ac mandatorum nostrorum sensus, ut excusent pro more suo excusationes in peccatis; Nos ne

ullum hujusmodi hominum molitionibus locum relinquamus, ad Litteras quas die secundâ mensis Octobris, super negotio Vicariatûs capitularis ad vos dedimus, uberiùs explicandas per presentes addendum duximus; Quod si qui præter Vicarios capitulares, qui à vobis verum Appamiensis Ecclesiæ Capitulum constituentibus Canonice & de more electi fuerunt, vel pro re natâ eligentur, quosque nos autoritate Apostolicâ, quatenùs opus sit, confirmamus, & respectivè confirmabimus, Vicariatûs ejusmodi nomen, & autoritatem quocumque titulo electionis vel deputationis factâ ab intrusis in Canonicatus ejusdem Cathedralis, quos idem Episcopus promulgavit obstrictos censuris generalis Concilii Lugdunensis, vel ab ipso Metropolitano, vel ab alia quacumque potestate, usurpare præsumpserint: omnia ab ipsis eo nomine acta vel agenda, decreta vel decernenda, cum omnibus & singulis indè secutis & quomodolibet secuturis, temeraria & à non habentibus potestatem attentata, ideòque irrita & inania, ac nullius roboris fuisse nec unquam fore declaramus. Eisque qui, prætextu electionis vel deputationis ejusmodi, ullam jurisdictionem exercere ausi fuerint, in virtute sanctæ obedientiæ, & sub penâ majoris excommunicationis, & privationis Dignitatum & Beneficiorum quæ obtinent, & ad alia obtinenda inhabilitatis. perpetuæ ipso facto incurrendâ, districtè probibemus & interdiciamus, ne id facere ulteriùs præsumant; eos quoque qui illis quomodolibet paruerint, aut favorem, consilium, autoritatem quocumque modo præstiterint,

eujuscumque ordinis , gradus , & dignitatis sint , tam  
 Laicos quàm Clericos , tam Saculares quàm Regulares ,  
 etiam Patres Societatis J E S U , & Metropolitana-  
 num ipsum , quem cateroqui præter causæ meritum ,  
 perspecta voluntas nostra , & per nos admissa ap-  
 pellatio ab ejus sententiis , debent in officio continere ,  
 similibus respectivè pœnis eo ipso & absque alia  
 declaratione innodamus & innodatos fore decernimus  
 ac mandamus ; ac earundem pœnarum absolutio-  
 nem , & relaxationem nobis & Romano Pontifici pro  
 tempore esistenti dumtaxat specialiter reservamus :  
 monentes insuper utriusque sexus fideles ( de quorum  
 aternâ salute solliciti esse debemus ) invalidas esse ac  
 fore confessiones , quas Presbyteri Saculares vel Re-  
 gulares , vigore facultatis à prædictis nulliter electis  
 vel deputatis Vicariis , audiverint vel in posterum  
 audient ; nulla & invalida matrimonia coràm Sacer-  
 dote non Parocho canonicè ingressò contracta , vigore  
 licentiæ ab eis concessæ , ac proinde sic contrahentes in  
 concubinato viçtueros ; idemque de Parochiis & aliis  
 Beneficiis per eos collatis decernimus & ordinamus ;  
 & de licentiis concionandi , & de quocumque alio  
 actu , aut decreto per eos factò , vel faciendo . Vos in-  
 terim dilecti Filii , loci & muneris vestri memores ,  
 in creditam vobis curam diligenter incumbite , & hau-  
 stam ab egregio Pastore & Patre vestro disciplinam ,  
 Appamiensis Ecclesiæ bono , & aliarum incitamento  
 constanter retinete ; dum nos impensè precamur , eum  
 qui habitat in consilio Justorum & congregatione , ut  
 sit in medio vestrùm , & suâ presenti ope vobis con-  
 tinenter

*tinenter adesse velit, quibus Apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ apud sanctum Petrum sub Annulo Piscatoris, die prima Januarii 1681. Pontificatus nostri anno quinto.*

MARIUS SPINULA.

Dilectis Filiis Joanni Cerle, Canonico & Præcentori, Vicario Generali Sede vacante, Capitulo & Canonicis regularibus Ecclesiæ Appamienfis.



## ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT,

*Du 31. Mars 1681.*

Sur un Libelle imprimé en forme de Bref de  
Nôtre Saint Pere le Pape Innocent XI.

*du 1. Janvier de la mesme année.*

### EXTRAIT DES REGISTRES de Parlement.

*VEU par la Cour la Requête à elle présentée par le Procureur General du Roy ; Contenant que l'on debite depuis quelques jours en cette ville de Paris, un imprimé en forme de Bref de Nôtre saint Pere le Pape Innocent XI. adressé au Chapi-*

E

tre de l'Eglise de Pamiers , par lequel le Pape confirme les grands Vicaires qu'il a élus , & declare qu'il confirmera tous ceux qu'il élira dans la suite ; défend à toutes autres personnes d'en faire les fonctions , quelque pouvoir qu'ils en eussent d'ailleurs , à peine d'excommunication , de privation , des Benefices , & des Dignitez dont ils sont pourvus , & d'incapacité d'en obtenir d'autres , & declare sujets aux mesmes peines tous Clercs & Laïques qui leur obéiroient , & qui les ayderoient de leur conseil & autorité , mesme le Metropolitain ; Et quoy que ce qui s'est passé depuis quelque temps , pust donner lieu de croire cet imprimé veritable ; neanmoins quand on le verroit revestü de toutes les formes qui pourroient le rendre autentique , le respect que Nous avons pour le Pape , Nous laisseroit encore douter que sa Sainteté voulust ainsi renverser la Jurisdiction d'un Archevêque , à qui l'on ne peut ôter le droit de connoître des appellations de ses Suffragans , sans donner au mesme temps atteinte à celuy qu'a le Pape de prononcer sur celles que l'on peut interjetter à sa Sainteté des Jugemens que rendent les Metropolitains ; & lequel en nommant Messire Simon d'Endore , grand Vicaire du Diocèse de Pamiez , n'a fait que se servir du pouvoir que l'Eglise luy donne , & s'acquiter de l'obligation que ses Regles luy imposent , de pourvoir en certains cas au Gouvernement des Eglises vacantes de sa Province. En effet , quelques Religieux , dont la plupart se pre-tendoient Chanoines de l'Eglise de Pamiez , en vertu

des provisions que le défunt Evêque de Pamiez leur avoit données , sans avoir droit de le faire , ayant procédé à l'élection des Freres

Et Aubarede Rech pour grands Vicaires, sans appeler aucuns de ceux qui estoient pourvus par le Roy des mêmes Benefices , comme ayant vaqué en Regale, & qui auroient pû avoir les qualitez necessaires pour entrer dans le Chapitre ; Ledit Procureur General fut obligé d'interjeter appel comme d'abus de cette élection , à cause du préjudice qu'elle faisoit aux droits du Roy par cette exclusion , sans connoissance de cause , de ceux qui avoient esté nommez par le dit Seigneur Roy , & sur les moyens conformes mêmes aux Regles Canoniques qu'il en expliqua à la Cour. Elle fit défenses à ces pretendus Grands Vicaires d'en exercer les fonctions , & ordonna en même temps que le Chapitre entier s'assembleroit , c'est-à-dire , les anciens Chanoines paisibles possesseurs de leurs Benefices , & ceux qui ayant esté nommez par le Roy se trouveroient d'ailleurs en estat d'y entrer , pour nommer ensemble d'autres Grands Vicaires dans trois jours , sinon , que le Metropolitain y pourvoiroit. Le Chapitre ne s'estant pas assemblé dans ce temps , l'Archevesque de Thoulouse auroit nommé Messire Simon d'Endore pour Grand Vicaire , & les autres Officiers necessaires pour le gouvernement de ce Diocese ; non pas en vertu d'aucun pouvoir qui luy fust donné par cet Arrest ; mais par la puissance attachée à son caractère , & dans la forme prescrite par les Canons , dont la Cour avoit ordonné l'ex-

cution ; & quand même cét Arrest auroit esté aussi contraire qu'il estoit conforme aux Regles de l'Eglise, un Archevêque, lequel n'en plus que toutes les autres Puissances Ecclesiastiques, n'a pas le pouvoir de juger, ny d'empêcher l'exécution des Arrests rendus au nom du Roy, auquel seul ses officiers sont obligez d'en rendre compte, auroit il dû abandonner une Eglise vacante, parce qu'il n'y pouvoit pas pourvoir en la forme qu'il auroit désiré, & la laisser sans Grands Vicaires pour la conduire, parce que l'on empeschoit avec raison ceux qui n'avoient pas esté élus dans les formes d'en faire les fonctions ; Cependant si ce Brief estoit véritable, ce seroit là le sujet pour lequel le Pape voudroit déclarer excommunié un Archevêque, son Confrere, qui a receu de Dieu, & non pas de ses Bulles, que les Prelats de ce Royaume ne prennent à Rome que depuis le Concordat, le pouvoir attaché à son caractère : Ce seroit-là le sujet des anathemes qu'il prononceroit contre des Ecclesiastiques qui obeissent à leur Supérieur immediat, sans avoir entendu ny les uns, ny les autres, que par la bouche de personnes dont la conduite connue presentement à sa Sainteté, l'aura sans doute persuadée de la confiance qu'ils meritent mesme dans les affaires où ils ne sont pas parties. Le Pape menaceroit de déposition un Archevêque soumis au moins en premiere instance au jugement de ses Conprovinciaux, quoyque les flatteurs de la Cour de Rome engagent sa Sainteté à censurer des Livres conformes aux anciens Canons de l'Eglise, & aux ve-

ritables sentimens de la France sur ce sujet ; sa Sainteté jugeroit à Rome elle-mesme une cause de ce Royaume , dont elle ne peut prendre connoissance qu'en cas d'appel, & par des Commissaires délégués sur les lieux, quand mesme on trouveroit moyen de transformer cet appel de la nomination d'un Grand Vicaire en quelques-unes de ces causes qui sont appellées Majeures. Le Pape regarderoit comme un attentat à son autorité tout ce qu'un Archevêque pourroit faire dans la suite d'un affaire aussi-tost que l'on auroit appellé devant sa Sainteté, quand mesme l'appel auroit esté d'une ordonnance precedente , & qui ne subsisteroit plus comme la nomination de Messire

Fortassin qui s'est volontairement démis de la commission que l'Archevêque de Toulouse luy avoit donnée. Enfin, sa Sainteté étendrait ses menaces jusques sur les Laïques de quelque dignité qu'ils fussent revestus ; mais comme ils ne les tiennent que de la grace du Roy seul , ils ne sont responsables de leur conduite qu'à sa Majesté seule ; & si la Religion leur fait apprehender les justes anathêmes, dont l'Eglise a droit de punir la corruption de la Foy , ou celle des mœurs de ses enfans , leurs lumieres les assurent contre les foudres que la Cour de Rome a lancez vainement depuis quelques siècles , pour étendre sa puissance au delà des bornes legitimes qui luy estoient prescrites ; Et quoy que tous les ordres du Royaume eussent une douleur veritable d'estre contrainsts de se servir de remedes proportionnez à la grandeur des entreprises que ce dernier Bref , s'il se trouve veri-

table, & les autres dont l'on s'est déjà plaint, font sur la liberté que nos Ancestres ont conservée si soigneusement ; néanmoins toujours fermes comme eux dans la Foy, à laquelle toutes ces contestations n'ont aucun rapport, & sans blesser le respect véritable qu'ils ont pour le saint Siege, il faudroit bien à la fin imiter leurs exemples jusques à ce que le Pape mieux informé des droits de ce Royaume, voulust rétablir les choses dans l'ordre legitime que luy prescrivent aussi-bien qu'à Nous les Canons qui y sont reçus. Qu'il estoit encores plus obligé que les autres à garder ces saintes Regles, afin de nous fortifier par son exemple dans leur observation ; & puis qu'elles Nous y obligeoient de reconnoistre & de respecter en sa personne, la primauté établie par la parole de Dieu mesme, en faveur du Prince des Apostres, dont il est successeur ; il estoit de sa prudence aussi-bien que de sa Justice d'en employer le pouvoir à conserver celuy des successeurs legitimes des autres Apostres, au lieu de les attaquer ainsi par des Brefs dont on pourroit tirer des consequences funestes à son autorité ; mais comme en attendant que l'on soit informé de la verité de ce pretendu Bref, des Libelles de cette nature pourroient faire des impressions fâcheuses sur des esprits foibles & ignorans. Requeroit ledit Procureur General du Roy, que Commission luy fust délivrée pour informer contre ceux qui debitoient lesdits Libelles ; défenses faites à toutes personnes de les vendre & de les retenir ; & que tous ceux qui en auroient des exemplaires, seroient tenus de les

*apporter au Greffe de la Cour pour estre supprimez, Veu aussi une copie imprimée dudit pretendu Bref: Oüy le rapport de Maistre Estienne Daurat, Conseiller, la matiere mise en deliberation. LA COUR ordonne que Commission sera délivrée audit Procureur General, pour informer contre ceux qui debitent lesdits Libelles. Fait défenses à toutes personnes de les vendre & de les retenir; enjoint à tous ceux qui en ont des exemplaires de les rapporter au Greffe de ladite Cour, pour y estre supprimez. Fait en Parlement le trente-un Mars mil six cens quatre vingt-un. Signé, DONGOIS.*

~~~~~

ARRESTS DE LA COUR DE PARLEMENT,

Sur une copie d'un Bref du Pape du premier Janvier 1681. & sur des ordres envoyez par le General des Jesuites aux Provinciaux de Toulouse & de Paris.

Des 18. & 20. Juin 1681.

EXTRAIT DES REGISTRES de Parlement.

CE jour le Procureur General du Roy est entré en la Cour, & a dit que le bruit s'étant répandu dans le public, que le Pape avoit ordonné

au General des Jesuites d'adresser aux Provinciaux de Paris & de Toulouse, des Copies authentiques du Bref donné par sa Sainteté, le premier jour de la presente année, avec une injonction encore plus précise à celui de Toulouse, de le rendre public & d'obliger ceux de cette Societé d'asûrer que ce Bref estoit veritable, contre l'opinion que nous aurions desiré pouvoir toujours conserver au contraire; & que le General de Jesuites ayant écrit à ces Provinciaux en conformité de ce commandement du Pape, avoit adressé à celui de Toulouse une expedition authentique de ce Bref avec ordre de la communiquer à celui de Paris. Cette invention nouvelle de publier des Bulles & des Brefs dans le Royaume contre les formes qui y avoient esté pratiquées jusqu'à present aussi bien que dans les estats voisins, luy paroissoit d'une si grande consequence, qu'il estimoit de son devoir d'en informer la Cour, afin que si ce bruit se trouvoit veritable il luy plût empêcher l'establisement d'une nouveauté dont les suites pouvoient estre si dangereuses, & particulièrement dans un temps où l'on voyoit paroître des Brefs si extraordinaires. Mais que la Prudence & la Justice de la Cour ne luy permettant pas d'agir sur des fondemens incertains, il la supplioit de vouloir bien, attendu l'absence du Provincial, mander le Superieur de la Maison Professe, les Recteurs du College & du Noviciat des Jesuites & le Procureur de la Province de Paris, pour rendre compte à ladite Cour en presence de luy Procureur General & de ses Collegues,

legues , de ce qu'ils sçavoient de ce bruit , afin que la Cour y pût pourvoir sur les conclusions qu'ils prendroient , après qu'ils auroient plus particulièrement este informez de la verité par ce moyen. Ledit Procureur General du Roy retiré , la matiere mise en deliberation. A esté arresté que le Superieur de la Maison Professe des Jesuites , les Recteurs du College & du Noviciat & le Procureur de la Province de Paris seront mandez de se trouver en la Cour Vendredy sept heures du matin , pour en presence des Gens du Roy estre oüys , & rendre compte de ce qu'ils sçavent dudit Bref du premier Janvier 1681. & des ordres que le Provincial a receus du General sur ce sujet. Et ce fait , y estre sur les Conclusions des Gens du Roy pourvu ainsi qu'il appar-tiendra. Fait en Parlement le 18. Juin 1681. Signé
DONGOIS.

~~~~~

## EXTRAIT DES REGISTRES de Parlement.

**C**E jour les Gens du Roy sont entrez en la Cour, & ont dit que le Pere de Verthamont Superieur de la Maison Professe des Jesuites de cette Ville de Paris , les Peres Deschamps & Dozaine Recteurs du College & du Noviciat , & le Pere Fallu Procureur de la Province de France estoient au Parquet des Huiffiers pour recevoir les ordres de la Cour suivant l'Arrest du dix-huitième de ce mois : & à l'instant lesdits Peres Jesuites mandez en presence des Gens

F

du Roy, Monsieur le premier President leur a dit. La Cour vous a mandez sur ce que le Procureur General du Roy luy a donné avis que v<sup>ost</sup>re General a depuis peu envoyé en France par l'ordre du Pape à quelques uns de vos Provinciaux un pretendu Bref pour le rendre public. Cette maniere toute opposée aux ordres du Royaume a toujours esté reprouvée avec scandale contre ses Auteurs, toutes les fois que l'on l'a voulu pratiquer. Il est étrange qu'un Prince qui n'a cessé de vaincre que quand il a voulu & que pour donner la paix à l'Europe, n'en puisse pas jouir, & qu'il n'y soit troublé que par les Principaux Ministres de la verité, quand il donne ses soins & ses tresors pour la destruction de l'Herésie : c'est un bon-heur que ce paquet soit tombé en des mains aussi retenues que les v<sup>ost</sup>res ; on ne surprend point v<sup>ost</sup>re sagesse, & l'on ne corrompt point v<sup>ost</sup>re fidelité. La Cour desire de Vous que vous luy fassiez le recit de ce qui s'est passé sur ce sujet.

Le Pere de Verthamont a dit que leur Provincial avoit reçu une Lettre de leur General du vingt-troisième Avril dernier, avec une copie en langue Italienne d'un ordre du Pape d'adresser au Provincial de Toulouse une copie en forme autentique du Bref de sa Sainteté du premier Janvier de l'année presente, touchant les Grands Vicaires establis dans le Diocese de Pamiez, le siege vacant ; & d'ordonner aux Jesuites de Toulouse & de Pamiez de declarer que ce Bref estoit veritable, & d'en adresser aussi une copie au Provincial de Paris afin de luy en faire

connoistre la verité. Et par cét ordre , le General est chargé de rendre compte à l'Assesseur de l'Inquisition des réponses qui luy seront faites. Que dans ce paquet il y avoit une copie non signée de ce Bref. Qu'il estoit de sa connoissance , que pour réponse à la Lettre du General , leur Provincial luy avoit entre autres choses écrit qu'il ne croyoit pas qu'aucun de sa Compagnie eût esté assez mal-heureux pour manquer au respect qu'ils devoient à sa Sainteté , comme il pouvoit aussi asseurer la Cour pour tous les Jesuites du Royaume qu'ils ne manqueroient jamais de fidelité & de zele pour le service du Roy.

Les Gens du Roy ont dit , Maître Denis Talon Advocat dudit Seigneur portant la parole. Messieurs , il paroist par ce qui vient d'estre dit , par le Supérieur de la Maison de saint Louis des Jesuites de cette Ville de Paris , que le General des Jesuites a reçu un ordre du Pape d'envoyer aux Provinciaux des Jesuites de Paris & de Toulouse une copie autentique d'un Bref datté du premier Janvier de la presente année , que l'on presuppose estre adressé au Chapitre de Pamiez & au Frere Cerle en qualité de Grand Vicair de Pamiez , le Siege vacant , & cela afin que les Jesuites de Toulouse & de Pamiez que l'on pretend avoir publié par tout que ce Bref n'étoit pas veritable , soient obligez de se retracter , d'avouer la verité du Bref , & de reconnoistre en mesme temps la faute qu'ils ont commise par une incredulité affectée , & l'on veut que le General rende compte à l'Assesseur de l'Inquisition des réponses

qui luy seront faites. Cet ordre qui ne paroist pas avoir de datte est accompagné d'une copie non signée du Bref, & d'une Lettre du General qui repete la même chose contenuë dans l'ordre du Pape. Il est aisé de connoistre par cette simple exposition du fait, que cette maniere de vouloir faire publier, & en quelque façon executer des Breffs dans le Royaume est nouvelle, contraire aux Loix de l'Estat, & d'une consequence dangereuse. Ce n'est pas seulement en France où les Breffs & les autres expéditions importantes de Cour de Rome ne peuvent se publier ny executer sans la permission du Roy. La même chose se pratique en Espagne & dans la plus part des autres pais où l'autorité du saint Siege est reconnue.

Le concert qui doit estre entre les deux Puissances, l'intérêt qu'ont les Souverains d'empescher qu'il ne vienne rien du dehors capable de troubler la tranquillité de leur Empire a rendu cet usage legitime & necessaire : mais cette sage precaution, qui nous dispense souvent d'entrer dans de plus facheuses contestations, demeureroit inutile si le détour que l'on a pris à Rome pour rendre public le Bref du premier Janvier estoit autorisé, parce qu'autant de fois qu'il se rencontrera des Bulles que l'on ne voudra pas recevoir dans le Royaume, & dont le Roy ne jugera pas à propos de permettre ny l'execution ny la publication, l'on se servira de l'entremise des Generaux d'Ordres qui resident la pluspart à Rome ; & le Pape par leur canal pretendra faire passer en France

tous les Decrets de l'Inquisition, & en un mot, toutes les entreprises que la Cour de Rome voudra faire sur nos libertez. Il est donc necessaire d'arrêter le cours d'une nouveauté si dangereuse, ce qui se peut faire avec d'autant plus de facilité qu'il n'est point en cela necessaire d'établir de nouvelles Loix ; il faut seulement ne se point dispenser de l'observation des anciennes Ordonnances, qui ne veulent pas que l'on exécute ny que l'on publie un Bref ou une Bulle de Rome sans la permission du Roy. Ce qui se fait en quelques Provinces avec tant d'exatitute, que mesme les simples signatures de Provisions de Benefices ne sont pas exemptes de cet ordre general, soit qu'elles viennent de Rome ou de La Legation d'Avignon. Ce que nous faisons en cette occasion pour l'intérêt public & pour le service du Roy, n'est pas que nous ayons à nous plaindre de la conduite des Jesuites, les reproches qu'ils reçoivent dans le billet escrit au nom du Pape & dans la lettre de leur General, leur doit parmy nous tenir lieu d'éloge, & sont des preuves certaines qu'ils ne se sont point écartez de leur devoir. Cependant comme ils auroient peut estre peine dans la suite à ne pas déferer aux ordres du Pape & de leur General, s'ils n'estoient informez combien cet ordre est contraire aux Loix du Royaume, il est juste de les secourir, & de les tirer de l'embarras où ils se trouvent par l'autorité de l'Arrest qui interviendra : mais si nous n'avons pas fait jusques icy des efforts pour empêcher que le Bref du premier

Janvier soit rendu public, si nous en avons regardé les exemplaires, qui ont esté répandus dans Paris, plutôt comme des libelles, que comme des copies d'un acte authentique; Ce n'a pas esté par crainte, mais par moderation, que nous avons voulu douter qu'ils soient veritables. Nous ne manquerons pas de remedes pour opposer à des entreprises de cette nature, lorsqu'il ne nous sera pas permis de les dissimuler, Nous mettrons tout en usage pour conserver la bonne intelligence qui doit estre entre le Roi & le Pape, entre le saint Siege & l'Eglise Gallicane, & quoi qu'il arrive nous ne romprons jamais de nostre part cette union sainte du Sacerdoce avec la Royauté, si neceßaire pour maintenir la splendeur de l'une & de l'autre Puissance, & pour conserver & accroistre la Religion. Mais nous ne souffrirons pas aussi que l'on nous impose un joug que nos Peres n'ont point porté, & que l'on aneantisse nos libertés, dont ils ont esté si jaloux. Nous n'approuvons jamais que l'on change l'ordre des Jurisdictions. Quand le Pape reçoit des appellations des Juge-mens Ecclesiastiques, il est obligé de nommer des Juges dans le Royaume pour les terminer, & il ne peut ny évoquer les affaires en premiere Instance, ny retenir à Rome la connoissance, soit de la validité des Elections, ou même des appellations des Sentences rendues par les Evêques ou par leurs Officiaux. Comme nous voulons religieusement observer le Concordat, & que nous tolerons les resignations en faveur, les preventions & les Annates, quoique con-

traires à l'ancienne discipline de l'Eglise ; Le Pape doit aussi l'exécuter de son côté dans les choses qui nous sont favorables , que nous ne regardons point comme des privileges que Rome nous ait accordez , mais comme l'exercice du droit commun , & comme le fondement de nos libertez : Et par là il est aisé de voir que ceux qui sont les Auteurs du Bref du premier Janvier , & de beaucoup d'autres qui ont paru sur cette matiere engagent le Pape dans des contestations plus capables de diminuer son autorité que de l'accroître , & semblent n'avoir d'autre but que de troubler la paix de l'Eglise. En effet , la Regale étant un des droits les plus éminens de la Couronne , comment peuvent-ils esperer que le Roy souffre jamais que cete illustre prérogative reçoive pendant son regne tant soit peu d'atteinte & de diminution ? Vos Registres nous apprennent que la Regale a esté toujours tellement considérée comme un droit de la Couronne inalienable & imprescriptible que le Roy François premier ayant laissé Madame Louise de Savoie sa mere , Regente dans le Royaume , & luy ayant , entre autres choses , donné pouvoir de conférer les Benefices vacans en Regale , elle fut obligée de renoncer à ce droit sur les remonstrances du Parlement , qui luy representa que le droit de conférer les Benefices en Regale estoit tellement attaché à la personne du Roy , qu'il ne pouvoit jamais ny le ceder ny le communiquer à personne. Le jugement des controverses particulieres ou generales qui naissent dans les matieres de Regale appartient , & a tou-

jours appartenu à cette auguste Compagnie , privati-  
 vement à tous les autres Tribunaux du Royaume.  
 C'est vous, Messieurs, qui avez jugé il y a plus de  
 soixante-dix ans, que la Regale s'étendait sur tous  
 les Evêchez sans aucune distinction , & les decla-  
 rations de mil six cens soixante-treize & mil six  
 cens soixante-quinze , n'établissent rien de nouveau,  
 & ne font autre chose que confirmer vostre Arrest ;  
 de sorte que nous osons dire que quelque grande  
 que soit l'autorité du Roy , il ne peut non plus re-  
 noncer à la Regale ny en tout , ny en partie, que dé-  
 truire la Loy Salique ou abandonner la Souveraine-  
 té d'une partie des Provinces qui composent la Mo-  
 narchie Françoisse ; & quelque soumission que nous  
 ayons pour ses volontez nous le supplirions plutôt  
 de nous décharger de l'exercice de nos charges , que  
 de souffrir que ce droit reçût la moindre diminution  
 par nos suffrages ou par nostre silence. Il ne faut  
 pas estre fort instruit dans nos maximes pour con-  
 noître que ce n'est pas à Rome que ces questions se  
 doivent agiter, & que tout ce qui s'est fait jusques  
 icy de la part du Pape ou de ses Officiers est égale-  
 ment insoutenable dans la forme & dans le fond ;  
 c'est en vain que l'on menace d'excommunication &  
 les Ecclesiastiques & mesme les Prelats du Royaume,  
 lors qu'ils ne déferent pas aveuglément à des Brefs  
 contraires à nos mœurs , & qui aneantiroient abso-  
 lument la puissance Episcopale si l'on en permettoit  
 l'exécution. Les appellations comme d'abus introdui-  
 tes pour maintenir la police de l'Eglise , & pour em-  
 pescher

pescher les usurpations des Officiers de Cour de Rome sur la jurisdiction temporelle & Ecclesiastique sont des moyens infailibles pour mettre à couvert tous les Sujets du Roy de ces censures que nos Ancestres ont méprisées & declarées abusives quand elles n'ont point eu de fondement legitime ; ainsi après avoir protesté comme nous faisons d'employer les moyens que nous jugerons les plus convenables pour arrester le cours de toutes ces nouveautez, & pour faire cesser des entreprises si prejudiciables à l'autorité du Roy & aux libertez de l'Eglise Gallicane. Nous requerons qu'il plaise à la Cour ordonner que la copie du Bref du premier Janvier dernier, le Memoire Italien envoyé au General des Jesuites, & la Lettre par luy écrite au Provincial de la Province de France seront mises au Greffe de la Cour, pour après en avoir pris communication requerir ce qu'il appartiendra ; que défenses seront faites au Provincial & à tous les Superieurs des Maisons des Jesuites de publier lesdits Breffs, Lettres & Memoires, & de rien faire en execution directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit, à peine d'estre procedé extraordinairement contre les contrevenans comme perturbateurs du repos public, & aussi à peine de décheance de la part de la Société, de tous les droits, privileges & prerogatives qui luy sont attribuez, tant par son établissement qu'autrement. Que pareilles défenses seront faites à tous les Superieurs, mesme à tous les particuliers des Communautéz Religieuses de publier ou executer au-

cune Bulle ou Bref qu'en vertu de Lettres Patentés bien & dûment verifiées en la Cour, & ce sous les mêmes peines ; & qu'à cet effet l'Arrest qui interviendra sur les presentes conclusions sera lu par tout où il appartiendra.

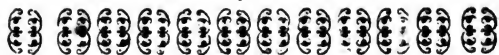
Monsieur le premier President a esté aux avis, & a prononcé. La Cour a ordonné que les copies des pretendu Bref, Memoire portant ordre du Pape & Lettre missive seront presentement mise au Greffe pour estre communiquées au Procureur General du Roy, & sur ses conclusions par écrit estre ordonné ce qu'il appartiendra. Et après l'Arrest prononcé, Monsieur le premier President a dit aux Jesuites ; La Compagnie m'ordonne de vous dire qu'elle est satisfaite de v<sup>re</sup>tre obeissance. Ils ont mis lesdites pieces sur le Bureau, & ensuite les Gens du Roy & eux se sont retirez.

Et depuis après avoir veu lesdites pieces & les conclusions prises par écrit par le Procureur General du Roy, par lesquelles il auroit requis que defenses fussent faites audit Provincial & autres de ladite Societé de publier ledit Bref, & les ordres reçus du Pape par le General de leur Compagnie, & de rien faire directement ou indirectement en execution. Que defenses fussent pareillement faites à tous Provinciaux, Superieurs & Particuliers de tous les Ordres Religieux de publier & d'exécuter aucuns Brefs ou Bulles du Pape, autres que les Brefs & Bulles qui regardent la discipline interieure & ordinaire de leurs Ordres qu'en consequence de Lettres

Patentes du Roy , enregistrées en la Cour , à peine d'estre procedé extraordinairement contre ceux qui y contreviendroient , & de décheance , à l'égard desdites Societé & Ordres de toutes les graces & privileges qui leur auroient esté accordez par le Roy. La matiere mise en délibération.

LA COUR , faisant droit sur les conclusions du Procureur General du Roy , fait défenses audit Provincial & autres de la Societé des Jésuites de publier lesdits Bref , & ordres reçus du Pape par le General de leur Compagnie , & de faire aucune chose directement ou indirectement en execution. Comme aussi fait tres-expresses inhibitions & défenses à tous Provinciaux , Superieurs & Religieux de tous les Ordres de publier & executer aucuns Brefs ou Bulles du Pape , autres que les Brefs & Bulles qui regardent la discipline interieure & ordinaire de leurs Ordres , qu'en consequence de Lettres Patentes du Roy enregistrées en la Cour , à peine d'estre procedé extraordinairement contre ceux qui y contreviendront & de décheance à l'égard desdites Societé & Ordres , de toutes les graces & privileges qui leur ont esté accordez par le Roy & les Roys ses predecesseurs. Fait en Parlement le vingtieme Juin mil six cens quatre vingt-un. Signé, DONGOIS.





PREMIER BREF DE N. S. P. LE PAPE  
INNOCENT XI.

Aux Religieuses de Charonne.

*Du septième Aoust 1680.*

INNOCENTIUS PP. XI.

*Dilecta in Christo Filie, Salutem & Apostolicam benedictionem. Allatum ad nos est, Monialem quamdam Cisterciensis seu alterius, non tamen vestri Ordinis, Mariam Angelicam le Maistre de Grandchamp nuncupatam, pretextu Regie nominationis ad perpetuam seu temporalem istius Monasterii Praefecturam: se in ejusdem possessionem effraetis violenter Claustrum vestri furibus, dum vos ad divinam opem implorandam, preces ad aram suppliciter funderetis, immisisse. Eam sanè ex hujusmodi facto cepimus intimi doloris amaritudinem, quam rei ipsius atrocitas & graue scandalum, quod ex inde profectum est, reposcebat; neque minori commiserationis sensu persecuti vos fuimus, qui cognitam & perspectam habemus pietatem atque egregiam disciplinam, quam, juxta instituti vestri praesertim in gratuità ac fidei puellarum instructione normam; tenetis: speramus non defutura vobis veriora solatia, à Patre misericordiarum, qui virtutem vestram ita exercet, & quasi per ignem probat, ut ornet & illustret magis, &*

ampliori mercede, suo tempore coronet. *Præcipimus interim vobis, ne præfata Maria Angelica ullum obedientiæ actum exhibeatis, aut quodquam faciatis quod trahi aliquo modo possit in approbationem & consensum eorum quæ hæc occasione à ququam sub quovis colore peracta, & patrata sunt, quæque nos Apostolicâ autoritate nulla atque irrita declaramus, & quatenus opus sit, cassamus; omniaque & singula tam à dictâ Mariâ Angelicâ quàm ab ejus fautoribus attentata annullamus, revocamus atque abrogamus: sed procedatis juxta Regularum vestrarum præscriptum, ad eligendam de gremio vestro Matrem Superiorissam triennem, ex charitate & prudentiâ, ut Monasterio vestro præesse cum laude possit. Ceterum mandamus, ut Sorores, seu Matres vestræ antiquæ Moniales dicti vestri Monasterii, quæ ausu temerario relegate asseruntur, ad vestrum Monasterium quando citius redeant, & inibi voce activâ & passivâ frui, potiri, & gaudere possint; vobisque & ipsis, totique Congregationi Beatae Mariæ Virginis instituti præfati servæ Dei Petri Fourier, & præsertim vestro Monasterio Pontificium nostrum patrocinium ex animo pollicemur; dum accuratis & jugibus precibus vestris necessitates Ecclesiæ, & nos ipsos commendamus, quibus Apostolicam benedictionem paternè impetitur. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris, die 7 Augusti 1680 Pontificatus nostri anno quarto. MARIUS SPINULA.*

Dilectis in Christo Filiabus Monialibus, seu  
G iij

Canonissis Regularibus Congregationis B. Mariæ Virginis nuncupatis, Monasterii loci de Charonne, Parisiensis Diocesis, Ordinis Canonico-  
rum Regularium sancti Augustini, Institutionis Servi Dei Petri Fourier.

ARREST DE LA COUR  
DE PARLEMENT,

Sur un Bref du mois d'Aoust 1680.

Du 24. Septembre 1680.

EXTRAIT DES REGISTRES  
de Parlement.

**C**E jour le Procureur General du Roy est entré en la Chambre, & a dit, Qu'il estoit obligé de porter ses plaintes à la Cour, d'un Bref qui a esté mis en ses mains, suivant les ordres du Roy, de la part des Religieuses établies à Charonne; par lequel nostre saint Pere le Pape croyant avoir esté informé que Sœur Marie Angelique Lemaistre s'est intrusé dans ce Monastere sous pretexte d'une nomination faite par le Roy de sa personne en qualité d'Abbesse; qu'elle y a esté introduite avec beaucoup de violence, & que l'on en a chassé quelques Religieuses, Sa Sainteté casse tout ce qui a esté fait en faveur de ladite Sœur Lemaistre par ceux qui luy donnent

protection , & tout ce qu'elle peut avoir fait de sa part comme Superieure de ce Monastere , & ordonne que les Religieuses procederont à l'élection de l'une d'entre elles pour Superieure Triennale , & que celles qui ont esté releguées y reviendront. Ces filles s'estant fait traduire le Bref par deux Notaires du Chastelet & le Vicair de Charonne , ont procedé sans aucune des formes portées par leurs Constitutions à l'élection de Sœur Catherine Angélique Levéque pour Superieure. Et le Roy en ayant esté informé , sa Majesté a fait défenses par un Arrest de son Conseil , d'exécuter cette prétendue élection , & ordonné que ce Bref seroit remis entre les mains de luy Procureur General , pour se pourvoir en la Cour , ainsi qu'il appartiendrait , sur l'inexécution des Constitutions Canoniques , & l'infraction des Libertez de l'Eglise Gallicane.

Qu'avant d'entrer dans la discussion des abus qui se rencontrent dans ce Bref , il ne sera pas inutile d'expliquer en peu de paroles quels sont les sentimens de la France touchant l'autorité legitime du saint Siege , le respect qu'elle luy porte , la maniere dont elle se défend contre les entreprises que la Cour de Rome fait ainsi de temps en temps sur sa liberté , & en quoy consiste ce que nous appellons ordinairement de ce nom.

L'attachement que nous avons toujours eu dans ce Royaume tres-Chrestien à conserver la pureté de la foy nous a inspiré beaucoup de veneration pour le saint Siege Apostolique : Nous l'avons regardé com-

mè le centre de l'unité & de la Communion Ecclesiastique , & nous avons toujours honoré ceux qui l'ont rempli comme les Chéfs visibles de l'Eglise & comme les Vicaires de JESUS-CHRIST; Nous avons reconnu en eux une puissance sans bornes pour l'édification , c'est à dire pour la conservation de la foy & de la discipline Ecclesiastique , suivant les Canons. Mais comme une longue & fâcheuse expérience nous a fait connoître trop souvent que l'élevation sur la Chaire de saint Pierre n'éteint pas toutes les passions , & ne guerit pas de toutes les faiblesses inseparables de la nature humaine, nous avons esté contraints de distinguer l'homme sujet à ses infirmités lors qu'il agit par ses mouvemens particuliers, d'avec le Pontife éclairé des lumieres du saint Esprit, lors qu'il suit les sentimens & les regles de l'Eglise universelle , à laquelle Dieu, fidelle en ses promesses , donne toujours son infallibilité.

Ces distinctions que nous avons éprouvé tant de fois nécessaires , ne sont pas des opinions particulieres à la France ny suspectes d'aucune nouveauté dangereuse ; Ce sont les maximes du saint Siege même , & si les Papes demandent à leurs predecesseurs les plus venerables par leur pieté & leur doctrine comment ils peuvent s'attirer le respect & la deference que l'on a eu pour eux ; saint Leon leur répondra que l'on ne peut estre beritier de la puissance de saint Pierre , si l'on ne l'est pas de sa justice. Celestin premier leur dira que leur grandeur dépend de leur soumission aux Canons de l'Eglise , & qu'ils ne peuvent  
commander

commander absolument aux hommes, que lors qu'ils obeiront exactement à ces saintes Regles, Dominetur nobis Regulæ, non Regulis dominemur

Les Gelase, les Gregoire & tous ceux qui ont mérité par leur piété & leurs lumieres de servir de modele à leurs successeurs, ne leur diront autre chose dans leurs ouvrages; & ils verront enfin le P. P. Zacharie nier qu'une dispense ait esté accordée par son Predecesseur, parce qu'elle est contraire aux Canons de l'Eglise, que le saint Siege suit toujours si exactement qu'il n'en sort aucune chose qui soit contraire à leurs dispositions. Ainsi lorsque des Bulles ou des Brefs détruisent des saintes Regles, ces grands Papes nous apprennent le jugement que nous en devons faire, & à ne pas reconnoître pour des ouvrages du saint Siege ce qui n'en porte pas le caractère véritable: Si Canones non custoditis & majorum vultis statuta convellere, non cognosco qui estis. Et nous les pouvons regarder comme des enfans supposés qui blessent la gloire & la grandeur d'une famille illustre, dans laquelle ils ont la temerité de se vouloir enter.

Voilà les fondemens solides de ce que les Docteurs Ultramontains appellent au moins nos privileges, & que nous exprimons ordinairement par ces mots de Liberté de l'Eglise Gallicane. Cependant ce ne sont ny privileges ny liberté; nous voulons observer les loix & non pas les enfreindre, & nous ne voulons point d'autre liberté que celle que JESUS-CHRIST a acquise par sa mort à son Eglise; Nous nous en te-

nous au droit commun étably par les Canons de l'Eglise universelle , auxquels le Pape est soumis , & comme particulier , & comme souverain Pontife , & par l'autorité desquels l'Eglise est gouvernée . & non pas par une Puissance Monarchique telle que les Princes de la terre la peuvent exercer dans leurs Etats. Voila toutes nos armes contre les entreprises du dehors , & contre le relâchement de la discipline Ecclesiastique au dedans.

Qu'après l'établissement de ces maximes generales dont les sources ne sçauroient estre suspectes à nostre saint Pere le Pape , il faut examiner les dispositions & le stile du Bref dont il se plaint , pour se déterminer ensuite selon les sentimens de ces grands Papes sur la maniere en laquelle nous sommes obligez de le recevoir. On suppose par ce Bref que Sœur Marie Angelique le Maisire , a esté introduite par violence dans le Monastere de Charonne , sans titre Canonique, sous pretexte d'une nomination du Roy, que l'on a eu la temerité d'en chasser d'anciennes Religieuses ; & ceux qui l'ont dressé après avoir représenté la vive douleur que sa Sainteté a conçue de ces nouvelles , dépeignent l'atrocité de ces faits , avec des paroles de fiel & d'absinte les plus ameres. Cependant il semble de la prudence , aussi bien que du devoir d'un Juge de suspendre sa douleur & de ne s'armer pas de cette sainte colere que Dieu luy permet d'avoir , jusques à ce qu'il ait esté informé de la verité par une procedure reguliere & par des voyes assurées : Mais comme la surprise dont on a

usé dans cette occasion envers nostre saint Pere le Pape , luy a persuadé que la relation de quelques personnes interressées suffisoit pour condamner Sœur Marie Angelique Lemaistre , M. l'Archevêque de Paris , enfin le Roy même , il est necessaire d'expliquer la verité que l'on a caché à sa Sainteté , & de faire voir par cette narration dans quels abysses on se precipite , toutes les fois que l'on ne suit pas les regles , qui seules peuvent soutenir nos pas vacillans , & nous conduire sans nous égarer dans la route que nous devons suivre.

A l'égard du titre & de l'introduction de Sœur Marie Angelique Lemaistre dans le Monastere de Charonne , on voit par une commission que M. l'Archevêque de Paris luy a donnée le huitième Novembre 1679. que les Religieuses de ce Convent estant dans une grande division , & les biens temporels en ayant esté si mal administrez que les dettes les surpassent de beaucoup , ce Prelat par une sage prévoyance , permise par les Regles de l'Eglise , pratiquée en plusieurs occasions , & necessaire dans les circonstances particulieres , a commis Sœur Marie Angelique Lemaistre Religieuse de l'Ordre de saint Bernard pour exercer la fonction de Superieure durant le temps qu'il jugeroit à propos , & tâcher d'y rétablir les desordres qu'avoit causé la mauvaise administration des Religieuses de la Maison , entre lesquelles aussi bien que dans les autres Monasteres du même Ordre de son Diocese , il n'y en avoit pas , à qui M. l'Archevêque de Paris crût pour lors en pou-

voir confier le soin. Il charge ensuite le feu *seur Formaget Vicegerent* de son Officialité d'aller mettre la dite *Sœur Marie Angelique Lemaistre* en possession de cette Superiorité, ce qu'il fait non seulement sans violence, mais même sans aucune opposition de la part des Religieuses, ainsi qu'il paroît par son procès verbal des dix-huit & vingt-deuxième jour du mois de Janvier dernier. Pour les Religieuses que l'on a osé releguer par une entreprise appelée temeraire, on voit encore par une Ordonnance renduë par M. l'Archevêque de Paris le douzième Decembre de l'an 1679. qu'ayant esté informé de ce que notwithstanding l'extrême pauvreté de ce Monastere; il y avoit quatre Religieuses Professes d'un Convent situé en Lorraine, lesquelles y pouvoient trouver leur retraite, au lieu d'estre à charge à celui de Charonne, qui avoit à peine dequoy entretenir les Religieuses qui y avoient fait profession, & que d'ailleurs elles avoient eu commerce durant la guerre avec les ennemis du Roy. Ce Prelat sur ces considerations donne des obediences à ces quatre Religieuses pour se retirer dans le Monastere, dont l'indulgence de ses predecesseurs les avoit laissé sortir sous pretexte de l'establisement de celui de Charonne.

Voilà la verité du fait, tel qu'il resulte de ces pieces, & dont on a caché au Pape les circonstances les plus importantes, à la place desquelles on a inventé les autres que nous voyons dans ce Bref; sa Sainteté a ignoré d'un costé la commission donnée seulement pour un temps à *Sœur Marie Angelique Le-*

maître par M. l'Archevêque de Paris , sur des motifs si legitimes , & l'obedience donnée à ces quatre Religieuses Lorraines sur des fondemens aussi raisonnables ; & elle a esté persuadée d'ailleurs , que ladite Sœur Lemaître n'avoit autre titre que la nomination du Roy , & que l'on avoit fait de grandes violences pour l'introduire dedans ce Monastere.

Le Vicair de JESUS - CHRIST ne pretendra pas sans doute surpasser ny même égaler les lumieres de celuy qu'il represente sur la terre , à Dieu ne plaise, que j'aye cette pensée criminelle de la pieté solide & sincere de nostre saint Pere le Pape ; mais je ne puis m'empescher de dire en general , que si Dieu pour instruire les hommes des regles qu'ils doivent garder dans la distribution de la Justice , a bien voulu avant de prononcer un jugement , descendre du Ciel pour examiner sur la terre ce qu'il sçavoit parfaitement ; ces hommes enveloppez d'erreurs & de tenebres dans quelque condition qu'ils se trouvent , doivent profiter de cette instruction pour aider la faiblesse de leurs lumieres par l'exatitudo de leurs soins , & suppléer au défaut de leurs connoissances par une exatle & scrupuleuse recherche de la verité. Les personnes que Dieu eleve sur la Montagne pour instruire & pour gouverner son peuple , sont encore plus obligees que les autres à prendre ces precautions , toutes leurs actions sont exposées à la veüe & en même temps à la censure de l'univers ; & ceux dont ils sont constituez Juges par leurs dignitez , jugent de leur conduite par la liberté , que toute

la puissance & la grandeur des Potentats de la terre ne scauroient étouffer ; ainsi tous leurs pas doivent estre certains , ils ne doivent marcher que sur la terre ferme , & ne commencer aucune chose , sans avoir les regles & la justice pour garants du succez de leurs entreprises : si l'on avoit bien voulu les suivre en cette occasion , & ne bâtir pas ainsi sur le sable , les Officiers du Pape auroient épargné à sa Sainteté un sujet legitime de douleur , d'avoir ainsi condamné par une fausse relation une Religieuse qui n'a fait en cette occasion qu'obeir aux ordres de M. l'Archevêque de Paris ; & ce Prélat qui a suivi ce que luy ont inspiré les regles de l'Eglise en faveur d'un Monastere ruiné de son Diocese.

La pieté de nostre Saint Pere le Pape , son zele pour la Foy , & pour la discipline de l'Eglise , la sainteté de ses mœurs , sa conduite uniforme & irréprochable , son desintéressement exemplaire , sa persévérance à renoncer à la chair & au sang , imprimant une grande veneration pour sa personne , feront en mesme temps regretter à tout le monde , qu'il ne luy plaise pas employer des personnes instruites des formes differentes qui s'observent dans les Royaumes Chrestiens ; mais beaucoup plus encore de ce qu'ayant toutes ces vertus particulieres des plus grands de ses Predecesseurs , il n'a pas jusques à cette heure imité la maniere respectueuse & efficace avec laquelle ces saints & sages Papes agissoient avec les grands Princes. On peut voir dans les Epistres de saint Leon , de saint Gregoire , & de plusieurs autres , comme ils

parlent aux Empereurs & à nos Rois , lors qu'ils implorent leur protection si neceffaire à l'Eglise , & lors mefme qu'ils fe plaignent des chofes qui bleffent la liberté Ecclefiaftique. Que fi ce grand faint Gregoire écrivoit , il y a près d'onze cens ans à l'un de nos Rois , que fa Couronne l'élevoit autant au deffus des autres Monarques , que leur Dignité les diftinguoit des autres hommes , comment doit-on traiter aujourd'huy un Prince dont les vertus heroïques , le zele pour la Foy , les Edits , les foins & les liberalitez pour achever d'éteuffer l'herese , la valeur dans la guerre , la juftice & la moderation dans la paix , élèvent encore davantage la gloire au deffus des autres Roys , que la noblefse & la grandeur de fon Royaume. Eft il de la prudence de bleffer pour une affaire legere , & fur de faux avis un grand & puiffant Roy , qui feul a le pouvoir auffi bien que la volonte de proteger utilement l'Eglise contre tous fes ennemis ; elle n'en doit parler que dans des termes dont le Pape Paul premier exprimoit autrefois fa reconnoiffance & fon refpect pour l'un de nos Roys : *Gloriofiffimus Rex per quem exaltata Dei Ecclefia triumphat , & fides Catholica ab hæreticorum telo illibata confiftit.*

*Ainsi l'Eglise Romane doit-elle refpecter l'heritier de ces Princes qui l'ont enrichi de tous les grands Etats qu'elle poffede & qui ont toujours servi d'azile & de protecteurs aux Papes perfecutez ; Ainsi devroit elle donner à ce Prince les noms illuftres de Fils Aîné de l'Eglise , & de Roy Tres-Chreftien , fi*

ses prédécesseurs qu'il surpasse par toutes les vertus réunies en sa personne n'avoient laissé des titres glorieux attachés à sa Couronne, comme les récompenses de leur piété, & des grâces qu'ils ont fait à l'Eglise. Cependant le Pape supposant que le Roy a nommé une Abbesse au Monastere de Charonne, qu'elle y a esté introduite sous ce pretexte, sans en faire aucune plainte au Roy, sans recourir à sa justice, sans s'informer des droits de sa Majesté, sa Sainteté commence par casser la nomination du Roy, & tout ce qui a esté fait par ceux qui ont donné protection à Sœur Marie Angelique Lemistre; entre lesquels, selon les termes de ce Bref, le Roy se trouve particulièrement compris. Il faudroit premierement examiner s'il y aura un Monastere à Charonne, ou si l'on le supprimera, ne pouvant pas apparemment subsister, & étant onereux à l'Eglise & à l'Etat, avant de discuter si la nomination d'une Abbesse appartient au Roy, ou si ce droit d'élire une Supérieure appartiendra aux autres Religieuses. Et s'il s'agissoit presentement des droits qui appartiennent au Roy en general sur les Abbayes de son Royaume, nous en trouverions les fondemens dans les temps de la premiere race de nos Rois, Nous verrions qu'ils en ont disposé sous la seconde en faveur de telles personnes qu'il leur a plu, lors qu'ils n'ont pas jugé à propos de permettre les élections, & que lors que les premiers Rois de la troisieme race qui regne presentement, les ont rétabli, ils s'y sont conserué des droits qui égaloient presque celui de Nomination

mination. Mais sans entrer dans l'explication d'un droit dont il n'est pas question, on peut s'assurer que le Roy n'entreprendra rien là-dessus qui ne soit juste, & sa Majesté a donné des preuves trop éclatantes de sa moderation dans des choses aussi importantes que celle cy est legere pour n'estre pas persuadé de cette verité. Et suppose même, ce qui n'arrivera pas, que le Roy nommast sans aucun droit, une Abbessé à un Monastere, le Pape qui selon le droit nouveau pourroit refuser des Bulles en cette occasion, pourroit-il casser un acte de cette nature ? Y a-t-il quelque raison, quelque pretexte, quelque exemple qui puisse autoriser une entreprise semblable ? Et sans s'étendre d'avantage là-dessus, il remarquera seulement que les Rois predecesseurs de sa Majesté, nommoient à des Prelatures de leur Royaume beaucoup plus importantes à l'Eglise de Dieu, plusieurs siècles auparavant que les Papes eussent seulement la pensée de donner des Bulles à ceux qui en estoient pourvus.

Passant à la dernière partie des abus qui se rencontrent dans ce Bref, il faut considerer que l'Eglise dans son établissement a voulu que chaque Evêque exerçât dans son Diocese cette partie de l'Episcopat universel qui luy est confiée, & que les causes fussent jugées dans les lieux où elles naissent ; Suivant la police de l'Empire, elle a établi divers degrez de Jurisdiction, suivant lesquels les appellations des Evêques ressortissent devant les Metropolitains, celles que l'on interjette de ce second Tri-

banal vont aux Primats, & celles de leurs jugemens vont enfin devant le Pape. L'experience a fait connoître combien cette subordination estoit necessaire pour la conservation de la discipline Ecclesiastique, & que comme il ne falloit pas souffrir que les inferieurs la violassent pour se soustraire à l'autorité legitime de leurs Superieurs, aussi il ne devoit pas estre permis à ceux-cy, d'entreprendre sur la jurisdiction des autres que les Regles de l'Eglise leurs avoient soumis.

C'est dans cette pensée que l'un des plus sages & des plus saints Papes regardoit le maintien de cet ordre comme l'une des principales obligations du Chef de l'Eglise, & l'infraction d'une regle si sage comme la ruine & la confusion de la discipline Ecclesiastique. Nam si sua, disoit il, unicuique jurisdictio non servetur, quid aliud nisi ut per nos per quos Ecclesiasticus ordo custodiri debet, confundatur? L'Eglise de France a toujours observé ces Reglemens, elle a résisté courageusement aux entreprises que la Cour de Rome a fait depuis quelques siècles pour l'assujettir comme d'autres à sa jurisdiction immediate. La protection de nos Roys & la fermeté de cette Compagnie pour la conservation des Canons, que l'on appelle ordinairement nos libertez, l'en a garenty. Dans la suite, la Pragmatique sanction, & le Concordat fait entre Leon X & François I. ont conservé cet ancien droit par les Chapitres intitulez, des Causes & des Appellations; en sorte que le Pape ne peut exercer aucune jurisdiction dans le Royaume,

qu'en cas d'appel , & par des Commissaires que sa Sainteté doit nommer sur les lieux : nous vivons derriere ces boulevars , à couvert des incommoditez qui suivent une jurisdiction étrangere , & le Pape selon les regles qu'il est obligé d'observer aussi-bien que nous , ne sçauroit connoître en premiere instance d'une cause née dans le Diocese de Paris , sans qu'il y ait eu un appel interjetté , jugé à Lyon , & porté ensuite devant sa Sainteté. La lecture de ce Bref donné par le seul mouvement du Pape , ce que nous avons toujours reproché en France , sans adresse à l'Ordinaire ou à son Supérieur en cas de suspicion pour l'exécuter , sans qu'il y ait eu aucun appel interjetté de l'Archevêque de Paris , ny aucune Sentence rendue à Lyon sur ce sujet , dont on eût porté l'appel à Rome , enfin la qualité du Pape qui le donne , quoy qu'il ne puisse exercer par luy-même aucune jurisdiction dans le Royaume , mais seulement par des Commissaires François , toutes ces choses n'en justifient que trop les abus. Et quand nos mœurs & les exemples des autres pays sujets en premiere instance à ce Tribunal ne nous en donneroient pas une juste apprehension , ce Bref par lequel le Pape condamne une Religieuse innocente , un Archevêque considerable par la dignité de son Siege , par ses qualités eminentes , & par la confiance dont il plaist au Roy de l'honorer depuis plusieurs années , enfin le Roy même , & tout cela sans les entendre , ce Bref tout seul ne suffiroit-il pas pour nous inspirer une crainte raisonnable de ce joug , & pour nous obliger

d'employer toutes nos forces pour nous en garentir ? En effet sous cette servitude que deviendrait la Hiérarchie de l'Eglise & la juridiction ordinaire des Evêques successeurs des Apostres , & qui ont reçu de Dieu la puissance de lier & de délier ; Erras, disoit saint Bernard au Pape Eugene , si ut summam ita & solam institutam à Deo vestram Apostolicam potestatem existimas : les puissances ont la même origine , elles ne diffèrent que par leur subordination , & l'on ne pourroit pas détruire celle des Evêques , que celle du Pape , quoy que plus élevée , ne courût en peu de temps une fortune semblable. A quel esclavage , à combien de surprises & d'injustices serions nous assujettis , si après une affiche tout au plus au Champ de Flore nous nous trouvions condamnés par un Tribunal qui juge ainsi sans connoître la vérité , qui condamne sans entendre , & qui n'observe aucune des formalitez qui peuvent donner quelque sécurité à l'innocence de ceux qui y seroient soumis ? Nous ne verrons pas arracher sous le regne du plus grand de nos Roys cette haye salutaire plantée entre le Sacerdoce & l'Empire , que les predecesseurs de sa Majesté ont cultivé si soigneusement , & dont ils ont confié la garde à cet illustre Parlement , toujours également zélé pour la défense de ces bornes que nos peres ont posées , & qui ont si souvent arrêté les entreprises de la Cour de Rome ; personne n'est plus intéressé à observer exactement le Concordat , que les Officiers de cette Cour , qui y trouvent de si grands avantages. Nos Roys n'avoient besoin que du droit

Et de la possession de leurs predecesseurs , pour nommer aux grandes Prelatures de leur Royaume : les anciens Canons de l'Eglise estoient plus favorables à la juridiction des Ordinaires , & les autres sujets du Roy n'avoient rien à desirer que l'observation de ces anciennes regles. La Cour de Rome au contraire jouit paisiblement depuis ce temps de plusieurs droits que nous n'avions pas approuvées auparavant dans le Royaume ; c'est donc à elle à faire là-dessus les reflexions qu'elle vudra ; & pour nous inviolablement attacher aux Regles de l'Eglise, nous conserverons le respect que nous devons au saint Siege. Nous reconnoissons toujours comme notre Pere commun le souverain Pontife qui le remplit ; mais il faut qu'il nous traite comme des enfans legitimes , & non pas comme des esclaves : nous conserverons religieusement tous ses droits établis par les Loix Canoniques ; mais il faut qu'il nous laisse jouir de la liberté raisonnable qu'elles nous donnent. Que si le Pere commun qui doit instruire ses enfans à suivre ces saintes regles , leur donnoit l'exemple de les violer , il y auroit grand sujet de craindre qu'ils n'oubl'assent en peu de temps l'obeissance qu'ils luy doivent , après avoir oublié celle qu'ils sont obligez de rendre aux Canons, dont ses Predecesseurs ont fait gloire d'estre les gardiens & les executeurs. Enfin la Cour de Rome peut s'assurer de trouver une resistance vigoureuse dans ce Royaume , lors qu'elle attaquera ainsi nostre liberté , & que sans manquer au respect que nous devons au S. Siege & à la per-

sonne du Pape, tous les François seront étroitement unis pour conserver sous la protection du Roy la même liberté que nos predecesseurs ont si bien maintenu par leur application à s'instruire, & leur fidelité à suivre exactement les anciens Canons de l'Eglise.

Qu'après avoir ainsi justifié que ce Bref est abusif par l'obreption & la subreption qu'il a remarqué ; après avoir montré qu'il est contraire aux principes de la justice naturelle ; rendu sans connoissance & sans aucune forme , contraire au respect dû au Roy & à la disposition des Canons de l'Eglise & du Concordat ; il y a sujet d'esperer de la pieté & de la justice du Pape ; qu'il punira severement ceux qui ont eu part à la surprise qui a esté faite à sa Sainteté, & qu'il dira de nous ce que l'un de ses Predecesseurs écrivoit à un Archevêque de Ravenne : Je ne trouve pas mauvais que vous n'ayez pas obéi à ce qui m'a été suggeré par de mauvaises voyes. Cependant pour apporter à un mal si pressant, & dont les consequences sont si grandes & si dangereuses , les remedes qui dépendent de son ministere ; Requeroit qu'il y fût pourvû, suivant les Conclusions par luy prises.

Ledit Procureur General retiré ; Ven aussi ledit Bref, signé, Marius Spinola, donné à Rome, le 7. Aoust 1680. sous l'Anneau du Pécheur, adressé aux dites Religieuses ; par lequel nostre S. P. le Pape ayant été informé que Sœur Marie Angelique Lemaitre de Grandchamp Religieuse de l'Ordre de Cîteaux, auroit esté introduite avec beaucoup de violence dedans ce Monastere, sous pretexte de la nomination faite

par le Roy, de sa personne, pour en estre Superieure, & que l'on avoit chassé quelques Religieuses; Sa Sainteté de son propre mouvement, & sans en estre requis par personne, fait deffenses ausdites Religieuses d'obeir à ladite Sœur M. A. Lemaistre de Grandchamp, casse tout ce qui a esté fait en sa faveur par ceux qui luy donnent protection, & tout ce qu'elle peut avoir fait de sa part: ordonne que lesdites Religieuses procederont à l'élection de l'une d'entre elles, pour Superieure: & que les Religieuses anciennes qui en ont esté chassées, y retiendroient pour y avoir voix active & passive. Commission donnée par l'Archevêque de Paris le huitième Novembre 1679. à ladite Sœur M. A. Lemaistre de Grandchamp, pour regir ledit Monastere au temporel & spirituel, ainsi & pendant le temps qu'il seroit par luy ordonné, suivant toutefois les Regles & Constitutions de ladite Maison & Congregation, attendu le desordre qui estoit dans ledit Monastere, & que dans la division des Religieuses, non plus que dans les Convens du même Ordre, ledit Archevêque n'avoit trouvé aucune Religieuse à laquelle il pût confier ce soin. Procez verbal des 18. & 22. Janvier dernier, par lequel M<sup>r</sup> Jean Formaget Vicergerent de l'Officialité de Paris auroit mis ladite Sœur M. A. Lemaistre de Grandchamp en possession de la Superiorité de ladite Maison, sans aucune fracture de portes, & sistance ny opposition desdites Religieuses. Obédience donnée le 12. Decembre 1679. par ledit Archevêque de Paris à Sœur Louise F. P. Journée, Elizabeth Mer-

cier, Catherine Vignet, & Marie Claude Doyen, Professes du Convent des Religieuses de la Congregation de saint Nicolas au Diocese de Thoul en Lorraine, pour s'y retirer à la décharge du Monastere de Charonne, & attendu que l'on avoit eu avis que lesdites Religieuses avoient eu commerce durant la guerre avec les ennemis du Roy. Aste du 10. de ce mois, par lequel lesdits Lange & Donc Notaires au Chastelet, s'étant transportez audit Monastere de Charonne, y ont fait ouverture, traduction & lecture dudit Bref ausdites Religieuses, assistées de Maître Estienne Huet Prestre Vicair de l'Eglise Paroissiale de Charonne, & signifié ensuite ledit Bref & l'élection pretendue faite en consequence de la personne de Sœur Angelique Catherine Levêque pour Supérieure, à ladite Sœur Marie Angelique Lemaître. On y le rapport de Maître Estienne Daurat Conseiller: la matiere mise en déliberation.

LA COUR a receu le Procureur General du Roy appellant comme d'abus dudit Bref, luy permet de faire intimer qui bon luy semblera, pour proceder sur ledit appel, sur lequel les Parties auront audience au lendemain de la saint Martin. Cependant fait défenses ausdites Religieuses de Charonne, & à toutes autres personnes d'obeir audit Bref, & de l'executer, & tout ce qui a esté fait en consequence: Ordonne que la Commission donnée par l'Archevêque de Paris à ladite Sœur Marie Angelique Lemaître de Grandchamp, sera executée: Enjoint ausdites Religieuses de Charonne de luy obeir, & de la reconnoître

noître, ensemble les Officières par elle commises, pour  
legitime Superieure & Officières dudit Monastere,  
sans prejudice à elles de se pourvoir pardevant l'Ar-  
chevêque de Paris, ou autres voyes de droit, ainsi qu'el-  
les verront bon estre: Que Maître Estienne Huet  
& lesdits Lange & Donc Notaires au Chastelet  
seront ajournez à comparoir en la Cour pour répon-  
dre aux Conclusions que le Procureur General du  
Roy voudra prendre contre eux: Qu'il luy sera déli-  
vré Commission pour faire informer contre ceux qui  
ont fait venir de Rome leait Bref, & l'ont porté  
audit Convent: Que le Roy sera informé de la qualité  
& des dispositions dudit Bref, & supplié d'appor-  
ter par son autorité les remedes necessaires pour em-  
pêcher les suites d'une entreprise si prejudiciable aux  
droits de sa Couronne, à la Jurisdiction des Ordi-  
naires, & à la liberté de tous ses Sujets: & que  
lesdites Religieuses du Monastere de Charonne seront  
tenuës de mettre au Greffe de La Cour dans quinzai-  
ne un estat des biens, revenus, dettes & charges du-  
dit Monastere, pour, ce fait & communiqué au Pro-  
cureur General du Roy, estre ordonné ce qu'il ap-  
partiendra. Fait en Parlement en vacations, le vingt-  
quatrième Septembre mil six cens quatrevingt. Signé,  
DONGOIS.



## SECOND BREF DE N. S. P. LE PAPE

INNOCENT XI.

Aux Religieuses de Charonne.

*Du quinzième Octobre 1680.*

INNOCENTIUS PAPA XI.

*D*ilecta in Christo Filia, salutem & Apostolicam benedictionem. Libenter cognovimus, quæ vos, acceptis Litteris nostris septimâ Augusti datis, pro tuendâ præclari Ordinis, atque instituti vestri disciplinâ, non minùs prudenter, quàm piè & fortiter egistis, eligendo meliori, quâ per rerum & temporis difficultates vobis licuit. formâ: & inhaerendo, quoad etiam fieri potuit, regularum Ordinis vestri, & votorum à vobis emissorum præscripto, Matrem Superiorissimâ Triennalem. ac sanè sicuti nos non dubitavimus, quin invidetæ constantia vestra, in tot molestiis ac vexationibus, propter justitiam ferendis, secundus rei exitus, Dei adjutrice gratiâ responderet: ita sperare nunc juvat, Cisterciensem illam, seu alterius, non tamen vestri Ordinis Monialem, Mariam Anglicam Lemaistre de Grandchamp, quæ tam sæpe tempestatis autor fuit, cum tamen ex votorum suorum debito, neque extra claustra Monasterii suæ professionis vagari, & multò minùs in vestrum Monasterium disparis habitûs, ac professionis, se violenter

intrudere debuisset; nunc tandem suscepta impietatis  
 puto, & el divina ultionis meum & ex-emplo deter-  
 ritam, ab incepto destitutam; neque fautores ejus,  
 qui similia audentibus resistere videntur, castius  
 in posterum quietem vestram, & Monasterii disci-  
 plinae regulas, orationemque turbare. Ut autem omnis eis  
 occasio, ac pretextus novarum molestiarum subtraha-  
 tur: cum ad aures nostras pervenerit, non deesse, qui  
 electionem à vobis bonâ fide factam, invalidam, ac  
 nullam esse contendant, quasi ommissa fuerint aliqua  
 solemnitates, quæ tamen vel ex casu necessariae non  
 non erant, & vel ab aliqua necessitate, aut periculo, ju-  
 stam habebant excusationem; nos omnes & singulas  
 omissiones, & ætiorum præfatae intrusionis modum  
 pro expressis habentes, eandem electionem ab om-  
 ni, & quocumque defectu etiam substantiali, si quis  
 in eâ intervenerit, Apostolicâ autoritate sanamus &  
 confirmamus; vel etiam, quatenus opus sit, dilectam  
 in Christo filiam Catharinam Angelicam Letæque,  
 quam in vestram Matrem Superiorissam Triennalem  
 elegistis, ex integro pro hac vice ad triennium pro-  
 ximum eligimus, & in eo munere juxta instituti  
 vestri regulas vobis præesse volumus, & mandamus:  
 propterea monere debetis, eâ tamen, quâ prædix-  
 istis charitate, præfatam Mariam Angelicam, tanto  
 cum scandalo isthic intrusam, ut si corde indurato ad-  
 huc è vestro Monasterio non recessit, sub indignatio-  
 nis nostræ, & aliis arbitrio nostro pœnis, nullâ in-  
 terpositâ morâ discedat, & ad claustra illius Ordinis  
 redeat, in quo legitimè professam constet. Divinam

*interim bonitatem impensè precamur, ut assiduo sue gratiæ incremento, in spectata fidei & constantiæ virtute vos roboret, omniæque velit vobis atque universo Ordini vestro feliciæ evenire; quibus nos Apostolicam benedictionem intimæ paternæ charitatis affectu impertimur. Datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die 15. Octobris 1680. Pontificatus nostri anno quinto.*

MARIUS SPINULA.

\*\*\*

## ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT,

Sur le susdit Bref du mois d'Octobre 1680.

Du 4. Decembre 1680.

### EXTRAIT DES REGISTRES de Parlement.

*VEU* par la Cour la Requête présentée par le Procureur General du Roy, contenant qu'il y avoit eu lieu d'esperer que les reflexions que la justice & la prudence de nostre saint Pere le Pape luy feroient faire sur les dispositions & sur le succez du Bref adressé par sa Sainteté aux Religieuses de Charonne le 7. Aoust dernier, le délivreroient de la nécessité de renouveler les plaintes qu'il a esté obligé de faire : Neanmoins que nostre saint Pere le Pa-

pe ayant appris que ces Religieuses avoient élu Sœur Catherine Angelique Levêque pour leur Supérieure, sans observer les formalitez prescrites par leurs Constitutions, sa Sainteté auroit confirmé cette élection par un Bref du quinzième Octobre dernier, suppleant par son autorité à tous les défauts qui s'y rencontrent, & élisant Elle-même autant que besoin seroit, cette Religieuse pour Supérieure de ce Monastere. Que si le Pape avoit ainsi confirmé une élection dont sa Sainteté auroit droit de connoître, il laisseroit à ceux qui pourroient y avoir quelque interest particulier à se plaindre de n'avoir pas esté entendus, & à dire qu'il ne paroist pas même dans ce Bref, que l'on en ait présenté le Procez verbal à sa Sainteté: D'ailleurs en l'état où l'on pretend que les dettes de ce Monastere l'ont réduit, aussi bien que quelques autres du Diocèse de Paris, le choix d'une Supérieure, pour le temps que la justice due à ses creanciers le peut laisser subsister, ne seroit pas assez important à la discipline reguliere, pour l'obliger à prendre beaucoup de part aux contestations qui pourroient arriver sur ce sujet. Mais comme le Pape en confirmant cette élection de la Supérieure d'un Monastere soumis immédiatement à l'Archevêque de Paris, renverse l'ordre que l'Eglise a si sagement établi pour les Jurisdictions Ecclesiastiques, & que de Supérieur des Prelats de ce Royaume, comme nous le reconnissons, il pretend devenir Ordinaire dans leurs Diocèses; & que d'autre part ce supplément de tous les défauts qui se rencontrent dans cet acte, ne peut

être que l'effet de cette puissance absolue, à laquelle les flatteurs de la Cour de Rome ne donnent point d'autres bornes, que la volonté de celui qui l'exerce, mais que nous ne reconnissons qu'autant qu'elle demeure dans son cours ordinaire, & que les Souverains Pontifes se contentent d'en user suivant les Canons reçus dans ce Royaume, & non pas pour les détruire, en confirmant ainsi des choses si contraires à leurs dispositions. Le Procureur General du Roy est obligé par le devoir de sa Charge, de supplier la Cour d'employer l'autorité qu'il a plû au Roy de luy confier, pour arrêter ces procédures, dont les exemples pourroient être si prejudiciables à l'Estat, dans des occasions aussi importantes, que celle dont il s'agit est legere, & qui sont en elles-mêmes si fort opposées aux Decrets des Conciles, aux dispositions du Concordat, qui est un titre commun au saint Siege & à ce Royaume, aux sentimens qu'ont eu avec les Peres de l'Eglise, les plus grands & les plus éclairés des Papes, sur l'autorité legitime des Prelats ordinaires, & à la reconnaissance que plusieurs d'entre eux en ont bien voulu faire en des occasions tres-celèbres, lors qu'ils se sont trouvez dans leurs Diocèses; requeroit être reçu appellant comme d'abus dudit Bref du 15. Octobre dernier, en adherant à ses premières appellations, le tenir pour bien relevé: Luy permettre de faire intimer qui bon luy semblera sur son appel, sur lequel les Parties auront audience, & cependant faire défenses de l'exécuter, & à ladite Sœur Catherine Angelique Lortéque de faire aucu-

nes fonctions de Superieure dans ledit Convent de Charonne, & aux Religieuses & toutes autres personnes de la reconnoître en cette qualité ; luy permettre de faire informer pardevant l'un des Conseillers en la Cour contre ceux qui ont écrit en Cour de Rome , pour y obtenir ledit Bref , & qui l'ont porté audit Monastere : pour , ce fait & à luy communiqué , estre procedé ainsi qu'il appartiendra : On y le rapport de Maître Estienne Baudouin Conseiller. Et tout considéré.

LA COUR a receu & reçoit le Procureur General du Roy appellant comme d'abus dudit Bref du 15 Octobre dernier , en adherant à ses premieres appellations , le tient pour bien relevé ; luy permet de faire intimer qui bon luy semblera sur son appel , sur lequel les Parties auront audience ; Et cependant fait défenses de l'executer , & à ladite Sœur Catherine Angelique Levéque de faire aucunes fonctions de Superieure dans ledit Convent de Charonne , & aux Religieuses & toutes autres personnes , de la reconnoître en cette qualité , luy permet de faire informer pardevant le Conseiller Rapporteur contre ceux qui ont écrit en Cour de Rome , pour y obtenir ledit Bref , & qui l'ont porté audit Monastere : pour , ce fait , rapporté & communiqué au Procureur General du Roy , estre procedé ainsi qu'il appartiendra. Fait en Parlement le quatrième Decembre 1680. Signé, DONGOIS.

BREF DE N. S. PERE LE PAPE  
INNOCENT XI.

Portant la Censure de l'Arrest du Parle-  
ment de Paris du 24. Septembre 1680.

*Du 18. Decembre 1680.*

INNOCENTIUS PP. XI.

Ad perpetuam rei memoriam.

**C**UM ad Apostolatûs nostri notitiam pervenis-  
sent quedam folia Gallico idiomate Typis impres-  
sa, sub titulo, Arrest de la Cour du Parlement  
sur un Bref du mois d'Aoust mil six cens qua-  
tre-vingt, du 24. Septembre 1680. in vulgus cir-  
cumferri: Nos quamplures ex Venerabilibus Fratri-  
bus nostris S. R. E. Cardinalibus, aliosque in sacra  
Theologia Magistros ad illorum examen delegimus:  
qui post maturam eorumdem foliorum discussionem,  
quid sibi eâ super re videretur, Nobis retulerunt.  
Auditis itaque memoratorum Cardinalium, & in sa-  
crâ Theologiâ Magistrorum sententiis, motu pro-  
prio, ac ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione no-  
stris, deque Apostolica potestatis plenitudine, folia  
predicta, tam impressa, quàm etiam manuscripta le-  
gi, seu retineri tenore presentium prohibemus, illo-  
rumque impressionem, descriptionem, lectionem, re-  
sentionem

*tionem & usum omnibus & singulis Christi fide-  
 bus, etiam specificâ & individuâ mentione & ex-  
 pressionem dignis, sub pœnâ excommunicationis per  
 contrascentes ipso factò, absque aliâ declaratione in-  
 currendâ; à quâ nemo à quâquam præterquam à Nobis,  
 seu Romano Pontifice pro tempore existente, nisi in mor-  
 tis articulo constitutus, absolutionis beneficium valeat  
 obtinere, omnino interdiciamus. Volentes & autorita-  
 te Apostolicâ mandantes, ut quicumque folia hujus-  
 modi penès se habuerint, illa statim atque præsentem  
 Litteræ eis innotuerint, locorum Ordinariis, vel hæ-  
 retice pravitatis Inquisitoribus tradere atque consi-  
 gnare teneantur: Hi verò ea sibi sic tradita illicitè  
 flammis aboleri curent: in contrarium facientibus non  
 obstantibus quibuscumque. Ut autem eadem præsen-  
 tes Litteræ ad omnium notitiam facilius perveniant,  
 nec quisquam illarum ignorantiam allegare possit, vo-  
 lumus & autoritate præfatâ decernimus, ut illæ ad  
 valvas Basilicæ Principis Apostolorum, & Cancellariæ  
 Apostolicæ, & in acie campi Floræ de Urbe, per aliquem  
 ex Cursoribus nostris, ut moris est, publicentur, illa-  
 rumque exempla ibidem affixa relinquantur; & sic  
 publicata omnes & singulos quos concernunt, perin-  
 de afficiant, ac si unicuique illorum personaliter noti-  
 ficata & intimata fuissent: utque ipsarum præsen-  
 tium Litterarum transumptis, seu exemplis etiam  
 impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis,  
 & sigillo personæ in dignitate Ecclesiasticâ constitutæ  
 munitis, eadem prorsus fides tam in judicio quàm ex-  
 tra illud ubique locorum habeatur, quæ eisdem præ-*

*sentibus haberetur , si forent exhibita vel ostensa.  
Datum Romæ apud sanctum Petrum , sub Annulo  
Piscatoris , die 18. Decembris 1680. Pontificatus no-  
stri anno quinto.*

J. G. SLUSIUS.

Die 21. Decembris 1680. supradictæ Litteræ  
Apostolicæ affixæ & publicatæ fuerunt ad val-  
vas Basilicæ Principis Apostolorum , Palatii S.  
Officii , & in Acie Campi Floræ , ac in aliis  
locis solitis & consuetis urbis , per me Fran-  
ciscum Perinum SS. D. N. PP. & sanctissimæ  
Inquisitionis Cursorem.

*Romæ Typis Reverendæ Camera Apostolicæ 1680.*

\*\*\*

## ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT,

Sur une Feuille imprimée à Rome, en forme de  
Bulle de nôtre saint Pere le Pape ,  
du 18. Decembre dernier.

*Du 24. Janvier 1681.*

## EXTRAIT DES REGISTRES de Parlement.

**C**E jour les Gens du Roy sont entrez , & ont  
dit , Maître Denis Talon Avocat dudit Seigneur  
Roy , portant la parole : Qu'ils ont eu avis qu'il se

debite en cette ville de Paris une feuille imprimée à Rome, en forme de Bulle de nôtre saint Pere le Pape, dattée du dix-huitième Decembre dernier, au sujet de l'Arrest rendu en la Cour en la Chambre des Vacations, le vingt-quatrième Septembre precedent; Requerant y estre pourvû : eux retirez, veu ladite Feuille imprimée en forme de Bulle, la matiere mise en deliberation.

LA COUR fait défenses à toutes personnes d'imprimer, copier, debiter, lire, & retenir ladite Feuille imprimée en forme de Bulle. Enjoint à tous ceux qui en ont des exemplaires, de les apporter au Greffe de ladite Cour pour estre supprimez: Et sera le present Arrest leu, publié & affiché par tout où besoin sera. Fait en Parlement le 24. Janvier 1681. Signé, DONGOIS.



BREF DE N. S. PERE LE PAPE  
INNOCENT XI.

Portant condamnation du Livre des Causes  
Majeures , composé par le sieur Gerbais  
Docteur de Sorbonne.

Du 18. Decembre 1680.

INNOCENTIUS PP. XI.

Ad perpetuam rei memoriam.

*C*UM, sicut accepimus, liber quidam cui titulus: Dissertatio de Causis Majoribus, ad Caput Concordatorum de Causis: Autore Joanne Gerbais, Doctore Parisiensi, Socio Sorbonico, &c. Lutetiae Parisiorum ex Typographiâ Francisci le Cointe, anno 1679. impressus, & in lucem editus fuerit: quo doctrina schismatica, & de heresi suspecta, & sanctæ Sedi injuriosa traditur. Nos pro commissâ nobis ab æterno Pastore gregis sui curâ, Dominicas oves, quantum nobis ex Alto conceditur, à noxiis præservare cupientes, auditis quamplurimum ex Venerabilibus Fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus, aliorumque in sacrâ Theologiâ Magistrorum ad examen dicti Libri à nobis delectorum sententiis, motu proprio, & ex certâ scientiâ & maturâ deliberatione nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudi-

ne, *Librum prædictum tenore præsentium damnamus & reprobamus; ac legi seu retineri prohibemus: ipsiusque Libri impressionem, descriptionem, lectionem, retentionem & usum omnibus & singulis Christi fidelibus, etiam specificâ & individuâ mentione & expressione dignis, sub pænâ excommunicationis per contrafacientes, ipso facto, absque aliâ declaratione incurrendâ; à quâ nemo à quoquam præterquàm à nobis, seu Romano Pontifice pro tempore existente, nisi in articulo mortis constitutus, absolutionis beneficium obtinere valeat, omninò interdiciamus: Volentes, & autoritate Apostolicâ mandantes, ut quicumque librum hujusmodi penès se habuerint, illum statim atque præsentem Litteræ innotuerint, locorum Ordinariis vel hæreticæ pravitatis Inquisitoribus tradere atque consignare teneantur: hi verò exemplaria sic tradita illicò flammis aboleri curent; in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Ut autem eadem præsentem Litteræ ad omnium notitiam faciliùs perducantur, nec quisquam illarum ignorantiam allegare possit, volumus, & autoritate prædictâ decernimus, illas ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum, ac Cancellariæ Apostolicæ, & in Acie Campi Floræ de Urbe per aliquem ex Cursoribus nostris, et moris est, publicari, illarumque exemplaribus affixa relinqui: Sic verò publicatas, omnes & singulos quos concernunt, perindè afficere, ac si unicuique illorum personaliter notificatæ & intimatæ fuissent: ipsarum autem præsentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis, manu alicujus*

*Notarii publici subscriptis & sigillo persona in Ecclesiasticâ dignitate constituta munitis, eamdem prorsus fidem, tam in judicio, quàm extra illud, ubique locorum haberi, quæ haberetur eisdem presentibus, se exhibita forent vel ostensa. Datum Roma apud sanctum Petrum, sub Annulo Piscatoris, die 18. Decembris 1680. Pontificatus nostri anno quinto.*

J. G. SLUSIUS.

Die 19 Decembris supradictæ Litteræ Apostolicæ affixæ & publicatæ fuerunt ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum Palatii sancti Officii, & aliis locis solitis & consuetis Urbis, per me Franciscum Perinum SS. D. N. P. & SS. Inquisitionis Cursorem.

*Roma, Typis Reverendæ Camera Apostolicæ, anno M. DC. LXXX.*

*Extrait du Privilege du Roy.*

LE Roy par ses Lettres Patentés a permis à Federic Leonard son Imprimeur ordinaire & du Clergé de son Royaume, d'imprimer, vendre & debiter tous les *Edits, Declarations, Arrests, Remontrances, & generally toutes les choses qui regardent le Clergé, ou qui luy seront baillées par les Assemblées generales ou par les Agens generaux du Clergé de France*, & ce pour le temps & espace de vingt ans, avec defences à tous autres de les imprimer, faire imprimer, contrefaire, ny d'en avoir d'autres que de l'Impression dudit Leonard, à peine de six mille livres d'amende, confiscation des Exemplaires, dépens, dommages & interets, comme il est porté plus au long par lesdites Lettres; Données à S. Germain en Laye le 4. Decembre l'an de grace mil six cens soixante-quatorze. Et de nostre Regne le trente-deuxième; Par le Roy en son Conseil; Signé, DESVIEUX, & scellées.

\*\*\*

TABLE DES BREFS ET ARRESTS  
contenus dans ce Recueil.

|                                                                                                                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <u>Premier Bref de nôtre S. Pere le Pape Innocent X I. au Roy, touchant la Regale, du 12. Mars 1678. pag. 1.</u>                                                                        |     |
| <u>Second Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. au Roy, du vingt-unième Septembre 1678.</u>                                                                                            | 7.  |
| <u>Troisième Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. au Roy, du 27. Decembre 1679.</u>                                                                                                   | 11. |
| <u>Premier Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. à feu Monsieur l'Evêque de Pamiez, du 4. Janvier 1679.</u>                                                                            | 18. |
| <u>Bref de N. S. P. le Pape à Mr l'Archevêque de Toulouse, sur l'affaire des Urbanistes, &amp; de la Regale de Pamiez, du 18. Janvier 1680.</u>                                         | 19. |
| <u>Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. à feu Mr l'Evêque de Pamiez, du 7. Juillet 1680.</u>                                                                                          | 22. |
| <u>Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. au Frere Daubarede, &amp; au Chapitre de Pamiez, après la mort de feu M. l'Evêque de Pamiez, du 25. Septembre 1680.</u>                       | 24. |
| <u>Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. à Mr l'Archevêque de Toulouse, contre les Ordonnances par luy faites en l'affaire de M. de Pamiez &amp; du Chapitre, du 2. Octobre, 1680.</u> | 27. |
| <u>Second Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. au Chapitre de Pamiez après la mort de feu Mr l'Evêque de Pamiez, du 2. Octobre 1680.</u>                                              | 28. |
| <u>Troisième Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. au Frere Cerle, &amp; au Chapitre de Pamiez, du 1. Janvier 1681.</u>                                                                | 30. |
| <u>Arrest de la Cour de Parlement, du 31. de Mars 1681. sur un Libelle imprimé en forme de Bref de N. S. P. le Pape Innocent X I. du premier Janvier de la même année,</u>              | 33. |
| <u>Arrests de la Cour de Parlement, sur une Copie d'un Bref du Pape du premier Janvier 1681. &amp; sur les ordres envoyez</u>                                                           |     |

- par le General des Jesuites aux Provinciaux de Toulouse  
 & de Paris, des 18. & 20. Juin 1681. 39. & 41.  
 Premier Bref de N. S. P. le Pape, aux Religieuses de Cha-  
 ronne du 7. Aoust 1680. 52.  
 Arrest de la Cour de Parlement, du 24. Septembre 1680.  
 sur un Bref du mois d'Aoust 1680. 54.  
 Second Bref de N. S. P. le Pape, aux Religieuses de Cha-  
 ronne du 15. Octobre 1680. 74.  
 Arrest de la Cour de Parlement, du 4. Decembre 1680. sur  
 le susdit Bref du mois d'Octobre 1680. 76.  
 Bref de N. S. P. le Pape, du 18. Decembre 1680. portant  
 la censure de l'Arrest au Parlement de Paris, du 24. Se-  
 ptembre 1680. 80.  
 Arrest de la Cour de Parlement du 24. Janvier 1681. sur une  
 Feuille imprimée à Rome en forme de Bulle de N. S. P.  
 le Pape, du 18. Decembre dernier, 82.  
 Bref de N. S. P. le Pape, portant condamnation du Livre  
 des Causes Majewres, composé par le sieur Gerbais Docteur  
 de Sorbonne. 84.